

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°175

OCTOBRE 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire

- BERLIN : ÉLECTION DE DEUX KURDES AU SÉNAT
- UN APPEL INTERNATIONAL POUR LES DROITS FONDAMENTAUX DES KURDES EN TURQUIE
- LEYLA ZANA TRAUMATISÉE PAR LA TUERIE DE LA PRISON CENTRALE D'ANKARA
- EN SIX ANS, L'ADMINISTRATION CLINTON A VENDU POUR \$4,9 MILLIARDS D'ARMES À LA TURQUIE
- NEW YORK : L'OPPOSITION IRAKIENNE CONSACRE LE DROIT DES KURDES AU FÉDÉRALISME
- BRUXELLES : LA COMMISSION EUROPÉENNE REND UN AVIS FAVORABLE MAIS TEMPÉRÉ SUR LA CANDIDATURE TURQUE À L'UNION EUROPÉENNE
- ERBIL : LE PDK TIENT SON XII^{ème} CONGRÈS
- SOULEIMANIEH : NOUVELLE RENCONTRE PDK-UPK
- APRES L'ASSASSINAT DE L'ANCIEN MINISTRE KISLALI, SES PROCHES ACCUSENT LE TERRORISME D'ÉTAT
- UNE SOCIÉTÉ BRITANNIQUE ENSEIGNE À LA TURQUIE COMMENT IRRADIER LES KURDES
- AINSI QUE...

BERLIN : ÉLECTION DE DEUX KURDES AU SÉNAT

APRES l'élection de Mlle. Nalin Baksi au Parlement suédois puis d'une autre jeune Kurde, Mlle Felekna Uca au Parlement européen, deux Kurdes de nationalité allemande viennent d'être élus au Sénat de Berlin à la suite des élections

du 10 octobre 1999. Il s'agit de M. Giyasettin Sayan et de Mlle Evrim Helin Baba, élus sur la liste du PDS. La communauté kurde déploie des efforts accrus pour s'intégrer et les jeunes de la deuxième génération s'investissent de plus en plus dans la vie politique de leur pays d'accueil.

rendue publique. Parmi les signataires figurent Günter Grass, prix Nobel de Littérature 1999, José Saramago et Nadine Gordimer, Prix Nobel de Littérature, Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, Costa Gavras, réalisateur, Arthur Miller, écrivain, Jack Lang, ancien ministre français, Maurice Béjart, chorégraphe, Ingmar Bergman, écrivain et réalisateur, Liv Ullman, comédienne...

UN APPEL INTERNATIONAL POUR LES DROITS FONDAMENTAUX DES KURDES EN TURQUIE

CINQ intellectuels de Turquie - Yashar Kemal, Orhan Pamuk, Ahmet Altan, et Mehmed Uzun, tous écrivains et Zülfü Livaneli, musicien et journaliste, ont lancé un

appel international pour les droits culturels des Kurdes. À l'occasion d'une conférence de presse, le 11 octobre 1999 à Istanbul, la déclaration ci-dessous, signée par plus d'une cinquantaine de personnalités a été

Voici le texte intégral de cet appel :

« Le vingtième siècle, un des plus sanglants de l'histoire humaine, touche à sa fin. Une question revient sans cesse : le vingt-et-unième siècle sera-t-il aussi sanglant que le précédent? Continuerons-nous à vivre sous le règne de la guerre, de la violence, des armes? Le racisme et la haine de l'autre vont-ils

encore mettre notre monde à feu et à sang? L'oppression sera-t-elle encore une réponse aux revendications ethniques et sociales?

Nous répondons fermement «non». Les peuples du siècle qui naît ont l'ardente obligation de refuser toutes formes de discrimination et d'oppression.

Nous, les écrivains et artistes, signataires de ce texte, souhaitons que la Turquie soit à l'avant-garde de la défense des droits et de la démocratie. Nous sommes convaincus que la Turquie — qui fait partie du monde civilisé — a la volonté d'accorder la liberté, l'égalité, la justice à tous les peuples qui la constituent.

Aujourd'hui, la Turquie paraît comme un pays qui ne respecte pas les obligations des droits de l'homme et de la démocratie. Des représentants officiels du gouvernement turc l'admettent. La question kurde est au cœur de ces problèmes. Tant que la Turquie n'apportera pas les réponses adéquates à la question kurde, elle ne parviendra ni à respecter les droits de l'homme ni à devenir une démocratie.

Nous sommes convaincus que la Turquie a les moyens de résoudre la question kurde. Aucune des menaces qui pesaient sur la jeune république turque de 1923 - née des décombres de l'empire ottoman - n'est à l'ordre du jour aujourd'hui. Les quinze millions de Kurdes en Turquie forment une entité importante de la république. Les Kurdes réclament la préservation de leur identité linguistique et culturelle, le droit de vivre comme des citoyens libres dans le cadre de la République de Turquie. Ils veulent pouvoir lire et écrire en kurde, étudier en kurde. Ils veulent vivre, travailler et servir leur pays tout en préservant la richesse de leur identité culturelle.

Les efforts de turquisation ont entraîné la mise hors-la-loi de la langue kurde.

Un très grand nombre d'intellectuels ont été arrêtés, punis. Des milliers des villes, villages, hameaux, vallées, montagnes, collines ont vu leur nom débaptisé et turquisé. Les Kurdes eux-mêmes sont devenus des «Turcs des montagnes». La Constitution et les lois turques ont servi de cadre pour l'application de cette politique.

Aucune de ces mesures n'a atteint l'objectif assigné : les Kurdes ne sont pas devenus des Turcs. La question kurde n'est pas résolue. Les événements sanglants et la situation économique désastreuse des quinze dernières années sont la preuve que la violence n'est pas une solution. La violence ne parvient pas à transformer les Kurdes en Turcs; la violence ne permet pas aux Kurdes d'obtenir leurs droits.

À l'aube du siècle naissant, il est temps pour la Turquie de montrer l'exemple en réalisant l'étape nécessaire vers la démocratie, en résolvant la question kurde, en intégrant ses citoyens kurdes avec leurs droits fondamentaux. La démocratie renforcera la Turquie économiquement, socialement, culturellement. La langue kurde compte parmi les plus riches de la civilisation mésopotamienne. Elle possède une littérature classique savante, une belle et riche tradition orale, une tradition musicale variée, elle est aussi la langue d'une littérature moderne florissante. L'histoire de cette langue fait partie du patrimoine mondial.

Au lieu d'être niés et méprisés, cette langue et cette culture devraient constituer une part dynamique de la richesse de la Turquie. Tout au long de leur histoire, les Kurdes ont constitué le tiers de la mosaïque des peuples d'Anatolie. Et ne doivent plus subir de discrimination. Leur dignité et leurs droits fondamentaux doivent être reconnus afin de constituer une partie dynamique de l'Anatolie et la Turquie. Le kurde doit être reconnu comme

langue d'enseignement et d'éducation. La langue et l'identité culturelle kurdes doivent faire l'objet de garanties constitutionnelles.

Nous demandons au président de la République, au Premier ministre, au Parlement, au gouvernement, aux hommes en place : faites cesser cette honte. Au moment où vous pansez les blessures du tremblement de terre, songez -aussi à panser les plaies sociales qui saignent depuis soixante-dix ans.

La Turquie du vingt-et-unième siècle doit se dresser comme un phare, être le pays des valeurs humaines et démocratiques”.

Ce texte a également été signé par : Harold Pinter, Adonis, Michael Holroyd, Arne Ruth, Bibi Andersson, Erland Josephson, Johannes Salminen, Margaret Atwood, Yorman Kanluk, Antonis Samarakis, John Berger, Jaan Kaplinski, Kirsti Simonsuuri, Suzanne Brögger, Nikos Kasdaglis, Thorvald Steen, Adriaan van Dis, György Konrad, Sigmund Strömme, Mahmud Dowlatabadi, Alberto Manguel, Birgitta Trotzig, Margaret Drabble, Adame Michnik, Kerstin Ekman, Kal Nieminen, André Velter, Richard Falk, William Nygaard, Gunter Wallraff, Lady Antonia Fraser, Monika van Paemel, Georg Henrik von Wright, Juan Goytisolo, Herbert Pundik, Per Wästberg, Sir David Hare, Claude Regy, Moris Farhi, Ronald Harood, Klaus Rifbjerg, Homero Aridjis, Michael Higgins, Bernice Rubens, Elisabeth Nordgren.

L'Appel international a eu, au premier jour, un écho réduit dans la presse turque. Les journaux turcs se sont cantonnés à écrire que des Prix Nobels réclamaient plus de démocratie en Turquie. À aucun moment ils n'ont fait référence aux droits fondamentaux des Kurdes et à la question kurde contenus dans la déclaration. Le journal *Sabah*

du 12 octobre 1999, a consacré un article à la page 23 en titrant « *La déclaration des intellectuels : plus de démocratie* » et le quotidien *Milliyet* l'a présenté dans le même sens en écrivant « *déclaration pour la démocratie* ». Le quotidien *Hurriyet*, quant à lui, a complètement ignoré ce texte

important. Cependant, des éditorialistes libéraux l'ont évoqué dans leurs colonnes. L'exemple de l'appel montre que le contrôle de l'Etat sur les média demeure toujours très efficace, en tout cas pour tout ce qui touche la question kurde.

place les contraint à se relayer pour dormir à tout de rôle. Selon plusieurs témoignages, Leyla Zana reste traumatisée par la répression sauvage d'un mouvement de protestation de certains détenus de la prison centrale d'Ankara. De la fenêtre de sa cellule, elle a assisté à la mise à mort à coups de matraques et de gourdins de sept prisonniers par des centaines de policiers et de gendarmes dans la nuit du 26 septembre 1999. « *Ces scènes d'une rare sauvagerie, les cris de suppliciés ne cessent de me hanter jour et nuit* » a-t-elle déclaré à ses visiteurs qui l'ont trouvée traumatisée, émaciée et en état de choc. Au cours de la répression, Habib Gül, Ertan Özkan, Nihat Konak, Ümit Altıntaş, Halil, Türker, Mahir Ünsal, Sakir Dönmez, Abuzer Cat, Nihat Salmaz, Ahmet Devran, Zafer Karabiyik, Önder Gencaslan ont perdu la vie.

GUNTER GRASS : « LES KURDES SONT UNE GRANDE MINORITÉ OPPRIMÉE »

L Le prix Nobel de littérature 1999, Gunter Grass, en visite à la Foire du livre de Frankfurt, a appelé, le 15 octobre 1999, à une solution démocratique pour la question kurde. Interrogé sur les raisons qui l'ont conduites à signer l'appel international pour les droits fondamentaux des Kurdes, il a déclaré :

« *J'espère qu'aujourd'hui on a compris en Turquie que les Kurdes ne sont pas des « Turcs de montagne ». Les Kurdes sont une grande minorité opprimée. Les Kurdes en grande majorité ne demandent pas l'indépendance mais à jouir de leurs droits culturels et du droit d'apprendre et de parler leur langue. Si la Turquie ne comprend pas cela, la terrible guerre qui se déroule actuellement et l'oppression continueront à sévir et la porte de l'Europe leur sera fermée. Il ne peut se passer autrement. Peut-être qu'un accord sera obtenu.* »
Gunter Grass a également critiqué la politique étrangère de l'Allemagne en dénonçant l'extradition des Kurdes vers la Turquie qui font plus tard objet d'arrestation en Turquie.

Le Premier ministre turc avait déclaré que « *l'Etat est décidé à rétablir son autorité à n'importe quel prix* ». En l'occurrence, le calme, relatif et éphémère, a été obtenu au prix de la mort de 12 hommes et de centaines de blessés. L'un des survivants de cette tuerie, Cemal Çakmak, dans un témoignage publié par le quotidien *Özgür Politika* du 7 octobre 1999, affirme que les forces de l'ordre turques disposaient des listes préétablies de meneurs qui ont été arrêtés au moment des troubles, battus à mort, puis mitraillés pour accréditer l'idée d'affrontements armés à l'intérieur de la prison.

LEYLA ZANA TRAUMATISÉE PAR LA TUERIE DE LA PRISON CENTRALE D'ANKARA

A PRES deux semaines d'interdiction, les députés kurdes emprisonnés ont, à partir du 5 octobre, à nouveau été autorisés à recevoir des visites de leurs proches une fois par semaine pour une durée de 45 minutes derrière des parloirs grillagés.

À cette occasion, les avocats ont appris que les trois députés hommes, Hatip

Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, ont été transférés dans un dortoir collectif où sont détenus de 45 à 50 prisonniers politiques pour la plupart accusés d'appartenance au PKK. De son côté, Leyla Zana, qui depuis 1994 logeait seule dans une cellule assez spacieuse est désormais obligée de partager celle-ci avec 5 autres femmes prisonnières politiques accusées d'appartenance à des mouvements turcs d'extrême gauche. Le manque de

En 1996, une tuerie similaire avait eu lieu dans la prison de Diyarbakir. Les familles des victimes avaient porté plainte et les meurtriers avaient été identifiés. Cependant de renvoi en renvoi, le procès dure encore et les assassins sont toujours en service et en liberté.

EN SIX ANS, L'ADMINISTRATION CLINTON A VENDU POUR \$4,9 MILLIARDS D'ARMES À LA TURQUIE

DEUX organismes américains, World Policy Institute et Federation of American Scientists, viennent de publier un rapport de 43p intitulé «*Arming Repression : US Arms Sales to Turkey during the Clinton Administration*». Ses auteurs, Tamar Gabelnick, William D. Hartung et Jennifer Washburn, soumettent à un examen rigoureux les relations militaires de Washington et donnent une série de chiffres qui, au-delà de la rhétorique des droits de l'homme, montrent dans quelle mesure l'Amérique arme la machine turque de guerre et de répression.

Selon le Département d'Etat américain, «*les forces armées turques sont de l'ordre de 80 % dépendantes des équipements d'origine américaine*». Ainsi sur les 4200 chars de l'armée turque 3800 sont des M-48 et M-60 de fabrication américaine. Hormis 44 avions de transport CN-235 espagnols, toute l'armada aérienne turque est d'origine américaine : 175 F-16, 87 F-5, 18 F-4E ainsi que 37 hélicoptères d'attaque Cobra et 55 hélicoptères de transport Sikorsky Black Hawk. L'essentiel des transports blindés de l'armée turque est formé de 2813 véhicules M-113 APC fournis par les Américains.

De 1950 à 1983, pendant la période dure de la guerre froide, les ventes d'armes américaines à la Turquie, «*alliée stratégique de l'OTAN*» s'élèvent au total à \$ 1.196065. Avec la guerre du Kurdistan, opposant à partir de 1984 l'armée turque à la guérilla du PKK, elles s'emballent et atteignent pour la période de 1984-1998 un total de \$10.466855—dont \$4.927223 pour les six premières années (1993-1998) du président démocrate Bill Clinton.

Les auteurs établissent que les ventes ont, pour 77 % été subventionnées par l'argent des contribuables américains. Depuis 1984, ces subventions directes ou indirectes s'élèvent à plus de \$8 milliards. De plus, les Américains donnent aux militaires turcs, formation et instruction. Depuis 1950, ils ont ainsi formé 23 268 officiers turcs dont 2 900 depuis 1984. Ils rappellent que d'après des enquêtes indépendantes ces armes américaines ont été massivement utilisées dans une guerre civile qui a fait 37 000 morts (pour la plupart kurdes) et abouti à la destruction de 3 000 villages kurdes dans «*le Sud-est de la Turquie*» et produit entre 500 000 et 2,5 millions de réfugiés internes.

Leurrés par les perspectives annoncées d'un programme turc d'acquisition d'armement de \$150 milliards d'ici 2030 dont \$31 milliards pour les 8 prochaines années les dirigeants américains ont fermé les yeux sur les violations massives des droits de l'homme commises par Ankara, cela en violation de la loi américaine et des principes proclamés de la diplomatie américaine..

Les auteurs attirent l'attention sur la politique de deux poids deux mesures de Washington dans deux cas d'essence similaire, le Kosovo et les Kurdes en Turquie. «*Dans les deux cas, les griefs des populations affectées—le déni des droits politiques et culturels fondamentaux et l'imposition de la violence militaire et paramilitaire—ont été ignorés par le régime qui a cherché à imposer sa volonté par la force des armes. Au-delà de l'intensité et de la durée de la tuerie, la différence la plus frappante entre les deux cas est la réponse des Etats-Unis. Au Kosovo, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont mené une guerre aérienne majeure pour conduire les forces serbes hors de la province. En Turquie, les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN ont été les fournisseurs premiers d'armement au régime d'Ankara. Si l'administration Clinton peut justifier d'aller en guerre au sujet de la purification ethnique au Kosovo, elle devrait être capable de forger la volonté politique pour la tâche beaucoup moins prenante d'arrêter la fourniture des armes américaines qui sont utilisées pour alimenter la répression ethnique en Turquie*».

NEW YORK : L'OPPOSITION IRAKIENNE CONSACRE LE DROIT DES KURDES AU FÉDÉRALISME

SEPT ans après la réunion de l'opposition irakienne de Sallah-Ed-Din (Erbil) au Kurdistan irakien en 1992, et qui a donné naissance au Congrès National Irakien Unifié, une nouvelle réunion de l'Assemblée Nationale de ce dernier, s'est tenue à New York du 29 octobre au 1er novembre 1999, sous le parrainage de l'administration américaine, avec la participation de plusieurs organisations politiques et

partis irakiens, dont le Mouvement d'entente politique, le Mouvement royaliste constitutionnel, le Front turkoman, le Mouvement assyrien, une délégation des tribus irakiennes, le Parti démocratique du Kurdistan irakien de Massoud Barzani, représenté entre autres par Sami Abdourahman, Roj Shawish, Hoshiyar Zibari et l'Union patriotique du Kurdistan représentée par son président Jalal Talabani ainsi que Fouad Massoum, Latif Rashid et Barham Saleh et enfin le Mouvement

d'union islamiste au Kurdistan irakien. Toutefois certains partis et mouvements politiques, comme le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, le Parti de Dawa islamique, le Parti communiste irakien et le Conseil libre irakien ont boycotté ce congrès.

Plusieurs personnalités américaines ont assisté à ces assises : Les sénateurs Sam Brownback et Bob Kerrey, l'Ambassadeur Schifter ainsi que M. Francis J. Ricciardone, coordinateur spécial pour la transition en Irak et David L. Mack, vice-président de l'Institut du Middle East. Elles ont confirmé le soutien du gouvernement américain à cette instance politique pour un changement démocratique en Irak par le renversement du régime de Saddam Hussein.

Des ONG comme Human Rights Alliance et Indict (qui mène une campagne internationale pour le jugement des responsables irakiens ayant commis des crimes contre l'humanité) étaient également présentes.

A la suite des travaux du congrès, de nouvelles commissions et instances ont vu le jour :

- la constitution d'une direction provisoire que remplace le précédent triumvirat directeur. Elle est composée de 7 personnalités irakiennes dont 2 Kurdes (Houshiar Zibari du P.D.K et Latif Rashid de l'U.P.K), un du Mouvement de l'entente, un du Mouvement royaliste constitutionnel, et Ahmed Al Chalabi, Riad Al Yamer, Mohamed Mohamed Ali (islamiste indépendant).

- La mise en place du conseil central qui a pour rôle de diriger les travaux du congrès (remplaçant l'Assemblée Nationale). Fonctionnant comme un mini-parlement, ce conseil central est composé de 65 membres représentant des personnalités et diverses factions selon les quotas suivants :

- 15 sièges pour les Kurdes
- 12 sièges pour les Islamistes

- 6 sièges pour les libéraux (groupe d'Ahmed Al Chalabi)

- 5 sièges pour le Mouvement d'entente politique

- 5 sièges pour le Mouvement royaliste constitutionnel.

- 4 sièges pour les nationalistes arabes

- 4 sièges pour l'Union Turkomane

- 4 sièges pour la Coalition du Mouvement d'union islamiste au Kurdistan et de l'union islamiste

- 3 sièges pour les Assyriens

- 3 sièges pour l'Union des démocrates irakiens

- 2 sièges pour les démocrates indépendants

- 2 sièges pour les tribus irakiennes

Le congrès a adopté plusieurs résolutions destinées à accélérer la lutte contre le régime irakien dont celle de réactiver la commission juridique et la commission spéciale concernant les droits de l'homme en Irak afin de stopper les atrocités commises par l'armée irakienne contre la population civile.

Le congrès a souligné que la lutte des oppositions irakiennes doit se faire

contre le régime de Saddam Hussein et épargne l'armée irakienne afin de la neutraliser dans l'effort mené pour le renversement du régime irakien

Enfin : le Congrès a modifié un paragraphe relatif «à la fédération» à la suite de vives discussions dans la commission politique menées par Dr. Nadjmedine Karim, Dr. Ali Babakhan, membres de l'Institut kurde de Paris, et les représentants des partis kurdes.

A l'origine, ce paragraphe disait :

«Le Congrès national irakien déclare respecter la volonté du peuple kurde (en Irak) de choisir la forme du partenariat qui doit l'unir à l'ensemble des composantes du peuple irakien dans une même partie, à savoir le system fédéral».

Les débats ont permis de remplacer le mot «respecter» par celui, plus contraignant, d'"admettre".

C'est la première fois qu'un vaste regroupement d'opposants irakiens consacre ainsi le droit des Kurdes irakiens à une fédération démocratique.

BRUXELLES : LA COMMISSION EUROPÉENNE REND UN AVIS FAVORABLE MAIS TEMPÉRÉ SUR LA CANDIDATURE TURQUE À L'UNION EUROPÉENNE

A la suite d'une semaine de discussion très chargée, la Commission européenne a, le 13 octobre 1999, rendu un rapport au ton favorable à la candidature turque mais tempéré par des demandes de réformes concrètes en matière de droits de l'homme et de protection des minorités. La Commission a fait la même remarque que l'année dernière à propos du poids du Conseil de sécurité nationale (MGK) dans la vie politique turque et a souligné que ce poids et les tribunaux d'exception (DGM) étaient « incompatibles avec le système

démocratique » tout en accueillant favorablement la démilitarisation des Cours de sûreté de l'Etat. La Commission a d'autre part demandé à la Turquie de ne pas exécuter Abdullah Öcalan et a encouragé Ankara dans la voie de la démocratisation. L'Europe maintient d'autre part ses critiques sur les violations des droits de l'homme en soulignant que la torture était toujours largement répandue et la liberté de l'expression régulièrement restreinte. Cependant la solution à la question kurde a été vue comme la clé du progrès en ce domaine.

Dans le domaine économique, elle a appelé à ce que des réformes urgentes en matière fiscale soient rapidement entreprises. Les observateurs ont noté que le séisme du 17 août avait largement contribué à attirer une vague de sympathie à l'égard de la Turquie.

La presse turque a crié victoire à l'annonce du rapport de la Commission. Le quotidien turc Milliyet titrait le 14 octobre « *Enfin l'Europe !* ». Son éditorialiste Güneri Civaoglu notait le même jour que « *la porte de la salle d'attente de l'Union européenne était ouverte pour la Turquie* ». *Hürriyet*, autre journal turc à grand tirage avançait même « *Nous sommes en 28^{ème} position* » pour l'intégration dans l'UE. Le sort de la Turquie devrait se préciser à l'issue du sommet d'Helsinki prévu en décembre.

Quelques jours avant la publication de ce rapport, le Premier ministre Bülent Ecevit avait tenu un véritable plaidoyer

contre les Européens. Au cours d'une intervention, le 6 octobre 1999, à la cérémonie d'ouverture de l'Université de Baskent, M. Ecevit a tout bonnement déclaré que l'Europe occidentale était raciste. « *L'adhésion à l'Union européenne est notre droit. Toutefois, certains Européens ne nous considèrent pas européens. Quant à nous, grâce à cette attitude, nous nous sommes rendu compte que le monde n'est pas seulement l'Europe. Il y a des raisons psychologiques empêchant l'adhésion turque à l'Union européenne. Primo, la Turquie est un pays musulman. La deuxième raison est la discrimination raciale. L'Europe occidentale est raciste ! En effet, un sondage d'opinion réalisé il y a deux ans par la Commission européenne a démontré que les deux tiers des pays membres sont ouvertement racistes !* » a-t-il déclaré. Le Parlement européen votait le même jour une résolution en se bornant à reconnaître à la Turquie le droit de demander son adhésion.

vétérand Ali Abdullah, membre fondateur du PDK en 1946 et compagnon du général Barzani, était lui-aussi réélu à l'unanimité vice-président du Parti.

D'autres dirigeants du parti ont fait l'objet des critiques parfois vives pour leur gestion des affaires et l'aspiration au changement s'est traduite pour un assez large renouvellement des élus. Le scrutin à bulletins secret contrôlé, dans un souci de transparence, par une commission de 12 assesseurs délégués par les ministères de la Justice, de l'Intérieur et par le PDK, la pluralité des candidatures (83 candidats pour 31 postes) a permis aux délégués de donner libre cours à leur aspirations. Le nouveau Comité central, de 31 membres, a élu un bureaux politique de 9 membres.

Parmi les résolutions du Congrès :

- proposer au Parlement d'Erbil de voter une loi sur l'organisation d'élections municipales au suffrage universel;

- œuvrer pour la mise en place d'une cour administrative afin de statuer sur les doléances de citoyens envers l'administration kurde;

- œuvrer pour la création d'une cour de comptes pour surveiller la régularité et la transparence des dépenses publiques;

- œuvrer pour la création d'un ministère de l'emploi et des affaires sociales afin de coordonner la lutte contre le chômage et la pauvreté;

- créer un organisme chargé des media (presse écrite, radio, TV).

Les congressistes ont par ailleurs réaffirmé leur attachement à la résolution votée par le Parlement du Kurdistan en faveur d'un système fédéral dans le cadre d'un Irak démocratique et pluraliste.

ERBIL : LE PDK TIENT SON XII^{ème} CONGRÈS

LE Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) a tenu, du 6 au 14 octobre à Erbil son douzième Congrès. 1473 délégués ont pris part aux travaux de ce congrès placé sous le signe de «paix, liberté et démocratie». Des représentants des agences de l'ONU et des ONG travaillant au Kurdistan, des partis politiques kurdes et irakiens ont assisté à ce congrès. Du vice-président américain Al Gore à Mme. Mitterrand et Yasser Arafat de nombreuses personnalités, l'Internationale socialiste et nombre de partis politiques d'Europe et du Proche-Orient ont tenu à envoyer des messages de sympathie, encourageant les délégués kurdes à rester fidèles aux idéaux de la démocratie et du dialogue pour consolider la paix qui règne dans la région depuis novembre 1997.

Dans son adresse inaugurale le président du PDK, Massoud Barzani, a lui-même mis l'accent sur la nécessité de développer l'expérience démocratique kurde en cours, de consolider le processus de paix et prôné «*le respect du pluralisme, de la liberté et de la loi*» tout en appelant les délégués à engager un sérieux effort de rénovation du parti. Il a, à cette occasion, exprimé le souhait de se retirer de la politique. «*Après 37 années de services dans les rangs du parti et maintenant que la paix, la liberté et une relative prospérité régnent dans notre région, le temps est venu pour moi de prendre ma retraite*», a-t-il déclaré. Mais son «souhait» a été rejeté par les congressistes qui dans un souci de continuité et de fidélité l'ont reconduit à l'unanimité dans ses fonctions de président tandis que le

Les orientations du congrès devraient se traduire par de changements importants dans les mois à venir où on s'attend notamment à une refonte du gouvernement d'Erbil.

Enfin, grâce aux média locaux et à la

chaîne de télévision par satellite, Kurdistan TV, contrôlée par le PDK, les travaux du ce congrès «semi-public» ont bénéficié d'une large couverture médiatique. Le PDK revendique environ 200.000 adhérents.

l'UPK dans le cadre de ce «partage de revenus».

Les questions principales de formation d'un gouvernement unitaire de transition en vue d'organisation d'élections au Parlement n'ont pas été abordées à ce stade par les deux délégations qui ont convenu de poursuivre leur dialogue et de renforcer leurs liens bilatéraux.

SOULEIMANIEH : NOUVELLE RENCONTRE PDK-UPK

UNE délégation de haut niveau du PDK conduite par Neçirvan Barzani et comprenant huit autres membres du Bureau politique de ce parti s'est, le 22 octobre, rendu à Qala Çolan, près de Souleimanieh où elle a été «chaleureusement accueillie» par Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et tous les membres du Bureau politique de l'UPK.

Les deux délégations ont longuement discuté des mesures concrètes d'application de l'accord de paix signé en septembre 1998 à Washington entre les deux parties.

Au terme de ces pourparlers il a notamment été décidé de :

- libérer en une semaine et sans condition les prisonniers encore détenus de part et d'autre;
- élaborer rapidement un plan de rapatriement des familles déplacées lors du conflit fratricide de 1994-1997;
- coordonner les efforts concernant l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU (Ndlr. résolution dite pétrole contre nourriture dont 13% des revenus sont consacrés aux régions kurdes) afin d'identifier les besoins de la population du Kurdistan irakien et d'établir des projets en ce sens;

- coordonner les approches envers l'opposition irakienne;

- assurer la liberté de circulation des personnes et des biens entre les deux régions (Ndlr. sous contrôle de l'UPK et du PDK);

- ouvrir en novembre des bureaux du PDK à Souleimanieh et Kallar et ceux de l'UPK à Erbil et Duhok.

Enfin l'épineuse question du «partage des revenus des douanes» a été discutée. Quelques jours après cette rencontre l'administration du PDK a accepté de verser une nouvelle somme de 3 millions de dollars à celle de

En fait tout ce passe comme si la situation actuelle convenait aux deux partis. Ainsi, le lendemain du départ de la délégation du PDK, le bureau politique de l'UPK a décidé de «nommer» son secrétaire général «président de la région du Kurdistan» et d'établir à Souleimanieh une Cour d'appels spécifique, séparée de la Cour d'appels d'Erbil, qui jusque là statuait tous les tribunaux du Kurdistan irakiens. Le PDK a regretté «ces actes unilatéraux erronés intervenant à un moment où la population kurde reprend l'espoir dans une administration et un Parlement kurde unitaires».

APRES L'ASSASSINAT DE L'ANCIEN MINISTRE KISLALI, SES PROCHES ACCUSENT LE TERRORISME D'ÉTAT

MAhmet Taner Kislali qui en 1978-1979 fut ministre de la culture dans un cabinet Ecevit a été tué le 21 octobre à Ankara par l'explosion d'une bombe posée sur sa voiture.

Personnalité de centre gauche, M. Kislali était professeur à la Faculté des sciences politiques et un éditeur régulier du quotidien atatürkiste *Cumhuriyet* (République). Ses prises de position laïques et nationalistes étaient appréciées par les secteurs laïcs de l'opinion turque y compris chez les jeunes officiers.

La police turque a immédiatement parlé de la piste d'un groupuscule islamiste radical, IBDA-C, Front islamique des combattants du Grand Orient, qui dans un appel anonyme à une chaîne de télévision privée aurait revendiqué cet attentat. Les autorités ont promis d'arrêter rapidement les assassins.

Mais les proches de la victime, comme bon nombre d'observateurs de la scène politique turque des dernières décennies, sont d'un tout autre avis. L'assassinat de Kislali rappelle des précédents célèbres d'Abdi İpekçi.

directeur du quotidien *Milliyet* et d'Ugur Mumcu, professeur d'université et journaliste d'investigation, dont on sait maintenant qu'ils ont été assassinés à l'instigation de certains services de l'Etat, plus précisément du Bureau de la guerre spéciale de l'armée.

Le stratagème est identique : on choisit pour cibles des personnalités laïques et atatürkistes, leur assassinat suscite une large indignation des secteurs nationalistes et laïcs qui serrent les rangs autour de l'armée-défenseur-de-la-République-en-danger. Les ennemis de l'Etat (islamistes, communistes ou séparatistes kurdes selon la conjonction politique) sont mis au pilori et l'armée promet de les écraser et de défendre « *les principes éternels du Grand Atatürk* » et la patrie en danger.

La dernière grande représentation de cette comédie turque avait eu lieu lors de l'assassinat d'Ugur Mumcu en 1993 qui justement enquêtait sur les liens entre certains services de l'Etat, la mafia et la violence politique. Une foule d'un million de personnes s'était rassemblée à ses funérailles aux cris « *plus jamais ça !* » Les « *islamistes fanatiques* » avaient été montrés du doigt. Et puis, à la stupéfaction de la famille Mumcu, l'enquête s'enlisait. Après plusieurs mutations de juges et de procureurs et à la suite de révélations dans la presse, le dernier procureur en charge du dossier a fini par dire à l'opiniâtre Mme Mumcu : « *cessez de me harceler, l'instruction est bloquée car il s'agit d'un crime d'Etat. Je n'y peux rien* ». Et finalement, le scandale étant devenu public, l'Etat turc a proposé d'indemniser la famille Mumcu pour « *l'erreur commise* ».

Le *remake* de cette sinistre comédie n'a cette fois-ci pas convaincu grand monde tellement la corde est usée. Ainsi lors des obsèques du prof.

Kislali, le célèbre journaliste turc Ilhan Selçuk, ami à la fois d'Ugur Mumcu est d'A. Taner Kislali s'est exclamé : « *Ça suffit. Il faut mettre un terme au terrorisme d'Etat !* ». La télévision a diffusé les images des généraux et des dignitaires civils du régime qui paraissaient décontenancés par cette apostrophe sans équivoque et inattendue. La foule a conspué le président Demirel aux cris « *nous ne sommes pas fiers de toi* ». Les cris de « *Basbug Ecevit* » ont également fusé et le couple Ecevit semblait effondré par cette interpellation car le mot « *basbug* », équivalent turc du führer

allemand de triste mémoire, est le titre dont s'affublait le colonel Türkes, défunt chef du Mouvement d'action nationaliste (MHP), néo-fasciste turc, partenaire de la coalition gouvernementale de B. Ecevit.

À quelques semaines du sommet de l'OSCE d'Istanbul et alors que certains dirigeants européens déploient tant d'efforts pour déceler quelques signes de démocratisation en Turquie afin de faire avaler l'idée de la candidature turque à l'Union européenne l'image d'un Etat turc policier et criminel fait tout de même mauvais effet.

UNE SOCIÉTÉ BRITANNIQUE ENSEIGNE À LA TURQUIE COMMENT IRRADIER LES KURDES

DANS un article publié le 31 octobre 1999, David Leppard, Paul Nuki et Gareth Walsh, journalistes au quotidien anglais *Sunday Times*, ont révélé qu'une société britannique conseillait la Turquie sur la façon d'irradier les Kurdes. La société d'armement, Aims Ltd, faisait l'objet d'une enquête par Scotland Yard depuis que *Sunday Times* avait divulgué que des mercenaires de la société se préparaient à assassiner Abdullah Öcalan, chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), pour £ 5,75 millions. Des nouvelles preuves sont venues corroborer les relations entre les autorités turques et la société en question depuis que *Sunday Times* a réussi à obtenir un document de cinq pages adressé à l'armée turque prouvant que Brian Smith, patron de Aims Ltd, leur avait conseillé d'irradier les combattants kurdes. Dans le document en question Brian Smith écrit : « *La détection par radiation. C'est une méthode par laquelle une source radioactive est placée dans la cible et la source est ensuite interceptée.*

Ceci par avion ou par satellite. L'inconvénient est que la cible succombe au poison radioactif en 21 jours approximativement ». Un officier impliqué dans la négociation a déclaré que la société Aims proposait d'irradier les prisonniers à partir d'une source cachée dans une boîte métallique dissimulée sous *la table d'interrogatoire*. Dans un autre document, la société propose de fournir d'anciens agents des services secrets (SAS) pour aider les Turcs à « *neutraliser* » les bases suspectées de servir aux Kurdes au Sud de Chypre. Pour £57 500 par mois, il était également proposé de rassembler des informations sur les Kurdes dans chaque pays de l'Union européenne.

Sunday Times a également révélé que la société Aims avait fourni des armes et des mercenaires à l'armée de Libération du Kosovo (UÇK) par l'intermédiaire des officiers turcs en poste au Kosovo, ceci en violation des sanctions des Nations Unies qui interdisaient toute fourniture d'armes et assistance à l'UÇK.

Toujours selon Sunday Times, la société Aims est une des deux firmes britanniques qui avaient été payées des centaines de milliers de livres pour fournir l'équipement militaire et des facilités d'entraînement à des membres des forces spéciales turques qui ont

capturé A. Öcalan. Interrogé sur la question, Scotland Yard a rétorqué : « *cette affaire est prise en considération par notre département des opérations spéciales. Le ministère public est saisi et nous attendons leur décision* ».

AINSI QUE..

• **LES KURDES EN PROCÈS : EN CINQ ANS 79 489 PERSONNES ONT ÉTÉ JUGÉES PAR LES COURS DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT DE DIYARBAKIR.** D'après l'enquête menée par Me Sezgin Tanrikulu, responsable de la Fondation turque des droits de l'homme à Diyarbakir, en cinq ans 79 489 personnes ont été jugées dans 21 347 procès par les Cours de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. Sur 12 061 jugements prononcés, 4 912 personnes ont été condamnées et 9 941 relaxées : 14 661 sur la base de l'article 169 du code pénal turc pour « soutien et assistance à une organisation illégale », 9 886 sur la base de l'article 125 du code pénal turc pour « participation à des opérations armées au nom d'une organisation illégale » et 1 216 personnes pour « adhésion à une organisation armée » sur le fondement de l'article 168 du code turc.

• **92 PERSONNES ARRÊTÉES À DIYARBAKIR POUR « COLLUSION AVEC LE MOUVEMENT HIZBULLAH ».** Les autorités turques ont lancé une vaste opération contre le Hizbullah, mouvement intégriste, qui jouissait jusqu'à présent de l'appui multiforme de la police qui s'en était amplement servie dans l'assassinat de militants nationalistes kurdes. Le quotidien turc *Hürriyet* annonce le 21 octobre 1999, qu'en une semaine 92 membres du Hizbullah ont été arrêtés à la suite des raids dans 40 mosquées de Diyarbakir. Le préfet de la région, Cemil

Serhadli a déclaré, le 20 octobre, qu'en deux ans plus de 1235 personnes ont été placées en garde-à-vue et seules 685 ont été libérées à ce jour. Les autorités leur attribuent d'ores et déjà 48 crimes perpétrés dans la région. Cependant certains éléments du Hizbullah combattaient dans les rangs des Tchétchènes en liaison avec les services spéciaux et l'extrême droite turcs.

• **« MÉMORIAL POUR LE GÉNOCIDE DES TURCS PAR LES ARMÉNIENS » À IĞDIR !** Alors que l'adoption par l'Assemblée nationale française de la reconnaissance du génocide arménien avait soulevé un tollé général en Turquie, les autorités turques ont célébré le 5 octobre 1999, l'inauguration d'un « monument commémorant le massacre perpétré par les Arméniens à Iğdir entre 1915-1920 ». Érigé à la « mémoire des 90 000 Turcs massacrés par des bandes arméniennes », "le mémorial de génocide", d'une hauteur de 43.5m et ayant coûté 400 milliards de livres turques, a été élevé à l'intersection des routes conduisant à Nahcivan, l'Iran et en Arménie. Le ministre d'Etat turc, Ramazan Mirzaoglu a émis le souhait que « l'édifice soit le mémorial de l'amitié et de la fraternité » !

• **LE COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE RAPPELLE À L'ORDRE LA TURQUIE.** À quelques semaines du sommet d'Helsinki, une

nouvelle crise vient troubler les relations entre l'Union européenne et la Turquie. Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a, le 6 octobre 1999, rappelé à l'ordre la Turquie qui avait été condamnée en juillet 1997 par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation du droit au respect de la propriété privée dans l'affaire Loizidou, expropriée de ses biens par l'armée turque en 1974 après l'invasion du nord de l'île. Condamnée à verser de lourdes indemnités à la victime pour le préjudice subi - plus de 570 500\$ - la Turquie se refuse à remplir ces obligations en arguant de « l'indépendance » de la République turque de Chypre du Nord qu'elle est pourtant le seul à reconnaître.

En principe la non-application par un Etat membre d'une décision de la Cour européenne entraîne la suspension, voire l'exclusion de cet Etat du Conseil de l'Europe.

• **EXECUTIONS EXTRAJUDICIAIRES À ADANA.** Le 6 octobre 1999, un employé de ménage habitant à Adana a été exécuté par la police devant les yeux de ses enfants et de sa femme. Après avoir fait irruption « par erreur » chez la victime, la police a tiré sur Murat Bektas qui était au téléphone avec son beau-frère au service militaire. L'épouse de la victime a déclaré que la police est rentrée en cassant la porte et a tiré sur son époux à bout portant en l'atteignant à la tête. Elle même blessée, elle s'est jetée sur son fils pour le protéger des balles puis elle a été enfermée dans une pièce alors que son mari se vidait de son sang. Les autorités turques soutiennent bien évidemment un autre discours en arguant que la victime hébergeait des terroristes et qu'il était armé. La police a également pris d'assaut l'appartement voisin en tuant Erdirinç Aslan et en blessant Mustafa Köprü, tous deux membres

présomés de DHKP-C (Front et parti révolutionnaire du peuple)

Muzaffer Çetinkaya, directeur adjoint de la section de lutte anti-terreur, a déclaré que « rien n'avait pu démontrer qu'il [Murat Bektas] était membre d'un groupe terroriste mais l'enquête continuait » ajoutant ensuite: « pourquoi voulez-vous que la police tue des citoyens innocents ? ». Certains ont, à juste titre compris de cette déclaration même que la police avait recours à des exécutions extrajudiciaires s'agissant des présumés coupables. En attendant le procureur de la république d'Adana, Cemal Sahir Gürçay, a ouvert une instruction et la famille s'est constituée partie civile. Cela étant les policiers ne sont nullement inquiétés et n'encourant aucune sanction, ils exercent toujours leurs fonctions en toute impunité.

Le quotidien turc *Milliyet* dans son numéro du 7 octobre 1999 a fait une brève énumération des dernières exécutions extrajudiciaires attribuées à la police turque sous le titre de « *notre casier judiciaire est sali* ». Parmi ces affaires figurent le meurtre, le 20 mai 1991, de Hatice Dilek, accusée d'être membre d'une organisation terroriste, l'exécution de Selma Çitlak et cinq autres personnes, le 13 août 1993 - un des policiers accusés était également mis en examen dans l'affaire dite de Susurluk -, l'exécution d'un adolescent de 14 ans et d'Hamdi Salgin le 11 février 1998 et le 13 mai 1996 d'Irfan Agdas, un distributeur de journaux d'extrême gauche etc...

• **NOUVEAUX ACTES DE CENSURE DES MÉDIA.** Le RTUK, l'équivalent du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en France, a distribué, le 5 octobre 1999, une série de sanctions à l'encontre des radios et télévisions nationales turques. Des chaînes de télévisions telles que NTV, Kanal 7, BTV et Kanal 6 ont été condamnées à

un jour d'écran noir par le RTUK tandis que des radios, telles que MIHR, Radio FOREKS ou MORAL FM, accusés d'émissions séparatistes ou réactionnaires, ont été interdites pour un mois.

Par ailleurs, un projet de loi relatif à l'audiovisuel soulève de nombreuses réactions. Tandis qu'il prévoit la diffusion obligatoire de tous les communiqués présidentiels et gouvernementaux par les différentes chaînes de télévisions et les radios nationales, il interdit toute enquête sondage ou mini référendum sept jours précédant une élection. Pis encore, «toute information touchant aux secrets d'Etat» ne sera diffusée qu'après avoir prévenu le gouvernement.

• **ANKARA MENACE DE METTRE L'ALLEMAGNE SUR SA LISTE ROUGE.** Le sous-secrétaire d'Etat turc à l'Industrie de la Défense, Yalçın Burçak, a mis une dernière fois en garde l'Allemagne des conséquences que peut engendrer le refus du gouvernement allemand de faire partie du projet turc de construction de chars. Il a déclaré que si le conseil de sécurité fédéral allemand s'opposait à la vente des chars Leopard II à la Turquie, l'Allemagne risquait de faire partie de la liste rouge, liste qui met au ban les pays critiquant la politique turque. Il a également précisé que l'Italie qui était en compétition avec ses chars Ariete s'était retiré du marché la semaine dernière. Le ministre allemand de la défense, Rudolph Scharping, a annoncé qu'il s'entretiendra avec ses homologues turcs prochainement, mais la rencontre a été programmée durant la réunion de l'OCDE à Istanbul prévue les 18 et 19 novembre 1999. L'opinion publique allemande et les Verts, partenaire de la coalition actuelle, s'opposent vivement à cette vente.

Cependant le conseil de sécurité fédéral allemand a par 3 voix contre 2, décidé, le 20 octobre 1999, de livrer un char Leopard 2A6 à la Turquie afin qu'elle puisse le tester. Annoncée triomphalement par la presse turque, cette décision a soulevé un tollé chez les Verts allemands, partenaire de la coalition du gouvernement dirigé par Gerard Schröder. Les autorités turques n'ont pas manqué de souligner que les réticences allemandes dues jusqu'à présent « à la question du Sud-est et des violations des droits de l'homme » avaient cessé. L'appel d'offre international turc est fort alléchant puisque la Turquie compte acheter plus de 1000 chars pour une somme de 15 milliards de DM et cela garantirait 6000 emplois pendant 10 ans avancement des autorités allemandes.

• **SELON UN GÉNÉRAL TURC LA TURQUIE EST LE PAYS LE PLUS SOLITAIRE DU MONDE.** À l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année d'instruction des officiers turcs, le général Nahit Senogul, commandant des académies de guerre turques, a tenu un véritable discours d'épouvante devant les élèves officiers. S'adressant à l'assemblée, le général a déclaré : « Vous verrez ici la vérité : Vous apprendrez ici les ennemis historiques de notre pays. Vous apprendrez aussi les raisons pour lesquelles l'Union européenne ne nous a pas acceptés parmi les siens. Ici, vous apprendrez la grossièreté et la haine du monde arabe contre la nation turque. Ici, vous apprendrez que la Turquie est le pays le plus solitaire du monde. Ici, vous apprendrez que le pays qui a de nombreux ennemis à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire n'est autre que la Turquie. Vous verrez ici les efforts infects de certains, désireux de prendre leur revanche sur la République d'Atatürk, sous couvert de la démocratie, des droits de l'homme et de l'autorité du droit, et en usant de ces grands principes. Et en sortant d'ici vous vous

demanderez, hébétés, que la Turquie sauvegarde encore son intégrité avec son territoire et sa nation. Nous sommes obligés de régler nos problèmes nous mêmes. La guerre est le dernier et le puissant moyen que nous devons utiliser ”.

• 1999 A ÉTÉ LA PIRE ANNÉE POUR LE TOURISME EN TURQUIE. Le secteur de tourisme turc a vécu ses plus mauvais jours de la décennie 1990. Alors que l'année dernière le tourisme avait rapporté 8 milliards de dollars à la Turquie, en 1999 ce chiffre n'a été que de 5.5 milliards de dollars avec 4.5 millions de touristes en moins. Touché par sa mauvaise image à l'étranger du fait des violations des droits de l'homme mais également par le séisme du 17 août ayant affiché les failles de l'administration turque corrompue et inefficace, le secteur a enregistré son plus mauvais bilan. Les observateurs parlent de 2.5 milliards de dollars de pertes dont 375 millions seulement en TVA dans l'économie turque.

• ANKARA UTILISE L'AIDE INTERNATIONALE DESTINÉE AUX VICTIMES DU SÉISME POUR PAYER LES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES. Recep Önal, ministre d'Etat turc chargé de l'économie, a ouvertement déclaré au sommet de l'économie d'Antalya que les 500 millions de dollars reçus du Fonds monétaire international (FMI) pour les victimes du séisme du 17 août avaient été utilisés pour payer les salaires des fonctionnaires. Exposant les préjudices subis du fait du tremblement de terre, Recep Önal a enfin dévoilé ce qui était advenu de l'aide apportée par le FMI : « *Nous étions dans une difficulté telle que nous ne pouvions même pas payer le salaire des fonctionnaires. Nous avons résolu le problème avec l'aide apportée par le FMI pour le séisme. Le trésor public n'est pas un organe producteur d'argent.*

Que va-t-on faire ? Nous allons reverser les impôts récoltés ces derniers temps dans la caisse de ce qui a été dépensé et utiliser pour le séisme ”. À la sortie de la réunion, M. Önal s'est rendu compte de la gaffe et a simplement rétorqué que c'était un lapsus. Interrogé sur la question, le Premier ministre Bülent Ecevit qui avait déclaré que l'argent en question sera utilisé pour les victimes du séisme jusqu'au dernier centime a affirmé qu'il n'était pas au courant des déclarations de son ministre.

• LEVÉE D'ÉTAT D'URGENCE DANS LA PROVINCE DE SIIRT. Au terme de sa réunion mensuelle, le Conseil national de sécurité (MGK), qui regroupe les plus hauts responsables civils et militaires de Turquie, a décidé le 27 octobre 1999, la levée de l'état d'urgence à Siirt [ndlr : province kurde]. La prolongation pour une durée de quatre mois de l'état d'urgence dans les provinces de Tunceli, de Diyarbakir, de Hakkari, de Sirnak et de Van a été arrêtée. Le Parlement turc qui sert de chambre d'enregistrement des décisions du MGK devraient voter la loi pour la forme.

• LE PROCUREUR PRÈS DE LA COUR DE CASSATION TURQUE DEMANDE PLUS DE DROITS POUR L'ÉTAT ET MOINS POUR LES INDIVIDUS. Au cours d'une conférence de presse le 26 octobre 1999, Vural Savas, procureur près de la Cour de cassation turque, a appelé les institutions turques à combattre sérieusement les dangers qui guettent la Turquie. Dans un plaidoyer contre tous les acteurs politiques en Turquie, il a vivement critiqué ceux qui « *placent l'individu au-dessus de l'Etat ou défendent la liberté d'opinion* ” et a appelé le peuple à se « *protéger contre les terrorismes religieux et séparatiste* ”. Le procureur a ainsi avancé quelques

solutions. Selon M. Savas, il faut placer dans des prisons militaires et non civiles ceux qui sont condamnés par les Cours de sûreté de l'Etat, rétablir la législation empêchant l'utilisation de la religion à des fins politiques. Il a une fois de plus appelé au rétablissement de la loi n°163-abrogée par Turgut Özal -qui complèterai légalement le paragraphe in fine de l'article 24 de la Constitution turque, interdisant de fonder l'ordre social, religieux, économique, politique ou légal sur des lois religieuses et prohibant l'utilisation de la religion, des sentiments ou opinions religieux, considérés sacrés, à des fins personnelles. Le procureur a été particulièrement virulent contre « *ces politiciens et leaders de partis politiques, écrivains et organisations des droits de l'homme* ” qui « *provoquent le séparatisme et les sentiments réactionnaires, sous couvert de la défense de la liberté de pensée* ”. Il a également condamné « *ceux qui s'abstiennent de passer des lois anti-terreur* ” en prétextant que la Turquie ne pourra pas adhérer à l'Union européenne. Pour lutter contre le terrorisme, Vural Savas a suggéré de prendre exemple sur la législation britannique en matière de censure et sur le modèle allemand des règlements relatifs à la police.

Vural Savas est le procureur qui a demandé et obtenu l'interdiction du parti de la prospérité (RP- islamiste) en 1997, et a essayé en vain d'empêcher le parti de la démocratie du peuple (HADEP-pro-kurde) de participer aux élections générales du 18 avril 1999.

Les propos tenus par le procureur de la cour suprême turque ont soulevé de nombreuses réactions en Turquie. Tous les journaux turcs ont consacré leur Une à cette déclaration. Faisant un jeu de mot avec son nom [Savas veut dire la guerre en turc], certains avaient titré « *la Mentalité de la Guerre* ”. D'autres ont très justement noté que M. Savas

n'a pas obtenu ce qu'il espérait. La classe politique fortement mise en cause par le procureur, a vivement réagi. Le spectre du mini-coup d'état de 1997 fomenté par le conseil de sécurité nationale dirigée par l'armée est remonté dans les souvenirs. Alors que M. Savas voulait incarner « *le héros national* » venant au secours du peuple, rôle tant prisé par l'armée turque, il s'est trouvé face à une large opposition. Seul le procureur près de la cour de sûreté de l'Etat, Nuh Mete Yuksel, qui avait été décrié la semaine précédente par la classe politique turque pour avoir tenté d'entreprendre une perquisition de nuit chez la députée islamiste Merve Kavakçi [ndlr : M. Kavakçi a été exclue du Parlement turc pour avoir voulu faire le serment d'investiture voilée] a apporté son soutien à son confrère. L'intervention du procureur de la Cour suprême turque semble venir comme une riposte aux déclarations, au printemps dernier, du président de la

Cour constitutionnelle turque, Ahmet Necdet Sezer, et de Sami Selçuk, président de la Cour de cassation, qui tous deux ont plaidé pour plus de démocratie et de libertés publiques en Turquie. M. Savas semble défendre une thèse contraire en demandant l'éradication totale de toute opposition.

• SULEYMAN DEMIREL PLAIDE POUR LE DROIT À LA DIFFÉRENCE DEVANT LA MINORITÉ TURQUE DU KOSOVO. Ismet Berkan, journaliste au quotidien turc *Hürriyet*, a relaté dans ses colonnes du 20 octobre 1999, la visite, le 15 octobre 1999, du président turc Süleyman Demirel à la minorité turque du Kosovo. « *Les différences devraient être vues comme une source de richesse. Pour cela il faut s'attacher à la démocratie et aux valeurs démocratiques. En réalité, la démocratie est le seul système qui puisse permettre aux peuples ayant une langue, une*

religion et une origine ethnique différentes de vivre ensemble à l'abri de l'oppression. Sans démocratie, il est aussi difficile de protéger la paix. Tout en respectant les différences, il est possible de se retrouver autour d'un but commun. Tant qu'on n'aura pas réussi cela, des drames comme l'épuration ethnique continueront à sévir dans notre région (...). L'importance que vous accordez à l'enseignement du turc, à la défense de votre culture, à l'augmentation des tirages de vos organes de presse et leur protection, constituent les éléments inaliénables de votre existence. Un peuple privé de sa langue et de parole est condamné à disparaître. Vos efforts tendant à défendre votre identité et à développer votre culture seront toujours soutenus par la Turquie » a déclaré le président Demirel qui tient cependant un tout autre discours pour le droit à la différence, la langue et à la culture des 15 à 20 millions de Kurdes de Turquie.

INTERVIEW

Iran : « Le changement passe par les urnes »

Chef de cabinet et bras droit du président Khatami, Mohammad Ali Abtahi expose la stratégie du camp réformiste, à l'heure où les étudiants, agressés en juillet par les milices intégristes et la police, reprennent le chemin des amphes

Deux mois après, quel jugement portez-vous sur cette flambée de violence ?

► Le président Khatami l'a dit : elle procède d'une guerre déclarée contre lui. Mais son propos ne vise en rien les étudiants. Ceux-ci n'ont aucune responsabilité dans le raid des forces de l'ordre sur le campus ou dans les saccages ultérieurs. La violence constitue l'obstacle principal à l'enracinement de la société civile. Vos ennemis ont-ils échoué ?

► En cette occasion, oui. Ce qui ne signifie pas qu'ils ont subi un échec total.

Redoutez-vous d'autres offensives ?

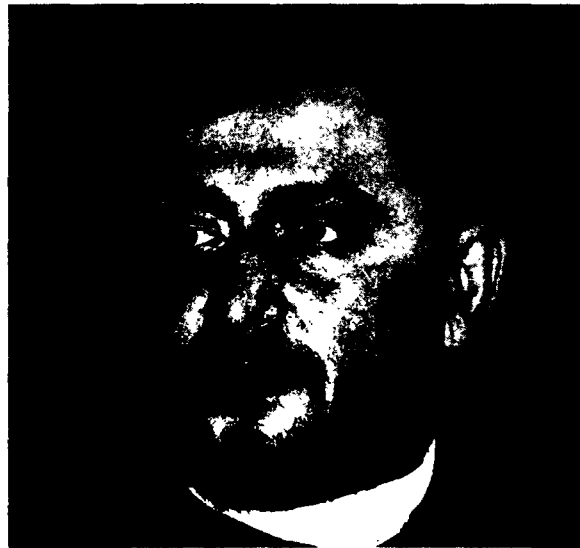
► Nous avons des inquiétudes. En sport, le perdant s'efforce parfois de changer le règlement en cours de match. Ces gens disposent encore d'un pouvoir important. Mais je reste optimiste : l'opinion mesure les progrès accomplis en deux ans.

Les étudiants espéraient du président un soutien plus résolu...

► Après ce qu'ils ont subi, leurs attentes sont naturelles. Mais il faut se garder des réactions sentimentales : elles pourraient avoir des conséquences dramatiques.

Mohammad Khatami sort-il affaibli de cette épreuve ?

► Les crises ont le mérite de susciter des questions dans



Ali Abtahi : « Les Iraniens ont pris conscience de leurs droits. »

l'esprit des gens. Cela dit, si se peut qu'à court terme le président prenne des coups, même s'il demeure aussi populaire qu'avant.

Voyez-vous un lien entre l'assaut sur le campus et les assassinats, en 1998, d'écrivains et d'opposants ?

► Il est évident que tous ces événements sont planifiés pour entraver la mise en œuvre des réformes, dont intellectuels et étudiants sont les soutiens les plus actifs. Déterminé à faire toute la lumière sur ces meurtres, le président s'attendait à de telles provocations.

La jeunesse exige le démantèlement des milices radicales. Pouvez-vous le réaliser ?

► Les groupes de pression ont été marginalisés autant qu'il est possible. Et ceux qui tentent de légitimer la violence rencontrent dans la société une forte opposition.

Un tribunal révolutionnaire a divulgué la condamnation à mort de quatre émeutiers, jugés en secret. Qu'en pensez-vous ?

► Je ne prends pas cette annonce très au sérieux. Le pou-

voir judiciaire lui-même n'a pas eu connaissance de ces verdicts.

La mise en garde écrite adressée en pleine crise au président par 24 haut gradés des gardiens de la révolution a fait naître une rumeur de coup d'Etat. Était-elle fondée ?

► Non. Les officiers étaient en droit d'exprimer leur inquiétude. Ce qui est en cause, c'est l'utilisation politique de ce courrier, qu'ils ne souhaitaient pas.

Assiste-t-on à un rapprochement entre le président et le Guide de la révolution, Ali Khamenei, réputé conservateur ?

► Le constat est juste. La Constitution place le Guide au-dessus des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Mais plus les positions se rapprochent, plus il nous est facile de travailler.

Vos adversaires dominent le Parlement. Le succès des réformes dépend-il des résultats des législatives de février 2000 ?

► C'est une échéance cruciale. Car le changement passe par les bulletins de vote. Plus le

calme régnera et plus nous aurons de voix.

Les différentes factions du camp réformateur peuvent-elles s'unir ?

► Elles formeront à coup sûr une coalition. Le vrai problème vient du Conseil de surveillance de la Constitution, chargé d'homologuer les candidatures. La loi lui laisse les mains libres pour écarter nos partisans. Quelques mois difficiles nous attendent. Notre stratégie ? Présenter un très grand nombre de prétendants. Impossible de les éliminer tous.

Comment jugez-vous l'action des conseils locaux élus en début d'année ?

► Il est trop tôt pour se prononcer. L'un de nos grands succès, c'est la tenue même de ce scrutin. Désormais, 150 000 citoyens sont acteurs du pouvoir. Avec ou sans nous, ils ne rentreront pas à la maison.

Quel est l'impact de la fermeture des quotidiens réformateurs Salam, barni pour cinq ans, ou Neshat ?

► Chaque fermeture de titre nous est préjudiciable. Mais la vitalité de la presse est telle que ce n'est pas déterminant. Cela dit, il faut que les journaux évitent les provocations qui peuvent nous aliéner le soutien des courants religieux.

Le changement est-il irréversible ?

► L'essentiel, c'est que les Iraniens ont pris conscience de leurs droits. Et le président Khatami fait barrage. Afin que ce qui a été accompli ne puisse être détruit.

Sa visite en France, annulée au printemps dernier, aura-t-elle lieu ?

► J'ai bon espoir qu'il se rende à Paris avant nos législatives. Mais je préfère ne pas en dire davantage pour ne rien compromettre. ●

Propos recueillis à Téhéran par Vincent Hugué et Slavosh Ghazi

SYRIE

COURRIER INTERNATIONAL N° 465

DU 30 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE 1999

L'irrésistible ascension (médiatique) de Bachar el-Assad

Par le choix des mots et l'emplacement des photos, la presse syrienne forge du fils du président El Assad une image de digne successeur de son père.

AL QUDS AL-ARABI
Londres

Les observateurs des médias syriens ont relevé un phénomène nouveau et inhabituel dans les pratiques de la presse syrienne. En outre, ce changement renferme une signification particulière sur le rôle – direct ou indirect – que les médias doivent jouer pour mettre en selle Bachar el-Assad, fils et, selon toute vraisemblance, successeur du président syrien. Il s'agit de donner plus d'importance aux nouvelles concernant Bachar el-Assad, de couvrir ses activités, ses rencontres et ses voyages en leur donnant une priorité qui surpasse même celle avec laquelle on rend compte de tout ce qui a trait à son père. Les observateurs ont remarqué que les espaces réservés à Bachar el-Assad dans les journaux figurent désormais sur la partie droite de la première page ; à l'opposé, ceux de son père ont glissé vers la partie gauche. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Hafez el-Assad, en 1970, les trois journaux officiels (*Al Baath*, *Athawra* et *Tichrine*) ont pris l'habitude de donner la primauté aux nouvelles du Président sur la partie droite ou au milieu de la première page.

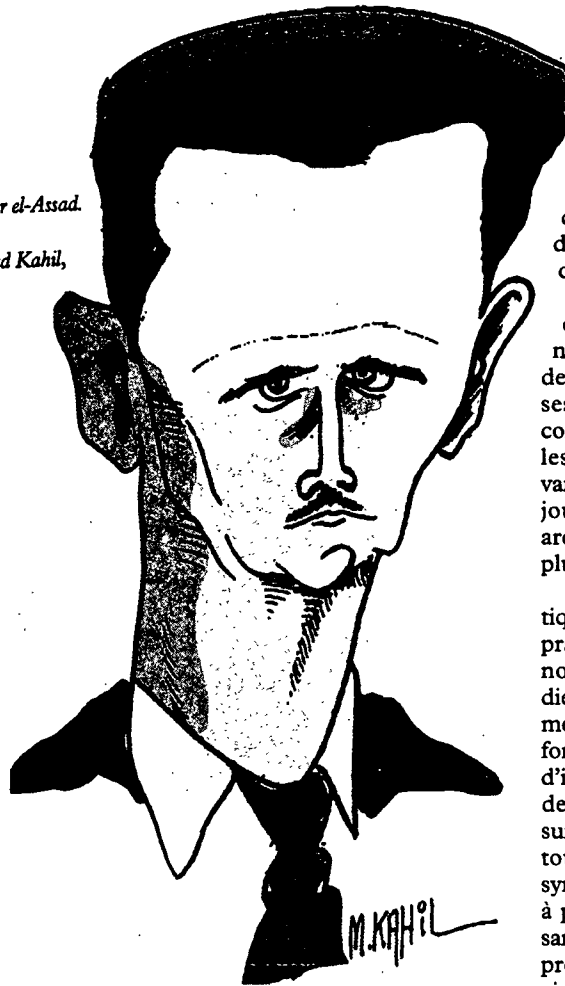
Dans son numéro du 22 août 1999, le journal *Tichrine* a réservé l'espace de la première page à l'information suivante : "Le cheikh Hamad ben-Aïssa (l'émir du Bahreïn) reçoit le D^r Bachar el-Assad et le décore de la médaille du Bahreïn de première catégorie."

Le quotidien *Al Baath*, dans son numéro du même jour, a suivi l'exemple de *Tichrine* en formulant la nouvelle comme suit : "En réaffirmant son estime pour le rôle joué par le président Hafez el-Assad dans la région et sur le plan international, l'émir du Bahreïn reçoit le D^r Bachar el-Assad et le décore de la médaille du Bahreïn de première catégorie."

UNE PHOTO À LA UNE ET TROIS EN PAGES INTÉRIEURES

Deux jours plus tard, *Tichrine* rendait compte de la visite de Bachar el-Assad à la base aérienne d'Ahmed Jaber, au Koweït, ainsi que de sa réception par l'émir du Koweït. *Athawra* est allé un peu plus loin en titrant

► Bachar el-Assad.
Dessin de
Mahmoud Kahil,
Londres.



dans son numéro du 25 août : "Le D^r Bachar el-Assad s'est réuni avec plusieurs responsables koweïtiens : ils ont évoqué ensemble les relations bilatérales et le moyen de les renforcer." Au milieu de l'article, une photo de Bachar et du cheikh Sabbah al-Ahmad al-Jaber, ministre des Affaires étrangères koweïtien. En pages intérieures, le même quotidien publiait trois photos supplémentaires montrant Bachar présentant ses condoléances à l'occasion du décès du prince saoudien Fayçal ben-Fahd, ainsi que ses rencontres avec les différents responsables koweïtiens.

Autre particularité liée à cette nouveauté, les médias syriens utilisent le qualificatif de "docteur" pour désigner Bachar el-Assad plutôt que son titre officiel ou le terme "camarade"

qui accompagne généralement les noms des officiels syriens membres du parti au pouvoir. Les activités publiques de Bachar concernent surtout ses déplacements à l'étranger ; il est d'ailleurs très rare qu'il rencontre des ministres syriens ou les directeurs généraux des administrations centrales ou locales. Aussi les journaux utilisent-ils des photos récentes de Bachar qui montrent réellement ses différentes activités et ses rencontres effectives. Quand ils relatent les activités du Président, en revanche, les photos publiées sont toujours les mêmes, puisées dans les archives, le présentant plus jeune et plus dynamique.

Selon certaines sources diplomatiques en provenance de Damas, ces pratiques visent à inaugurer une ère nouvelle dans la couverture quotidienne des activités de Bachar par les médias. Elles cherchent surtout à renforcer son image et à créer une sorte d'identification par rapport à son père, de manière lente mais programmée sur le long terme. Selon ces sources, tout ce que les instances politiques syriennes s'échangeaient en catimini à propos des prérogatives grandissantes du fils du Président transparait progressivement dans la presse officielle. Et le fait d'accorder davantage d'importance aux nouvelles du fils au détriment de celles du père, chose qui n'aurait pu avoir lieu sans l'aval du président Hafez el-Assad, en est la meilleure illustration. ■

■ D'un président l'autre

Dans le magazine cairote *October*, le président égyptien Hosni Moubarak a catégoriquement réfuté l'idée que son fils Gamal serait préparé à lui succéder un jour ou à jouer un quelconque rôle dans la vie politique.

"Gamal participe seulement aux activités culturelles et sociales du pays", affirme son père. Dans le passé, certains organes de la presse arabe avaient accusé Gamal Moubarak de népotisme et de corruption.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Politique extérieure

(droits de l'homme - Kurdes - attitude de la France)

28876. - 26 avril 1999. - Mme Sylvie Andrieux attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation du peuple kurde et lui demande quelle action diplomatique la France entend entreprendre, seule, dans le cadre de l'Europe ou dans celui de l'OTAN, pour permettre un règlement de la question kurde.

Réponse. - L'honorable parlementaire a bien voulu appeler l'attention du ministre des affaires étrangères sur la question kurde. C'est une question à la fois sensible et complexe à laquelle la France a toujours porté une grande attention. Elle recouvre une réalité fragmentée : la situation des populations kurdes varie d'un Etat à l'autre. La France s'emploie, avec ses partenaires de l'Union européenne, à la promotion de la démocratie, au respect des droits de l'Homme et à la consolidation de l'Etat de droit. Son dialogue avec les Etats de la région poursuit, entre autres, cet objectif, lorsque des manquements sont constatés. Cela concerne aussi les populations kurdes. La Turquie présente un cas particulier. Il convient en effet de distinguer le cas de M. Ocalan, chef du PKK, et la question kurde proprement dite. M. Ocalan est le chef d'une organisation terroriste, reconnue comme telle par les pays de l'Union européenne. Les quinze se sont exprimés pour que son procès soit équitable et ont souligné leur opposition à la peine de

mort. La France a demandé que la peine de M. Ocalan ne soit pas exécutée. Cela dit, la question kurde ne saurait être assimilée à un problème de terrorisme. Une approche purement répressive ne peut aboutir. La France a constamment encouragé les autorités turques à trouver une solution civile. Cela implique de son point de vue un véritable dialogue, fondé sur le renforcement des droits culturels, dans le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Turquie, et le développement du Sud-Est du pays. Cette question est abordée avec la Turquie, avec la franchise que favorise l'étroitesse de nos relations et notre amitié avec elle. Elle l'est également par l'Union européenne dans la perspective de l'intégration de ce pays. Cela recouvre, également, le financement de projets dans le Sud-Est du pays. La France poursuivra ses efforts avec ses partenaires européens et apportera son appui à la présidence finlandaise à cet égard. La situation des Kurdes en Irak se présente en des termes très différents par rapport aux autres pays de la région. Les autorités de Bagdad n'exercent plus qu'une souveraineté très limitée dans les trois gouvernorats de Dohouk, Arbil et Souleymanieh. La France s'est souciée du sort des populations kurdes d'Irak tout en restant attachée à l'intégrité territoriale de ce pays, essentielle à l'équilibre régional. Ainsi, la mise en œuvre de la résolution 986 (« pétrole contre nourriture ») permet aux populations du Nord de l'Irak de bénéficier d'une part substantielle des revenus provenant des ventes d'hydrocarbure. L'aide à ces populations se fait sous le contrôle des Nations unies.

Le dessous des cartes

PAR YASMINA SALHI

Sur les décombres du nationalisme



Il y a cinq mois, rappelle Marie Muller dans le *Nouvel Observateur*, la presse turque traitait déjà « séisme » en une. Il s'agissait alors (lire *Marianne* n° 105) de la victoire de l'extrême droite ultranationaliste aux élections. Or, s'il est quelque chose que le tremblement de terre a bouleversé, c'est bien la vision que le peuple turc porte aujourd'hui sur son pays et sur le reste du monde. Le peuple turc si nationaliste, ce peuple

turc qui hurlait à la mort d'Ocalan, haïssait les Grecs, méprisait les Arméniens et criait sa colère contre l'UE, qui l'avait rejeté, a vu les ennemis d'hier voler à son secours, les étrangers pallier l'incurie de l'Etat et faire plus de cas de leur vie que les dirigeants turcs eux-mêmes.

Quant à l'armée, jusqu'alors intouchable, cette armée si forte, si organisée, cette armée de 800 000 hommes capables d'envoyer un contingent au Kosovo

et de bombarder l'Irak, « où était-elle? », s'interroge la presse turque, d'ordinaire plus respectueuse. Quand elle ne s'occupait pas prioritairement de sauver les siens, elle poursuivait son offensive contre les Kurdes, dans le sud-est du pays. Comment les images de ces sauveteurs étrangers s'obstinaient à sauver des vies en se battant contre les bulldozers envoyés par les autorités pour tout raser ne laisseraient-elles pas des traces? Certes, ce grand élan de solidarité international n'est pas totalement désintéressé : la reconstruction d'un pays dévasté est toujours une aubaine pour les autres. Mais, quand même...

Le cortège du président Demirel bloquant les ambulances qui tentaient d'atteindre les sinistrés, l'attitude incroyablement irresponsable et raciste du ministre ultranationaliste de la Santé, Osman Durmus, minimisant les dégâts et refusant l'aide étrangère en déclarant que les Turcs se sentiraient plus à l'aise avec des médecins partageant leur culture... « Ça

suffit! Tais-toi et fous le camp! », hurlent les journaux qui réclament la démission de l'« ignare raciste ». Les yeux se sont brusquement dessillés. L'ultranationalisme a montré son vrai visage, le gouvernement est nu, l'armée n'est plus intouchable, puisqu'elle n'a su assurer sa mission de protection. Il y a là pour la Turquie une chance, si l'on peut dire, d'éradiquer ses démons. Et un risque non négligeable : que les islamistes tirent les marrons du feu. Car, si autoritaire que soit le régime, il a réussi jusqu'alors à préserver la laïcité de l'Etat face à des fondamentalistes de plus en plus agressifs. Un gouvernement discrédité, une armée qui ne fait plus autorité, une situation économique et sociale catastrophique : tous les ingrédients sont réunis pour que les réseaux islamistes caritatifs occupent le terrain.

Is the PKK in Turkey on the ropes ?

by Michael Radu, Foreign Policy Research Institute

September 28, 1999

The Kurdistan Workers' Party (PKK) has apparently been set adrift. Ever since last February, when Turkey captured the terrorist organization's leader, Abdullah Ocalan, the group has struggled -- and largely failed -- to maintain any sense of its former military or political cohesion. In this respect the movement's fate mirrors that of Peru's Shining Path, whose rapid and steady decline was linked closely to the capture of its founder and supreme leader, Abimael Guzman. The reason is simple: real and aspiring dictators seldom surround themselves with others of similar talents and charisma.

If the Kurdish group's latest declarations are to be believed, it has transformed itself so much as to be unrecognizable. Ocalan, now sentenced to death, has discovered a vocation as (of all things) a peacemaker. He renounced violence and stated that the PKK's new goal is a culturally autonomous Turkish Kurdistan rather than a communist state of Kurdistan taken from parts of Iran, Iraq, southeastern Turkey, and Syria. And Ocalan, from his prison cell, even ordered PKK terrorists out of Turkish territory beginning September 1st.

All of this, naturally, seems quite encouraging, suggesting at last an end to bloodshed that has killed at least 30,000 people -- and coming just when weary Turkey is dealing with the trauma of the August earthquake.

There are two problems with that view. One is that Ocalan, forcing his softened voice through the cracks in the prison walls, cannot wield the same control over the organization he once did and so is not necessarily a reliable spokesperson. The other problem is that the PKK's shift is in all likelihood merely a rhetorical mask for other goals. Specifically, the PKK is trying to do the following:

1) SAVE OCALAN'S SKIN. His fate is now in the hands of the nationalist-dominated Turkish Parliament, which must confirm his death sentence. Ocalan knows that his anti-violence message, delivered from prison, will ensure massive West European political pressure for a commutation of his sentence. Considering Turkey's need for substantial foreign aid after the devastating earthquake, this may well work.

2) SNATCH POLITICAL VICTORY FROM THE JAWS OF MILITARY DEFEAT. The PKK has suffered severe setbacks of late. By the end of this summer, it was reduced to merely 1,500 guerrillas inside Turkey -- one tenth of its strength seven years ago -- and lacks high-ranking commanders, all of whom stayed safely outside the country. A trip to the region by this author also suggested that the concentration of Kurds in fewer, but larger, population centers has denied the PKK access to supplies and recruits. Simply put, the PKK inside Turkey is withering on the vine. Claiming a "voluntary" withdrawal under orders from Ocalan simply hides imminent military defeat.

3) MOVE ITS AREA OF OPERATIONS. Borrowing a page from strategists elsewhere, the PKK has realized that it must go "out of area or out of business." Long sustained by support from Turkey's enemies in the region -- Syria, Iran, and Iraq -- the PKK is now finding itself snubbed. Under military threat from Ankara, last October Syria expelled most of the PKK cadres (including Ocalan) who had established bases there. Iran, under similar pressure and already wary of the PKK's pan-Kurdish claims, is now reluctant to provide the kind of support that it did as recently as a year ago. And Saddam Hussein is unable to do much about northern Iraq, since he does not control the area. The PKK's other supporters -- Greece, Armenia, and Russia -- are too busy dealing with their own internal problems to be of much help, and in any event could not make up for the loss of important rear bases in Syria, Iran, and Iraq. And Athens' long-standing aid for a terrorist group in a fellow NATO country has rightfully turned into a public relations disaster.

Whither the PKK? The most logical retreat would be into northern Iraq -- except that most of the border in that area is under the control of an alliance of pro-Turkish Kurds and the Turkish military, while the rest, in the Hakkari and Van provinces, depends on Iran and its Kurdish proteges in Iraq. Retreat into Armenia, on the other hand, would entail the risk of crossing hundreds of miles of Turkish-controlled territory without even the certainty of admittance once the Kurds reached the border. Armenia is a small country that cannot afford the significant threat from Turkey which it would certainly face if it allowed the PKK to enter. The remaining option is for the PKK to remain hidden and inactive in Turkey -- forced to choose between starvation and surrender.

Any Turkish triumphalism at this point, however, would be premature, because the PKK's political fortunes have not exactly mirrored its military troubles. For one thing, the Maoist Kurds can still count on a measure of sympathy in wealthy Western Europe, particularly in Germany, the Netherlands, and Belgium. Some leftists have remained enamored with the PKK's unabashed Marxism, while certain misguided human rights groups are more preoccupied with abuses (real or imagined) by the Turkish police and military than the PKK's own brutal violence. Moreover, Western sentimentalism for the "underdog" (no matter how unsavory) ensures a degree of success on the battlefield of public opinion.

Nor does the PKK face bankruptcy. It remains a very wealthy organization, largely due to heroin trafficking in Western Europe and racketeering among the huge Kurdish diaspora in Germany.

That the PKK's cadres in Europe should be enjoying a degree of success while the militants inside Turkey face such dire straits is just one sign of the fundamental struggle currently going on within the organization. Consider that the PKK is now preparing for its 7th Congress -- the second this year alone and the third since 1995; there were only four such meetings between 1978 and 1995. The ongoing struggle for the succession to Ocalan has obviously left the group in a state of severe disarray. The West European branch, which controls the funds and propaganda apparatus, is competing with the militaristic faction in the Middle

East, led by the most important remaining founding member of the PKK, Cemil Bayik. Bayik has expressed his doubts about Ocalan's strategy of paying lip service to nonviolence, while another commander, Osman Ocalan (Abdullah's brother), has unsurprisingly toed the line. How far this division will go remains to be seen, but the PKK's future is cloudy at best.

Again, the experience of the Shining Path may be instructive here. After Guzman's capture, that movement split between ideologues on the one side and cocaine-trafficking revolutionaries on the other. Ultimately, the schism proved fatal to both of them.

That precedent unfortunately does not mean that an endgame against the PKK can be played out easily or cheaply in the event of a "militarist/Europeanist" split. The former, on the brink of terminal defeat, may well engage in urban terrorism (bombings, assassinations, and the like) throughout the major urban centers in Turkey, perhaps in alliance with another Maoist terrorist group, the People's Revolutionary Liberation Front (DHKC). At the same time, the savvy European branch of the PKK would no doubt decry the loss of life, while excusing it under the pretext that it was provoked by Turkish "repression," and trying to profit from it by presenting itself as the self-appointed "representative" of the Turkish Kurds, ready for a "political solution." This author's recent experience in Turkey suggests that such political attacks are the most difficult for Ankara to parry effectively.

But Washington -- and indeed the European Union -- could play a constructive role in several ways. First, they should declare its unambiguous support for Turkey, a vital and loyal ally in a strategically dicey neighborhood. Second, pronouncements by the likes of U.S. Assistant Secretary of State Harold Koh -- demanding that Turkey tolerate PKK fronts under the guise of human rights -- should be halted, for they can only help to revive the PKK's fortunes and make possible a return to terrorism. Third, "Kurdish" groups in America and Europe that provide logistical and financial support for terrorists should be monitored more closely.

There is no doubt that the PKK is on the ropes. But a decisive split in the organization's already fractious leadership will mean only that a military victory by Turkey does not suffice to slay the multi-headed serpent.

--
Michael Radu, a Senior Fellow at the Foreign Policy Research Institute, is author or editor of five books on Marxist insurgencies. His previous E-Notes on the PKK include "The PKK Strategy in Europe" (February 26, 1999), "The Capture of Abdullah Ocalan and the Future of Counter-Terrorism" (February 18, 1999), and "Who is Abdullah Ocalan?" (November 16, 1998).

Neuf rebelles du PKK tués, préparatifs pour la reddition d'un groupe du PKK

DIYARBAKIR (Turquie), 1er oct (AFP) - 13h46 - Neuf rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués vendredi dans des combats avec l'armée dans l'est anatolien alors qu'on s'attend à la reddition d'un groupe du PKK aux forces turques conformément à l'appel de son chef Abdullah Ocalan.

Les combats se sont déroulés dans les provinces de Bitlis et de Van, selon la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est), chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

Deux avocats du chef du PKK Abdullah Ocalan sont arrivés vendredi en début d'après-midi à Yuksekova, dans la province de Hakkari (extrême sud-est), située près des frontières iranienne et irakienne, dans l'attente d'un groupe du PKK qui devait arriver d'Irak ou d'Iran pour une reddition "symbolique", conformément à l'appel de son chef, selon des sources locales.

Irfan Dundar et Kenan Sidar ainsi qu'un groupe de journalistes ont passé la nuit à Baskale, dans la province voisine de Van, après être empêchés par les forces de sécurité de se rendre à Hakkari.

Les avocats tentent d'obtenir des garanties des autorités pour la sécurité du groupe du PKK, ce qu'ils n'ont pu obtenir, selon des sources proches du PKK.

Le groupe comprend aussi Ali Sapan, un ancien responsable du PKK en Europe, menacé de la peine de mort en Turquie, selon ces sources.

Le groupe sera traité comme des "terroristes" qui se rendent, ont annoncé les autorités de la région d'urgence, théâtre de la rébellion armée du PKK.

Le PKK a annoncé la semaine dernière qu'une délégation de rebelles se rendrait symboliquement aux autorités turques porteuse d'un "message de paix", suivant un scénario tracé par Ocalan depuis son île prison d'Imrali (ouest).

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé".

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée en vue de créer un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts



Le PKK toujours une "menace terroriste", selon le président turc

ANKARA, 1er oct (AFP) - 16h02 - Le Président turc Suleyman Demirel a indiqué devant l'Assemblée nationale qu'en dépit de sa décision de mettre fin à la lutte armée et son retrait de Turquie, le Parti des Travailleurs du Kurdistan constituait toujours une "menace terroriste".

"La décision de l'organisation terroriste de renoncer aux armes et de se retirer du territoire turc ne changent pas le caractère de la menace terroriste potentielle que constitue le PKK", a déclaré M. Demirel, dans un discours prononcé à l'occasion de la rentrée parlementaire.

"L'Etat est déterminé à mener jusqu'au bout sa lutte contre le terrorisme. La condition primordiale de la paix intérieure en Turquie est l'arrêt du terrorisme" du PKK, a-t-il précisé.

M. Demirel a en outre appelé les rebelles du PKK à se rendre avec leurs armes aux forces de sécurité et de profiter d'une loi sur les repentis récemment adoptée par le parlement turc.

Cette loi prévoit une amnistie pour les rebelles à condition qu'ils n'aient pas participé à une action armée contre les forces turques, ne soient pas des dirigeants de haut rang, et livrent des informations décisives sur le PKK.

Le PKK a entamé fin août un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé".

Le PKK a annoncé la semaine dernière qu'une délégation de rebelles se rendrait symboliquement aux autorités turques porteuse d'un "message de paix", mais cette reddition n'a toujours pas eu lieu.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a été condamné à la peine de mort fin juin par la justice turque pour séparatisme et trahison.

La rébellion du PKK depuis 1984 vise créer un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.

Le PKK annonce la reddition d'un groupe de rebelles à la Turquie

ANKARA, 1er oct (AFP) - 19h30 - Un groupe de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est rendu vendredi aux forces turques à Semdinli, près de la frontière avec l'Iran et l'Irak, a annoncé le conseil de commandement du PKK dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM.

Le PKK avait annoncé la semaine dernière qu'une délégation de rebelles se rendrait symboliquement aux autorités turques porteuse d'un "message de paix", suivant un scénario tracé par son chef, Abdullah Ocalan, depuis son île prison d'Imrali (ouest).

"Un groupe de neuf membres de l'ARGK (armée populaire de libération du Kurdistan, branche militaire du PKK), dont trois femmes, est entré en Turquie à 18H00 (15H00 GMT) près de Semdinli et se trouve actuellement dans un endroit déterminé par l'Etat turc", a indiqué le communiqué.

Le "groupe de régleme pacifique et démocratique, porteur de messages aux autorités turques", est conduit par Ali Sapan, un ancien représentant du PKK en Europe, précise le communiqué.

Les rebelles sont arrivés d'Irak et se sont rendus aux forces turques avec leur armes dans un village situé à une vingtaine de km de Semdinli, à pour sa part indiqué la chaîne de télévision privée turque NTV.

Le groupe a ensuite été emmené par hélicoptère dans une base militaire à Yuksekova, à une cinquantaine de km plus au nord-ouest, où il se trouve actuellement, a précisé la chaîne.

Deux avocats du chef du PKK Abdullah Ocalan, Irfan Dundar et Kenan Sidar, étaient arrivés peu auparavant à Semdinli, où ils ont été amenés par les autorités turques depuis Yuksekova, pour assister à cette reddition symbolique.

Les avocats se trouvaient dans la région depuis mercredi, afin de tenter d'obtenir des garanties pour la sécurité du groupe de rebelles.

Le groupe sera traité comme des "terroristes" qui se rendent, avaient souligné les autorités de la région sous état d'urgence de l'est et du sud-est anatoliens, théâtre de la rébellion armée du PKK.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé".

Abdullah Ocalan, a été condamné à la peine de mort fin juin par la justice turque pour séparatisme et trahison.

La cour de cassation doit examiner la sentence le 7 octobre, et les avocats du chef rebelle vont tenter de faire commuer la peine en prison à vie, faisant valoir la reddition symbolique de la délégation comme un élément de repentir.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée en vue de créer un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts

Peu avant l'annonce par le PKK de la reddition de son groupe, la super-préfecture de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde), chargée de coordonner la lutte contre le PKK, a indiqué que neuf rebelles ont été tués dans des combats avec l'armée dans les provinces de Bitlis (est) et de Van (est).



Nine killed in fighting in Turkey as rebel group awaits clearance

DIYARBAKIR, Turkey, Oct 1 (AFP) - 16h48 - Nine rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) have been killed in fresh clashes with Turkish troops in southeastern Anatolia, the Anatolia news agency reported Friday.

Three PKK fighters were killed in Bitlis and six others in the province of Van, near where lawyers representing PKK leader Abdullah Ocalan were trying to meet up with a rebel delegation expected to arrive from Iran or Iraq for a symbolic surrender.

Lawyers Irfan Dundar and Kenan Sidar set off from Baskale in Van for the bordering province of Hakkari on Friday to make arrangements for the delegation, the NTV news channel reported.

The lawyers and a group of reporters were stopped on their way to Hakkari by security forces on Thursday, but were allowed to continue their journey on Friday. Local sources said the group was headed for the town of Yuksekova, about 30 kilometers (20 miles) from the Iranian border and 40 kilometres from the border with Iraq.

The lawyers have been trying to obtain guarantees for the security of the delegation from Turkish authorities, but have so far failed to secure such assurances, according to sources close to the PKK.

The sources said the delegation includes Ali Sapan, a former representative in Europe of the PKK, who risks the death penalty in Turkey.

The PKK last week announced it was dispatching a delegation to deliver a peace message to the Turkish authorities and symbolically hand over its weapons.

Authorities in the emergency rule area said the group would be treated as surrendering terrorists.

Last month, the rebels pledged to end their armed campaign against Turkey and to withdraw their forces. They have since repeatedly accused the Turkish army of attacking their retreating troops.

In Ankara, Turkish President Suleyman Demirel rebuffed the rebel's pledges, which he said did "not change the potential terrorist threat".

"The state is determined to successfully conclude its fight against terrorism," Demirel said in a speech at the parliament to mark the start of the new legislative year on Friday.

He urged PKK rebels to surrender to Turkish forces and benefit from a law that allow them to stay out of jail on the condition that they have not killed any soldiers and agree to disclose vital information on the PKK.

"They (the rebels) have been deceived into taking a wrong path," Demirel said. I call on those who have taken this path: Come and take shelter with the Turkish justice."

The PKK, set up by Ocalan in 1978, launched an armed campaign for Kurdish self-rule in southeastern Turkey in 1984, sparking a war that has claimed more than 31.000 lives.

Small Kurd rebel group surrenders to Turkey

Reuters

Oct 01, 1999

DIYARBAKIR, Turkey, Oct 1 (Reuters) - A group of nine Kurdish rebels loyal to their condemned leader Abdullah Ocalan surrendered to Turkey on Friday while the Turkish army continued to pound the guerrillas on both sides of the Iraqi border.

Ocalan last week called for some of his Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas to hand themselves in to show the group was serious about peace after 15 years of separatist conflict.

But Turkey's armed forces dismissed the move even before it went ahead, saying the surrender of a few rebels meant nothing. It called on the whole of the PKK to hand itself in and launched an offensive to hunt down the guerrillas inside Iraq.

The PKK, however, says it is determined to win legitimacy as a peaceful democratic party.

The German-based Kurdish DEM news agency said the ``Peace and Democratic Solution Group,`` six men and three women, led by the former European representative of the PKK's political wing, Ali Sapan, were in the custody of Turkish security forces.

They brought with them a letter for Turkish authorities which they delivered at a village just inside Turkey next to the Iraqi border.

More than 30,000 people have died in 15-years of conflict between Turkish forces and the PKK, who sought Kurdish home rule but are now demanding vague cultural rights for some 12 million Kurds living in Turkey.

A group of Kurdish lawyers travelled to the border area to oversee the surrender of the group, but reporters were barred from going with them and it was unclear whether the lawyers managed to meet the surrendering PKK militants.

MEDIA ACCESS RESTRICTED

Turkey restricts media access to its troubled southeast provinces governed by emergency rule, and stops reporters and aid workers entering northern Iraq through its borders.

Officials said there was no word on casualties from the five-day incursion into Iraq, loudly condemned by Baghdad as a violation of its sovereignty. The Iraqi government lost control of northern Iraq in the wake of the 1991 Gulf War.

``The operation will continue until it successfully reaches its aim,`` one security official said.

The PKK has said it is abandoning the armed struggle in favour of seeking political legitimacy.

The decision came after prompting by Ocalan who is languishing on death row in a Turkish island jail. Turkey accuses the rebel chief of being insincere in his bid to play peacemaker and says it will not negotiate with ``terrorists.``

``The decision by the terrorist organisation to retreat from Turkey and abandon armed struggle does not alter the potential threat of terrorism,`` Turkish President Suleyman Demirel told an opening session of parliament.

He called on PKK rebels to take advantage of a recent amnesty law, which

grants reprieve only to guerrillas who did not take part in armed attacks.

'I am calling out to all those who have taken this path... take shelter in Turkish justice,' Demirel said.

Clashes have continued in the southeast, but the rebels say they are only fighting in self-defence.

Nine PKK guerrillas were killed in fighting in the provinces of Bitlis and Van, a statement from the emergency rule governor's office said on Friday.

Iraqi Kurds seek U.N. probe of chemical weapon

By Anthony Goodman

Reuters - 01:59 p.m Oct 01, 1999 Eastern

UNITED NATIONS, Oct 1 (Reuters) - An Iraqi Kurdish organisation has asked the United Nations to investigate an unexploded chemical weapon found recently in Halabja, northern Iraq, where thousands of Kurds were killed in a 1988 gas attack by government planes.

A letter from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to the president of the Security Council was discussed briefly during closed-door council consultations on Friday. The council decided to ask the U.N. Secretariat for more information.

The letter, from the director of the PUK's Washington office, said the people of Halabja, as well as those living throughout Iraqi Kurdistan, 'have the ignoble distinction of having survived repeated exposure to chemical weapon agents.'

'They require an immediate, conscientious and effective response from the United Nations,' it added.

In requesting a U.N. investigation, the PUK also said this should 'assist in identifying the type of chemicals in Iraq's arsenal, serve as a foundation for identifying prophylactic and therapeutic treatments, and add to the body of evidence necessary for indicting the Iraqi regime for war crimes and crimes against humanity.'

An estimated 5,000 Kurds were killed and thousands more suffered serious injuries when Iraqi planes bombed Halabja and dropped various chemical and nerve gases in March 1988, in retaliation for a Kurdish insurgency during the 1980-88 Iraq-Iran war.

Other gas attacks against Kurdish civilians were reported during a 1988-89 Iraqi operation code-named the Anfal campaign.

The PUK said local authorities in Halabja discovered the unexploded chemical weapon in the backyard of a home on Sept. 25 and that it was 'still leaking chemical weapons agent and emitting a noxious odour.'

U.N. officials based in Suleimania, northern Iraq, confirmed that the weapon, 12 inches (31 cm) in diameter, contained a chemical agent but they lacked the means to neutralise it, the letter said.

The family that owned the home where the weapon was found lost 12 members during the 1988 attack, the PUK added.

U.N. weapons inspectors charged with scrapping Iraq's nuclear, chemical and biological weapons capacity since the end of the 1991 Gulf War have been unable to function for more than a year.

Their activities were restricted in August last year and the inspectors have been barred from returning to Iraq since leaving last December, shortly before the United States launched air strikes in response to Baghdad's failure to cooperate with the U.N. weapons teams.

Kurds who surrendered questioned at secret location : lawyers



ANKARA, Oct 2 (AFP) - 14h54 - Lawyers for a group of Kurdistan Workers' Partyrebels who surrendered to Turkish forces said Saturday that their clients were being questioned at a secret location and they had been unable to contact them.

"We are worried," lawyer Irfan Dundar said in Baskale, in southeast Turkey, a day after the five men and three women surrendered in what the PKK called a "symbolic" gesture to demonstrate its peace efforts are sincere.

"We want to know what the state of their health is," Dundar told a press conference carried on the NTV news channel. "The security forces should rapidly provide an opportunity for us to meet our clients."

Dundar and Kenan Sidar, both from the legal team that represents PKK leader Abdullah Ocalan, were present at the surrender of the group led by Ali Sapan, a former PKK representative in Europe.

Dundar said that after their surrender in the town of Semdinli near the Iraqi border, the eight were taken by helicopter north to a military base in Yuksekova, but when he and Sidar went back there Saturday morning, they were told the eight were no longer there.

In announcing the surrender Friday, the PKK said: "In keeping with the wishes of our leader, our 'Delegation for a Peaceful and Democratic Solution' reported to Turkish authorities near Semdinli."

A terse statement by the Turkish authorities in the regional capital Diyarbakir said: "Eight terrorists surrendered to security forces with their weapons and applied for leniency under the Repentance Law."

The law, passed this summer, allows PKK rebels who "repent" to avoid jail on condition that they prove they did not take part in armed combat with the security forces, and that they provide information leading to arrests.

A communique issued here Saturday by the Kurdistan Democratic Party (KDP), a pro-Ankara grouping of Iraqi Kurds that controls the portion of northern Iraq that is close to the Turkish border, denied reports that its fighters had hampered the return to Turkey of the PKK group.

"The KDP has not prevented nor created any obstacles to such efforts and is not a party to this initiative by the PKK," the statement said.

It also denied that KDP fighters were fighting alongside Turkish troops in their latest incursion into northern Iraq and said there were no "extensive penetrations of Turkish forces into Iraqi Kurdistan."

A PKK communique Friday said the rebels, who crossed over from Iraq, were bearing messages from the PKK central committee to the Turkish government, president and general staff.

Dundar and Sidar had been negotiating since Wednesday to secure special guarantees for the group's security, but Turkish authorities said they would be treated just like any other surrendering terrorists.

The PKK last week announced it was dispatching a delegation to deliver a peace message to the Turkish authorities and to symbolically hand over its weapons, in line with a call by Ocalan.

The PKK, created up by Ocalan in 1978, launched an armed campaign for Kurdish self-rule in southeastern Turkey in 1984, sparking a war that has claimed more than 31,000 lives.

Since Ocalan's capture in Kenya in February, the PKK has announced the end of its armed campaign and made several peace overtures, rejected by the army as "propaganda."

Ocalan's death sentence on treason charges is up for review before the High Court of Appeals next week.

SELON UN MINISTRE D'ÉTAT TURC, DANS LE BUDGET 2000 " IL N'Y AURA DE L'ARGENT QUE POUR LES ARMES "

Le tableau dressé après les discussions entre le Fonds monétaire international (FMI) et Ankara, conduit à penser que la Turquie devrait se préparer à se serrer la ceinture pour 2000 et 2001. Recep Önal, ministre d'État, a déclaré qu'en période de crises économiques " comme à l'époque de la libération, il n'y a de l'argent que pour les balles et les armes ". Crise économique ou pas la Turquie continue en effet à lancer des appels d'offres pour moderniser et développer ses armements. Ankara maintient son programme de 150 milliards de dollars d'achat d'armes pour les 10 prochaines années. Par ailleurs la foire de l'industrie de défense -IDEF 1999, regroupant 207 sociétés de 22 pays a ouvert ses portes à Etimesgut en Turquie pour permettre aux militaires turcs de faire leurs emplettes.



4-5 OCTOBRE 1999

Berny Dimanche - 3 octobre 1999

Cher

François-Xavier Lovat : l'ami du peuple kurde

Cameraman reporter durant trente-cinq ans, François-Xavier Lovat a roulé sa bosse sur tous les terrains chauds du monde. Cet enfant d'adoption de Saint-Doulchard (Cher), venu au journalisme pour servir la cause kurde, est néanmoins toujours resté fidèle à ses convictions premières. A travers ses livres, il continue de se faire le serviteur du peuple kurde.

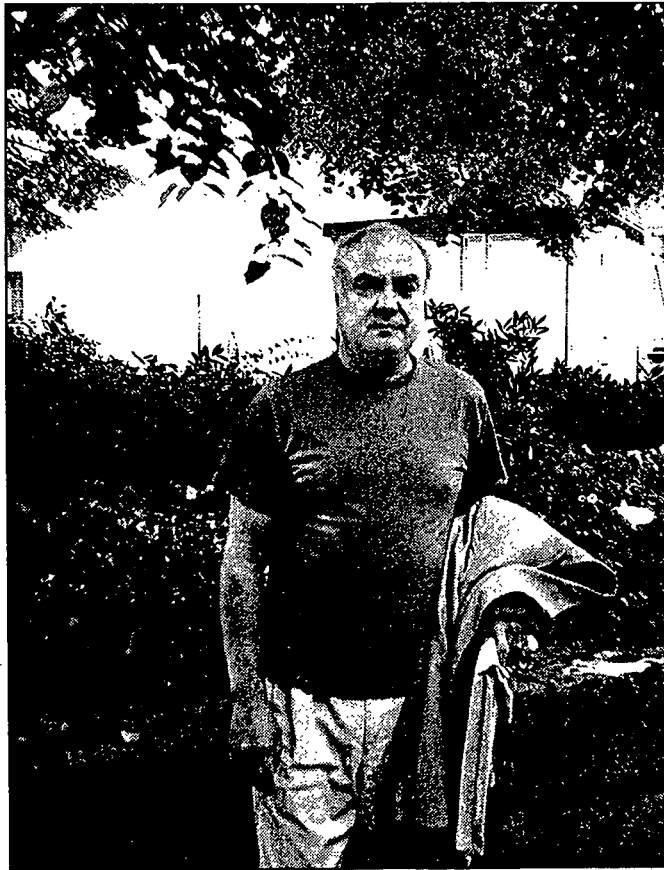
L aurait pu être ingénieur des travaux publics comme le prédestinait sa formation. Mais une réussite aux concours des Arts et Métiers et un passage à l'école nationale d'ingénieur de Strasbourg n'y ont pas suffi. Car le hasard d'un stage en Irak l'a fait bifurquer de cette voie toute tracée, et c'est dans la peau d'un cameraman reporter qu'il a préféré vivre au quotidien.

« En 1959, je suis parti en auto-stop en Irak pour travailler sur un barrage comme élève ingénieur, explique François-Xavier Lovat. C'est là, sur le chantier, que onze ouvriers kurdes m'ont expliqué le problème de leur peuple. Au retour, j'ai donc démissionné de mon école de travaux publics pour suivre des cours dans une école de cinéma. Et dès que j'ai eu mon diplôme, je suis parti faire cinq mois de guérilla avec les Kurdes en Irak. J'avais une kalachnikov, et si j'ai participé à des combats, j'ai surtout fait le premier reportage télé sur les Kurdes en guerre contre l'armée irakienne. »

Une première expérience sur l'un des terrains les plus chauds du monde qui lui a mis définitivement le pied à l'étrier. « Suite à cela, j'ai été engagé par NBC News, continue-t-il. Plus tard, j'ai eu droit à six mois de guerre au Biafra où j'ai été condamné à être fusillé comme mercenaire. Au printemps 1968, j'ai aussi couvert l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Russes. J'avais même été arrêté par le KGB à Prague comme espion. Puis, en 1969, j'ai créé ma propre société de reportage, Visio 6, et j'ai surtout fourni des équipes techniques à la TV allemande et aux autres télévisions européennes et japonaises ».

Un retour aux sources

Mais n'allez pas croire qu'il ait pris pour autant un peu de recul sur l'événement. Non, cet incroyable boulingueur a continué à fouler tous les champs de bataille du monde. Qu'ils se trouvent



François-Xavier Lovat, infatigable serviteur de la cause kurde.

au Vietnam, au Liban, en Ouganda ou encore au Sahara occidental.

Durant toutes les années où il a bossé comme reporter cameraman, François-Xavier Lovat a réalisé plus de trois mille reportages, ainsi qu'une cinquantaine de documentaires de cinquante-deux minutes. Bref, comme on dit, il a eu une carrière bien remplie. Ces dernières années, il a donc ressenti le besoin de poser la caméra et l'envie de se remettre à la photo pour publier des

ouvrages d'images. Et c'est au Kurdistan, ce « pays » qui est toujours resté cher à son cur qu'il a décidé de consacrer son temps et son énergie.

« Je m'étais intéressé aux Kurdes dès 1962. Et même un peu avant puisque quand j'y suis retourné en 1962 je parlais déjà pas mal leur langue, ce qui fait qu'ils me prenaient pour un Kurde, mais venu d'une autre région ! Aussi, quand après trente-cinq ans de journalisme, j'ai voulu voir où j'en étais, je suis retourné

sur les lieux où j'avais commencé ma carrière. C'était une sorte de pèlerinage. »

« Un devoir de mémoire »

Mais ce retour aux sources, ce n'était pas pour faire du tourisme, mais bien dans l'idée de se faire le témoin par la voix, et pas seulement par l'image, de la cause kurde. « Personne ne veut parler des Kurdes, donc moi je me suis dit : il faut que j'en parle ! J'ai donc écrit mes livres comme des témoignages. De façon à ce qu'on n'oublie pas ce que les Kurdes ont enduré depuis 1946. Car sait-on que c'est le seul peuple au monde de cet importance qui n'a pas d'Etat. Et plus fort que cela, qu'on leur refuse même le droit d'exister ! »

Dans son second ouvrage qui vient de sortir, François-Xavier a décidé d'aborder l'histoire du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK). « Mais c'est en fait un prétexte à raconter l'histoire de ce peuple. J'ai l'impression d'avoir un devoir de mémoire à faire. Pour autant, dans mes livres, je ne me livre à aucun commentaire. Je ne donne que des dates et des faits », précise-t-il. Investi de cette impérieuse mission, François-Xavier Lovat ne veut pas s'arrêter là et prépare déjà un troisième volet à ses « histoires illustrées » du Kurdistan.

« Je dois repartir vers le 15 octobre pendant un mois afin de compléter mes collections de photos », confie-t-il. Ce sera alors l'occasion pour lui de revoir des personnages qu'il connaît bien. « Le chef des services secrets kurdes est un ami depuis longtemps. Quant au président actuel, j'ai fait sa connaissance alors qu'il n'avait que dix-sept ans, mais j'ai surtout bien connu son père », assure-t-il. Des relations d'amitiés et un combat mené depuis longtemps caméra au point qui font de François-Xavier Lovat l'ami indéfectible du peuple kurde.

Raphaël Rochette.

Washington Post
Editorial
October 1, 1999

Kurds' Way

THE CAPTURE of Abdullah Ocalan, head of the Kurdish separatist and terrorist party known as the PKK, gave Turkey the chance to show it could run a transparent and reasonably fair trial. In the eyes of the United States and the Council of Europe, the Turks did this passably well in the course of convicting Mr. Ocalan and giving him a death sentence that is now under review. But a second, larger challenge remains -- to make a political deal between Turks and the great majority among the 12 million Kurds (a fifth of the population) who support nonviolence.

The Turkish establishment has a strategy: to neutralize the PKK not only as a military threat but as a political actor and to look elsewhere among the Kurds for interlocutors at once moderate and representative. But many in the armed forces as well as in civilian life in Turkey are more eager to isolate the PKK than to look for Kurds to build up in its place. President Suleyman Demirel set an example by meeting elected Kurdish mayors, but too many Turks lack his view of the big picture. Turkey cannot expect to bring peaceful Kurds into a dialogue if it is not prepared to permit them certain cultural and then political rights.

The PKK Kurds, defeated in battle, have been alert to the emerging requirement to make themselves an acceptable political partner. From his jail, Mr. Ocalan has called for a cease-fire, a "show of goodwill" and a reconciliation with the state. In their most conciliatory gesture in 15 years of war, dozens of PKK guerrillas the other day offered to turn themselves in. At this point, however, the Turks are unwilling to take the PKK's professed abandonment of insurgency to heart. Ankara is playing the amnesty card stingily.

It matters to the United States that Turkey's window of political opportunity remain open. Turkey is a friend, ally and economic and strategic partner. But, to its anger, the United States and Europe, though sympathetic to its terrorist threat, have hesitated to accept Turkey as a political equal as long as it was committing terrible human rights abuses against Kurds. Here lies Turkey's chance for a breakthrough with its Kurds. Here lies the United States' duty to encourage Turkey along its difficult way.

La justice italienne accorde l'asile politique à Abdullah Ocalan

ROME, 4 oct (AFP) - Le tribunal civil de Rome a octroyé lundi l'asile politique à Abdullah Ocalan, le leader du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), emprisonné en Turquie, ont annoncé ses avocats italiens, en se félicitant de cette décision de portée avant tout symbolique.

La demande d'asile politique remonte à novembre 1998, époque à laquelle le chef du PKK avait tenté de trouver refuge en Italie.

M. Ocalan, actuellement emprisonné en Turquie, a été condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme par la Cour de sûreté de l'Etat. La cour de cassation turque doit examiner jeudi la sentence.

"Naturellement, cela aurait été mieux si cette décision avait été rendue lorsqu'Ocalan se trouvait en territoire italien, mais je crois qu'il s'agit d'une décision très importante du point de vue du droit", a déclaré à l'AFP l'avocat Giuliano Pisapia.

"Cela veut dire qu'un tribunal italien indépendant juge que les droits des Kurdes ne sont pas garantis en Turquie, et c'est une décision très significative, compte tenu de la condamnation à mort dont fait l'objet M. Ocalan", a-t-il ajouté.

"Cette mesure symbolise l'indépendance de l'autorité judiciaire, qui a reconnu un droit inviolable", s'est de son côté félicité Luigi Saraceni, autre défenseur du chef kurde, cité par l'agence italienne Ansa.

Lors du débat devant le tribunal, l'avocat général avait plaidé l'"irrecevabilité" de la demande d'asile, compte tenu qu'Ocalan n'était plus présent sur le territoire italien.

Les avocats du chef kurde avaient estimé de leur côté que la concession de l'asile politique permettrait d'appuyer l'action du gouvernement italien, qui a à plusieurs reprises demandé à Ankara de ne pas exécuter la sentence de mort.

Abdullah Ocalan avait été arrêté le 12 novembre à l'aéroport de Fiumicino (Rome), avant d'être assigné à résidence pendant un mois, puis de séjourner librement dans la péninsule. Sa présence en Italie avait provoqué une grave crise diplomatique entre Rome et Ankara.

M. Ocalan avait quitté le territoire italien en janvier, et avait été arrêté un mois plus tard au Kenya par les services secrets turcs.

Turkey to pay bombing compensation to Iran

Ankara- Turkish Daily News
October 7, 1999

The Foreign Ministry has said that Ankara will pay compensation to Iran over a longstanding controversy in which Tehran charges that Turkish fighter jets bombed its territories on July 18, killing five people and wounding 10 others.

A joint Turco-Iranian investigation at the site had found out that the Turkish jets had not bombed Iranian territories, but those of northern Iraq, where Turkish forces carry out frequent operations against the terrorist Kurdistan Workers' Party (PKK), Foreign Ministry spokesman Sermet Atacanli told reporters on Wednesday.

However, Atacanli said that "Iranian nationals who were present in the region at the time suffered certain damage."

"In line with the friendly relations between Turkey and Iran, and out of entirely humanitarian concerns, Turkey will help in the compensating for this damage," he said.

The issue will be taken up during an upcoming meeting between Turkish and Iranian officials, who come together regularly within the framework of a bilateral security co-operation mechanism.

Atacanli declined to indicate the approximate amount that Turkey was ready to pay, saying that this would be also discussed at the meeting.

Iran had said that the bombing incident took place in its West Azerbaijan province, which borders southeastern Turkey and northern Iraq.

In late July, Turkish and Iranian officials carried out a joint investigation at the site of the incident. The findings were outlined in a report, on which Atacanli based his comments on Wednesday. The report has not been made public yet.

Turkish officials have categorically denied suggestions that the Turkish jets mistakenly bombed Iranian territories. They have put forward two other possibilities -- the presence of Iranians in the region at the time of the bombing or Iran's unilateral redelineation of its border with Iraq after the Iraq-Iran war, of which Turkey has not been informed.

Ankara had previously denied reports that it had agreed to pay compensation to Iran.

Le groupe du PKK qui s'est rendu comparaîtra mardi devant un tribunal



DIYARBAKIR (Turquie), 4 oct (AFP) - 17h47 - Le groupe de rebelles kurdes qui s'est rendu vendredi à la Turquie, comparaîtra mardi devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Van (est), a indiqué lundi à l'AFP l'un de ses avocats à Diyarbakir (sud-est).

Le groupe de huit rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), dirigé par Ali Sapan, ancien représentant du PKK pour l'Europe, est actuellement interrogé par des officiers du renseignement de la gendarmerie, corps d'armée, dans une unité militaire de la province de Van (est), a précisé Me Kenan Sidar.

Le groupe était entré en territoire turc depuis l'Irak et s'était rendu "symboliquement" vendredi aux autorités turques à Semdinli, près des frontières irakienne et iranienne, conformément à un appel du chef du PKK Abdullah Ocalan pour prouver la volonté de paix du parti.

Le groupe avait été emmené par hélicoptère de Semdili à Yuksekova (30 km plus au nord) et de là à Van, selon Me Sidar.

L'avocat et son collègue Irfan Dunder ont à plusieurs reprises tenté sans succès de rencontrer le groupe après sa reddition et s'étaient déclarés "inquiets" de la santé de ses membres, lors d'une conférence de presse samedi à Baskale, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Semdinli.

Lundi, Me Sidar a indiqué avoir obtenu des assurances des autorités qu'ils étaient en "bonne santé".

Aucune condamnation ne pèse contre les membres du groupe en Turquie et ils seront probablement inculpés pour "appartenance à une organisation terroriste", a expliqué Kenan Sidar.

"Ali Sapan peut être condamné à au moins 15 ans de prison en tant que responsable du PKK et les sept autres à des peines de 10 à 15 ans de prison", a-t-il précisé.

Le PKK avait annoncé que le "groupe de règlement pacifique et démocratique" était porteur de messages aux autorités turques et qu'il était arrivé en Turquie suivant un appel d'Abdullah Ocalan, condamné fin juin sur l'île prison d'Imrali (ouest) à la peine de mort pour trahison et séparatisme.

Les autorités turques s'étaient contentées d'indiquer dans un communiqué laconique qu'un groupe de huit "terroristes" s'était rendu aux forces de sécurité avec leurs armes pour "bénéficier d'une loi sur les repentis".

Cette loi prévoit une amnistie pour les rebelles à condition qu'ils n'aient pas participé à une action armée contre les forces turques, ne soient pas des dirigeants de haut rang, et livrent des informations décisives sur le PKK.

Me Sidar a toutefois relevé qu'il était "hors de question" pour les membres du groupe de demander à bénéficier de cette loi. "Ils ne sont pas venus pour demander la clémence de l'Etat mais pour faire de la politique", a-t-il expliqué.

Le PKK avait entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK.

La cour de cassation doit examiner la sentence de mort contre Ocalan le 7 octobre, et les avocats du chef rebelle vont tenter de faire commuer la peine en prison à vie, faisant valoir la reddition de la délégation comme un élément de repentir.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée en vue de créer un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

Trente-six rebelles kurdes et un soldat tués dans des combats dans l'est



DIYARBAKIR (Turquie), 7 oct (AFP) - 18h14 - Trente-six rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un soldat ont été tués jeudi dans des combats avec l'armée turque dans l'est et le sud-est anatoliens, a-t-on indiqué de source officielle à Diyarbakir (sud-est).

Les combats se sont déroulés dans les provinces de Bitlis (est), Van (est), Tunceli (est) et Batman (sud-est), selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir(sud-est), chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

Un groupe de 15 maquisards du PKK se sont par ailleurs rendus avec leurs armes aux forces de sécurité à Catak, dans la province de Van, a rapporté l'agence semi-officielle Anatolie.

Trois "haut responsables régionaux" du PKK figurent parmi le groupe, a ajouter l'agence, sans préciser lesquels. Un groupe de huit membres du PKK dirigé par Ali Sapan, ancien représentant du PKK pour l'Europe, était entré en Turquie depuis l'Irak le 1er octobre et s'était rendu aux autorités à Semdinli (extrême sud-est) suivant un appel de son chef Abdullah Ocalan pour prouver la volonté de paix du parti.

Il a été écroué après avoir comparu devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Van.

Ocalan a été condamné fin juin sur l'île d'Imrali (ouest) à la peine de mort pour trahison et séparatisme.

La Cour de Cassation turque a repoussé jeudi au 21 octobre l'examen de la condamnation à mort d'Ocalan, absent jeudi du tribunal, acceptant une demande pour un délai supplémentaire des défenseurs du chef du PKK.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé".

Le PKK, qui a lancé en 1984 une lutte armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, s'est engagé à arrêter les combats et à se retirer de Turquie.



Un responsable kurde du PKK recherché par l'Allemagne arrêté à Paris

PARIS, 6 oct (AFP) - 18h02 - Un responsable kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), recherché par l'Allemagne après une manifestation ayant fait quatre morts devant le consulat d'Israël à Berlin en février, a été arrêté en France, a-t-on appris mercredi de sources judiciaires.

Abdullah Ocalan (homonyme du leader historique kurde, mais sans lien de parenté avec lui), a été arrêté mardi en fin d'après-midi à Paris par la police française.

Il faisait l'objet d'une "fiche Schengen" (équivalent, dans les Etats de l'Union européenne membres de la Convention, d'un mandat d'arrêt international) diffusée par les autorités allemandes.

Ces dernières le recherchent pour divers incidents survenus au cours de manifestations de soutien au chef du PKK Abdullah Ocalan arrêté le 16 février et condamné à mort par la justice turque le 29 juin.

Lors d'une manifestation devant le consulat d'Israël à Berlin, une fusillade avait éclaté et avait fait quatre morts parmi le personnel du consulat. Trois personnes avaient été tuées sur le coup et la quatrième devait décéder, à la suite de ses blessures, deux semaines plus tard.

Abdullah Ocalan a été transféré devant la section du Parquet de Paris compétente en matière d'extradition, qui devrait le placer en détention.



La Cour de Cassation reporte au 21 octobre l'appel d'Ocalan

ANKARA, 7 oct (AFP) - 9h06 - La Cour de Cassation a reporté au 21 octobre l'appel interjeté par le leader séparatiste kurde Abdullah Ocalan sur sa condamnation à mort pour trahison, ont indiqué les juges de cette instance jeudi à Ankara.

L'audience de la Cour avait débuté quelques minutes plus tôt en l'absence des défenseurs du leader kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui avaient demandé un délai supplémentaire pour se préparer.

Le chef du PKK a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara sur l'île prison d'Imrali (ouest).

Get Behind the Iraqi Opposition

By Bob Kerrey

WASHINGTON — In this century, American support has helped liberate many countries. But we have unfinished business, none more urgent than the regime of Saddam Hussein.

This month, members of the united Iraqi opposition will meet in New York to hold their first national assembly. This is an important step toward liberation, which is not only inevitable but also may be imminent.

Yet a certain amount of Iraq fatigue exists among policy-makers. This fatigue is based on false presumptions and delays a fuller commitment to Iraq's liberation.

The first presumption is that dictators bring stability. The Arab world proves this notion's falsity. Dictators bring stasis. Stasis freezes things. And because frozen things inevitably thaw, dictatorships end not with stability but in uproar.

A variation on this is that without a dictatorship, Iraq would dissolve into ethnic ministates, threatening its neighbors' stability. But the performance of Iraqi soldiers

in the war with Iran and the polyglot composition of Baghdad demonstrates Iraqis' strong sense of nationality.

A second presumption is that Iraq cannot practice democracy. The notion that Iraqis are deficient, that the democracy lines are missing from their DNA, is racist.

Because I am a democrat with a small as well as a large D, I believe that Iraqis can rule themselves better than others can rule them. I believe this based on elections in Jordan, Kuwait and Lebanon, as well as Israeli-Arab participation in Israeli politics and the participation of Arab-Americans in American government.

A third presumption is that Saddam Hussein is strong. Iraq is almost certainly developing more weapons of mass destruction. But in terms of current capability against a well-armed rebel force, Saddam looks weak.

He may have enough capability to terrorize lightly armed Kurds or Shiite rebels — but not enough to conquer them. Iraq's air defenses are

daily proved ineffective.

Also, we saw in the Gulf War that few wanted to make the supreme sacrifice to follow his orders. And the many ensuing desertions suggest that little fighting spirit is to be found in the Iraqi military.

Saddam is also weak in terms of subordinates who can enforce his authority. He has eliminated not only his rivals but also his more effective lieutenants. Family ties provide little insulation from his wrath; he murdered a cousin and two sons-in-law.

His leadership circle has shrunk to himself and two sons. This is not a coalition that could withstand a unified, well-financed rebel movement. This is leadership that will topple.

Behind the arguments for inaction is the notion that no one cares. Some of America's allies suggest accepting the Iraqi regime as it is, dropping sanctions and settling for a less confrontational inspection system. The French foreign minister, Hubert Védrine, says that America is "insensitive to the human dis-

aster under way in Iraq."

If we have been callous, it has been in failing to support the opposition. We have been more interested in avoiding risk than in ending the regime that used chemical weapons on its own people, invaded two neighbors and fired ballistic missiles at Israel.

I praise the Clinton administration for putting the United States on record as opposed to Saddam's regime. I appreciate the efforts of Frank Ricciardone, the special representative for the transition in Iraq, to unite the Iraqi opposition.

At the same time, I encourage the administration to act with greater boldness.

The liberation of Iraq is inevitable. When it comes, the truth about Saddam's regime will spill out.

Democracies do not wage war against one another. They do not allow their people to starve. A democratic Iraq will transform the Middle East, where ethnic rivalry, poverty and excessive armaments will be supplanted by security, prosperity and creative diversity.

The writer, a U.S. senator from Nebraska, contributed this comment to The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, OCTOBER 6, 1999

Turkey Resists Softening Its Hard Line on the Kurds

By Amberin Zaman
Washington Post Service

ISTANBUL — With the unprecedented surrender of eight Kurdish rebels, Turkey may have a new chance to end a 15-year insurgency that has cost more than 30,000 lives, Kurdish politicians and activists say.

But the government's response so far has been to jail the group, press fresh charges against their imprisoned leader and mount a cross-border operation against their comrades in northern Iraq.

The Turkish military, whose views are decisive on the Kurdish issue, has long regarded the secessionist Kurds as terrorists and refuses to deal with them. In addition, Turkish officers have said recently that the outlawed Kurdistan Workers Party, the main rebel group that is also known as the PKK, has lost much of its strength and is largely on the run.

The eight Kurdish rebels surrendered last Friday on the Iraqi border in re-

sponse to a request by their leader, Abdullah Ocalan. Mr. Ocalan, who is on a prison island south of Istanbul awaiting the outcome of an appeal of his death sentence, termed the surrender a "goodwill gesture" aimed at proving he is sincere about his repeated offers to end the insurgency.

"Depending on the handling by the state of this group, the rest of the PKK fighters in the mountains may surrender as well," said Irfan Dunder, one of Mr. Ocalan's lawyers. But he added, "There has to be a full pardon" for all Kurdistan Workers Party members.

Instead, the eight, led by the rebel group's former spokesman in Europe, Ali Sapan, were imprisoned in a remote province, officials said Tuesday.

The military, in a statement issued Sept. 27, the same day it launched a new offensive against Kurdish rebels in Iraq and four days before the Kurds turned themselves in, dismissed the surrender idea as a ploy.

"The terrorist organization has always used such tactics to gain time and then redouble their attacks," the statement said. "For this reason, the Turkish Armed Forces are determined to pursue the battle until the last terrorist is neutralized."

According to army officials, recent setbacks for the rebels — including their expulsion a year ago from bases in Syria and the arrest in Kenya in February of their enigmatic leader — have reduced their strength in Turkey to about 1,000 from 10,000 combatants at the peak of the insurgency in 1992. The Kurdistan Workers Party's methods, which included killing the families of thousands of Kurds fighting for the state, have likewise weakened its popular support, the officials said.

The rebels have made a series of overtures since a court sentenced Mr. Ocalan to death by hanging on treason charges in June. They include pledges to abide by Mr. Ocalan's order to end their in-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

FRIDAY, OCTOBER 8, 1999

surgency, to withdraw from Turkish territory and to transform themselves into a peaceful political movement.

During his monthlong trial on the prison island of Imrali, Mr. Ocalan described the uprising as "a mistake" and renounced his demands for Kurdish independence, and even autonomy, saying that easing government bans on broadcasting and education in the Kurdish language and granting a full amnesty for his guerrillas would satisfy his people's demands.

But Turkish leaders do not seem ready to seize what even some establishment commentators have described as the best opportunity in years to address demands

by Turkey's 12 million Kurds for greater cultural and political rights. That was underlined by the new charge against Mr. Ocalan — forming a gang to commit violence — which also carries the death penalty.

"Among people in high places, there seem to be two conflicting views on whether radio-TV programs and education in Kurdish should be legalized," wrote Hasan Cemal, a leading columnist for the pro-government, pro-military daily Milliyet. "Some believe it would be better to ensure these within the framework of individual democratic rights."

He said that others, however, believed that "if we took such steps we would be

preparing with our own hands the infrastructure that would lead to the division of Turkey." He added, "I am on the side of the first group."

■ Ocalan Lawyers Get More Time

In a five-minute hearing in which no defense lawyers were present, a Turkish court Thursday granted Mr. Ocalan's legal team two more weeks to prepare its appeal of the Kurdish leader's death sentence, The Associated Press reported from Ankara.

Mr. Ocalan's lawyers apparently boycotted the meeting to press their demand for a month's delay.

U.S. Picks a Hard Way to Attack Iraq: Concrete

By Steven Lee Myers
New York Times Service

INCIRLIK AIR BASE, Turkey — American fighter jets patrolling northern Iraq have an innovative new weapon to use against President Saddam Hussein: concrete.

Wary of killing civilians when F-15s and F-16s strike inside Iraq, the Air Force has begun filling 2,000-pound (909-kilogram), laser-guided bombs with concrete instead of explosives and dropping them on sensitive military targets near populated areas, American military officials here said.

A concrete bomb, the use of which has not previously been disclosed, can still destroy a target, but it does not have what military officials call "the explosive arc" of regular munitions. And so its use minimizes the risk that explosive bomb fragments will kill or wound innocent Iraqis who might be nearby.

"It can stub your toe," Lieutenant Colonel Michael Waters, a spokesman for the American operation at this base near the Mediterranean Sea, said of the concrete. "But there's no chance of collateral damage," he added, using the military's euphemism for civilian deaths.

That makes it useful against military targets Iraq has positioned in residential neighborhoods in what American officials believe is Mr. Saddam's main objective in stepping up skirmishing over the no-flight zones over northern and southern Iraq: to foment international sympathy by publicizing civilian casualties.

The concrete bombs also are an apt symbol of a low-level war against Iraq that is dictated as much by political and diplomatic sensitivities as by any strategic or military concerns.

In what has become the longest sustained military operation since Vietnam, for more than nine months now Iraqi forces have routinely fired on the American and British jets that patrol the no-flight zones, and the American and British crews have routinely struck back in what they say is self-defense. But it is a deliberately low-key war.

"The way we're conducting this is kept within the parameters of political acceptability," said a senior administration official in Washington. "We don't want things to go wrong." And so pilots here at Incirlik fly into combat with strict rules about what, when, where and how they may attack.

The Turkish government, wary of public sentiment about repeated air strikes against a neighboring country, limits the number of days the jets can fly and prohibits operations at night. The U.S. European Command, which oversees operations here, has put northern Iraq's most significant military targets off limits, fearing international outrage over what could be seen

as an escalation of the fighting.

Above all, the pilots must avoid mistakes that could play into Mr. Saddam's hands. "It's between none and minimal collateral damage that we'll accept," said Major Hugh Hanlon, an F-16CJ pilot with the 55th Fighter Squadron at Shaw Air Force Base in South Carolina, who is stationed here.

The result is something of a standoff. The American and British forces have struck more than five times the number of targets attacked during four days of intensive air and missile attacks against Iraq during last December's more intensive raids, and flown more than three-quarters as many combat missions as NATO pilots did during 78 days of bombing Yugoslavia.

The Iraqis say nearly 200 people, including many civilians, have been killed in the air strikes this year. American officials say that claim is exaggerated but they acknowledge that the strikes have caused some deaths.

American military commanders say the airstrikes have inflicted severe damage to Iraq's air defenses in the north. But they have not yet hit Iraqi forces hard enough to persuade the government to stop challenging the patrols in the no-flight zones. Commanders here and at the Pentagon say the strikes will end as soon as Iraq stops firing on the patrols, even though they acknowledge that Iraq has the ability to continue resisting at the current level for the foreseeable future.

"It's reached a stalemate," said Group Captain Graham Dixon, commander of the 200 British troops and six aircraft involved in the operations at Incirlik. "I'm not sure there can be a way around this as long as Saddam Hussein is in power. I personally see this as a long-term proposition, not a short-term one."

While American officials decline to discuss their tactics in depth, including how or how long they have been using the concrete bombs, they do offer a stunning list of statistics.

Since December, they say, American and British patrols have flown nearly 16,000 sorties and dropped 550 bombs against 135 targets in southern Iraq. Here at Incirlik, they have flown more

than 11,000 combat or combat-support sorties and dropped more than 1,100 bombs against more than 250 targets, including strikes on Sunday.

Those targets have included more than 150 anti-aircraft artillery batteries, 30 radar or communication centers and 22 buildings used as command centers, said Brigadier General David Deptula, the Air Force commander here until last week.

As in Yugoslavia, the air war has been decidedly one-sided. Iraqi forces have yet to hit an American or British aircraft, American officials said. According to American intelligence reports, Iraq has withdrawn its most sophisticated weapons, such as Soviet-era surface-air-missiles, from the no-flight zones in recent months to protect them.

But that has not stopped Iraq from firing back with anti-aircraft artillery. That still poses a threat, though much less of one since, the pilots and commanders say, the jets flying into northern Iraq stay above 20,000 feet — high enough that they are less likely to be hit.

Iraq also has positioned its remaining anti-aircraft batteries in residential neighborhoods in or near northern Iraqi cities, such as Mosul and Tall Afar. General Deptula said that after American jets destroyed Iraq's main air-defense command center south of Mosul, the Iraqis recently moved their headquarters to the nearby historic ruins of Nineveh.

An American government official with access to the intelligence reports said Iraq's tactics had significantly diminished its chances of hitting an aircraft, but were still accomplishing Mr. Saddam's goal of drawing attention to the patrols. "He's trying to provoke us to do something, but he's trying to do it in such a way he doesn't lose assets," he said. "The ultimate intention of what Saddam Hussein is trying to do in the 'no-fly' zones is not military."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 8, 1999

Ocalan aujourd'hui devant la Cour de cassation

Ankara rejette l'offre de paix des rebelles kurdes

Sous l'influence de l'armée, qui poursuit sa chasse aux séparatistes, les autorités turques semblent décidées à « finir » la guérilla.



Le 29 juin dernier, Abdullah Ocalan était condamné à mort. La décision ultime sur le sort du rebelle kurde, à la fois judiciaire et politique, ne devrait pas être connue avant plusieurs mois. (Photo AP.)

La Cour de cassation turque doit examiner aujourd'hui la sentence de mort rendue contre Abdullah Ocalan, dernière étape du procès contre le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan. La décision ultime sur le sort du rebelle kurde, à la fois judiciaire et politique, ne devrait toutefois pas être connue avant plusieurs mois, en raison de l'ouverture d'un nouveau procès contre lui, d'un appel auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et de la volonté de la Turquie d'être acceptée comme candidate à l'Union européenne fin décembre. Aucun condamné n'a été exécuté en Turquie depuis 1984.

ISTANBUL :
Éric BIEGALA

Trente morts dans les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) : c'est le plus récent bilan paru dans la presse turque. Bilan non officiel, bien sûr, puisque conformément à son habitude l'armée ne fait pas de commentaires sur les opérations en cours. Depuis le début de la semaine dernière, les forces armées sont en effet à nouveau passées en Irak du

Nord, que Bagdad ne contrôle plus depuis 1991, pour y traquer les rebelles kurdes qui s'y replient. Des hélicoptères d'attaque et des chasseurs-bombardiers appuient cette opération qui traduit, s'il en était besoin, la détermination d'Ankara et son refus de négocier.

Pour la première fois depuis le début de la lutte armée il y a quinze ans, les rebelles ont annoncé un cessez-le-feu unilatéral assorti d'un retrait de leurs forces hors du territoire turc. Leur chef, Abdullah Ocalan, en a lui-même donné

l'ordre début août. Embastillé sur l'île-prison d'Imrali et condamné à mort depuis le 29 juin dernier, le chef kurde a annoncé vouloir transformer son mouvement en une formation strictement politique qui pourrait s'intégrer dans le jeu politique d'une Turquie rénovée.

Le régime d'Ankara estime qu'Ocalan tente simplement de sauver sa tête.

Mouvement marxiste-léniniste dès l'origine, le PKK revendique l'indépendance pour le Kurdistan de Turquie, c'est-à-dire le Sud-Est anatolien. Il s'en prend aussi bien aux représentants de l'État - une centaine d'enseignants accu-

sés de « turquifier » le Kurdistan ont été assassinés - qu'aux grands propriétaires terriens kurdes, « ennemis de classe ». Au faite de sa puissance au début des années 90, le PKK contrôlait plusieurs régions rurales.

A partir de 1992, l'armée reprend peu à peu l'avantage, sans trop de scrupules quant aux méthodes utilisées. Près de 500 000 Kurdes sont ainsi expulsés *manu militari* de plus de 3 000 villages, lesquels sont détruits pour éviter que les rebelles viennent s'y ravitailler. Si l'on en croit les chiffres officiels, les opérations de guérilla et de contre-guérilla ont fait environ 5 000 victimes civiles, 5 000 autres parmi les

forces de sécurité et un peu plus de 20 000 dans les rangs du PKK. Les accusations de pratique systématique de la torture pleuvent également, entachant la réputation du pays.

Derniers retranchements

La « sale guerre » semble avoir porté ses fruits : avec son recul sur le terrain, le PKK modifie ses revendications et verse un peu d'eau dans son

vin marxiste. Aujourd'hui, les exigences des rebelles se limitent à quelques droits culturels comme celui d'enseigner la langue kurde (souvent le seul idiome parlé au Kurdistan) ou de disposer de programmes télévisés en kurde. Il n'y a plus là de quoi justifier une lutte armée.

Logiquement, Ocalan a donc cherché à entamer des négociations... au pire moment, c'est-à-dire durant son procès. Depuis sa condamnation, le mouvement rebelle a multiplié les signes d'apai-

ment : repli et appels aux pourparlers.

En réponse, Ankara s'est pour le moment contenté d'inviter les rebelles à se rendre et à bénéficier d'une loi d'amnistie récemment votée, qui exclut ceux qui ont porté les armes. Vendredi soir, huit militants du PKK ont franchi la frontière iranienne porteurs de « messages de paix » aux autorités turques. Interrogés pendant trois jours par les services de sécurité, ils ont été formellement arrêtés mardi.

Militairement, il y a une lo-

gique à la poursuite jusque dans ses derniers retranchements d'un PKK affaibli et quasiment vaincu sur le terrain : il s'agit de « finir » le mouvement rebelle tant qu'il est sur la défensive. Politiquement, en revanche, la logique paraît moins claire. L'occasion d'obtenir une vraie reddition, avec armes et bagages, semble en effet inespérée, si tant est que des négociations s'engagent. Mais ce sont les militaires qui mènent le jeu.

E. B.

Un député défend les Kurdes iraniens contre la répression gouvernementale

TEHERAN, 9 oct (AFP) - 17h26 - Un député iranien a défendu les Kurdes iraniens contre la répression gouvernementale lors de manifestations favorables au dirigeant kurde turc emprisonné Abdullah Ocalan, rapporte samedi la presse.

Le député, Bahaheddine Adab, de la province kurde iranienne de Sanandaj, s'exprimait lors d'un débat avec le ministre de l'Intérieur Abdolvahed Mousavi-Lari, au sujet de la répression par les forces de l'ordre de manifestations de Kurdes iraniens favorables à Abdullah Ocalan en février.

Le ministre de l'Intérieur a justifié l'intervention de la police, qui a donné lieu à des affrontements avec les protestataires, en affirmant que les manifestations avaient été manipulées par l'opposition.

Lors d'une manifestation "illégal" le 22 février à Sanandaj, "les personnes arrêtées étaient des membres du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien - interdit), ou du Koumeleh (mouvement communiste kurde iranien - interdit)", a révélé le ministre.

C'est la première fois que le gouvernement évoque la présence d'éléments de ces deux formations de l'opposition parmi les manifestants.

Le député Abad a toutefois regretté que "ce sont toujours les Kurdes qui sont victimes d'injustice (...) et reçoivent des coups de bâtons sur la tête sous ce prétexte" de manipulation par l'opposition des manifestations.

La communauté kurde d'Iran compte 5 à 6 millions de personnes, vivant pour la plupart dans l'ouest du pays et de confession sunnite alors que l'Iran est majoritairement chiite.

10.000 Kurdes manifestent à Francfort: "liberté pour Ocalan"

FRANCFORT (Allemagne), 9 oct (AFP) - 16h00 - Quelque 10.000 Kurdes venus de toute l'Allemagne et d'autres pays européens ont manifesté dans le calme samedi à Francfort (centre-ouest) pour réclamer la libération d'Abdullah Ocalan, le chef rebelle kurde condamné à mort en Turquie.

Les deux cortèges et un rassemblement ont ainsi réuni nettement moins de manifestants que les 25.000 personnes attendues par les organisateurs.

La manifestation était placée sous le mot d'ordre: "Non à la peine de mort - liberté pour Abdullah Ocalan - Paix au Kurdistan".

La police, qui avait déployé un important dispositif, comprenant des canons à eau, n'a noté que quelques échauffourées.

Jeudi, la Cour de Cassation turque avait repoussé au 21 octobre l'examen du pourvoi présenté par Abdullah Ocalan contre sa condamnation à mort pour trahison et séparatisme.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 8, 1999

Iran Rejects Charges Of Religious Bias

TEHRAN — Iran on Thursday rejected U.S. allegations that it violated religious freedom and countered that it was the United States that was blighted by injustice and inequality.

"Unfortunately such baseless statements, which are in line with Wash-

ington's self-serving policy of double standards, are made at a time when American society is itself suffering from injustice and inequality," the official Iranian press agency IRNA quoted a Foreign Ministry spokesman, Hamid-Reza Asefi, as saying.

"Followers of divine religions practice their religion in complete freedom in the Islamic Republic of Iran," Mr. Asefi said.

The U.S. State Department desig-

nated Iran and four other countries on Wednesday as violators of religious freedom. Iran was faulted for persecution of members of the Baha'i faith.

The state does not recognize the Baha'i faith, an offshoot of Islam that originated in Iran some 150 years ago, as a bona fide religion.

The minority are regarded as heretics by Iran's Islamic leaders. (Reuters)

Sybel Ceylan

PAROLES

LE WEB DE
l'Humanité

Deux mois dans les prisons turques

09 Octobre 1999

Cette jeune Belge a connu les menaces et les coups mais a découvert la richesse de ses origines grâce à ses codétenues, militantes politiques kurdes.

Depuis peu, Sybel vit à Paris. Elle est d'origine kurde, mais c'est en Belgique qu'elle est née et qu'elle a grandi. Pour sortir de l'enfermement d'un peuple martyr, ses parents lui ont donné un prénom qui ne rappelle en rien la tradition de leur pays. Comme son frère, Sybel ne parle pas le Kurde. " Cette langue, il ne faut pas l'apprendre car elle va te causer beaucoup de problèmes " lui a dit un jour son père. Un interdit que cette jolie jeune femme brune de vingt-quatre ans, européenne jusqu'au bout des ongles, regrette aujourd'hui de n'avoir pas transgressé. Ses racines, elle y tient comme à la prunelle de ses yeux. L'an dernier, après avoir abandonné des études d'arts plastiques à Bruxelles, Sybel qui parle le turc, est partie comme interprète à Istanbul. Ses compétences l'ont amené à travailler pour les avocats du leader kurde, Abdulhah TMcalan. Jusqu'au jour où la jeune fille a été arrêtée par les services secrets d'Istanbul et a subi deux mois de prison et de violences.

La première fois que je suis allée dans mon pays, c'était l'an dernier à Diyarbakir - Amed -, la capitale du Kurdistan. J'étais l'interprète d'une délégation belge qui voulait découvrir le nouvel an Kurde. En survolant l'aéroport, j'ai vu les militaires. Des militaires partout. J'ai réalisé que j'arrivais sur une terre privée de liberté. Et j'ai pleuré.

Depuis, j'ai accompagné d'autres délégations. La dernière en date ? C'était à Istanbul, avec des avocats français qui voulaient savoir comment se préparait le procès du leader des indépendantistes Kurdes (PKK), Abdullah TMcalan. Très vite, les propres avocats du dirigeant kurde m'ont demandé de travailler avec eux. J'ai accepté. Mon rôle était de diffuser les informations qu'ils souhaitaient faire parvenir à la presse francophone durant la préparation du procès. C'était passionnant. Mais j'ai vite compris que j'étais surveillée et suivie, comme les autres, 24 heures sur 24, par les services secrets turcs.

Au bout d'un mois là-bas, j'ai voulu rentrer à Bruxelles pour régler des problèmes personnels. Les avocats m'ont alors confié la copie de l'acte d'accusation d'TMcalan afin que je la remette à leurs collègues européens travaillant sur le dossier. Ils devaient l'envoyer par courrier et mon voyage leur faisait gagner du temps. Comment les services secrets ont-ils su que j'aurais ce document dans mes bagages ? Sans doute par les écoutes téléphoniques.

À l'aéroport d'Istanbul, alors que j'étais déjà dans l'avion, trois policiers en civil m'ont ceinturée en me disant : " Vous avez été dénoncée. Suivez-nous. " Je ne comprenais pas ce qui m'arrivait. J'avais très peur. On m'a amenée dans une petite pièce où se tenaient une dizaine de flics en civil. Tous portaient cette moustache taillée en pointe, caractéristique des " loups gris ", des militants d'extrême droite qui ont des postes partout dans la police et l'armée turques... et sont les ennemis les plus farouches des Kurdes. Au centre de la pièce, ils avaient mis en évidence, une boîte recouverte de photos de l'arrestation d'TMcalan. Quand j'ai vu que mes bagages étaient déjà là, contre le mur, j'ai compris que mon arrestation n'était pas due au hasard.

Ils ont récupéré, dans mon sac, la copie de l'acte d'accusation d'TMcalan. Un déluge d'insultes et de menaces a suivi... Ils voulaient absolument que je tombe dans la psychose de la terreur et n'avaient qu'une chose en tête : que je leur dise que j'étais une militante du PKK (ce que je n'étais pas) et que j'avoue mon identité Kurde. Au début, j'ai résisté. Je savais trop bien quelles seraient les conséquences de cet aveu. Mais renier mes origines était impossible. Ça me touchait trop. Alors, en les regardant fièrement dans les yeux, je leur ai dit : " Oui, je suis Kurde. " D'emblée, j'ai vu la haine dans leur regard. En me tirant les cheveux, ils m'ont à nouveau traitée de tous les noms. Puis, ils ont fouillé mes sacs. Dans une pièce voisine, une femme m'a demandé de me déshabiller. Elle m'a regardée partout. Comme une gynéco. Je me suis sentie humiliée et j'ai craqué. C'est comme si elle m'avait aussi dénudé l'âme.

Ensuite, les flics en civil m'ont emmenée au commissariat. J'ai juste eu le temps de prévenir mes amis avocats de mon arrestation. On m'a mise dans une cellule très sale. Quand mon avocate est arrivée, j'ai vite compris qu'elle ne pouvait pas faire grand-chose pour moi. C'était évident : j'allais rester ici, en garde à vue, et je serais probablement torturée. J'étais en larmes. Le monde s'écroulait. Cinq agents de la lutte antiterroriste sont ensuite venus me chercher. Ils avaient des têtes de tueurs. L'un d'eux avait des chaussures en daim tâchées de sang. Ils m'ont conduite dans une pièce où il y avait une trentaine de flics. On m'a enlevé mes lacets, mes pinces à cheveux... L'interrogatoire a commencé avec une pluie de coups. J'ai d'abord voulu utiliser le " droit de me taire ". L'un des flics m'a alors prise par les cheveux et m'a écrasé la tête sur son bureau. Il valait mieux que je change de tactique. Il fallait que je parle. Que je dise n'importe quoi... De toute façon, je n'avais rien à trahir. Contrairement à ce qu'ils pensaient, je ne possédais pas d'informations stratégiques. Ils se relayaient toutes les heures, sans jamais arrêter de me frapper. J'étais épuisée. Je délirais complètement. Et mes réponses de plus en plus floues, les rendaient fous de rage. Ça a duré toute la journée. De neuf heures du matin jusqu'à vingt heures.

Puis, ils m'ont amenée dans la cave. Cette cave... L'horreur. J'ai vu les salles de tortures. Ils m'ont collée au mur et m'ont encore cognée en me menaçant de viol. Je ne pensais plus à rien. Ni au passé, ni au présent. J'avais l'impression de ne plus vivre. D'être ailleurs. Je me disais juste : " Tout, mais pas le viol. Si je suis violée, je me tuerai. " Le plus difficile, c'était d'entendre les cris de torture dans les cellules voisines. J'ai subi des attouchements sexuels. Malgré leurs menaces, ils n'ont toutefois pas été plus loin. Sans doute parce que mon affaire était très médiatique et que j'avais la chance d'avoir la nationalité belge.

Je suis restée là trois jours. Ensuite, le juge a décidé de m'expédier en prison. Les militaires voulaient m'envoyer chez les droits communs. J'ai refusé catégoriquement. C'était une arrestation politique. Donc, ma place était avec les prisonniers politiques. Ils ont cédé, mais ils m'ont à nouveau tabassée avant de me faire entrer en cellule.

Ensuite, tout a changé. Je me suis retrouvée dans une grande cellule avec quarante-trois femmes. La plupart étaient Kurdes, militantes ou sympathisantes du PKK. Âgées de dix-sept à soixante-quinze ans. Tour à tour, elles m'ont embrassée chaleureusement. La première semaine, j'ai presque oublié que j'étais en prison. C'est après que j'ai déprimé. Au bout d'un mois et demi, malgré toutes les visites que j'avais - mes avocats, mes amis, mon père... -, j'étouffais. Grâce aux discussions avec mes codétenues, j'ai commencé à réfléchir très profondément sur ma vie. Je me suis rendue compte que je ne connaissais pas mon peuple. C'est entre ces quatre murs que j'ai découvert la femme kurde, ses souffrances, son courage, son engagement pour la paix, sa liberté de penser... C'est en prison que j'ai vraiment retrouvé l'intimité de mes racines.

Mon procès a eu lieu deux mois après mon arrestation. Celui d'TMcalan venait de se terminer, je ne leur étais plus utile. J'ai donc enfin été libérée. Mais j'ai tenu à rester une journée de plus en prison, afin de dire adieu à mes compagnes de cellule. Dès ma sortie, j'ai été suivie. Je n'avais pas envie de partir d'Istanbul, mais c'était plus prudent. Au bout d'une semaine, je suis rentrée à Bruxelles.

C'était il y a trois mois. La nuit, je fais toujours des cauchemars. J'entends les cris de cette cave... Et dans la journée, j'ai des déclics qui ouvrent les tiroirs de mon esprit. Il suffit d'un regard de femme dans la rue, pour penser à mes compagnes de cellule. Leur vérité a bouleversé ma vie. Je leur ai écrit beaucoup de lettres. Mais je n'en ai envoyée aucune. J'ai l'impression de ne pas être sincère. Je ne peux plus leur parler comme avant. C'est impossible. Je suis ici. Dehors. Autre. Je vais reprendre la plume. Mais pour être vraie vis-à-vis d'elles, il me faut du temps. Juste un peu. Après, je retournerai à Istanbul, pour vivre près des miens. Car ici, je me sens désormais en exil.

Propos recueillis par

France Berlioz

Kurds, Turks Battle for Ancient Town



Sunday October 10

By LOUIS MEIXLER Associated Press Writer



AP Photo

HASANKEYF, Turkey (AP) - A medieval stone minaret rises beside the dusty, limestone hills of Turkey's southeast.

It is a relic of a kingdom that once ruled the region, but it has become a flashpoint between the government and ethnic Kurds struggling to preserve their heritage.

After surviving for hundreds of years, the minaret and parts of the nearby fortress of Hasankeyf may end up underwater as Turkey builds a series of dams to irrigate parched cotton and tobacco fields.

The irrigation plan is one of the largest development projects in the world. But it has enraged many in the overwhelmingly Kurdish southeast. They say a state that spends billions to battle Kurdish guerrillas in the barren mountains surrounding Hasankeyf is not willing to revise its plans to save one of the area's archaeological treasures.

"The battle to save Hasankeyf has become a political battle," says archaeologist Jale Velibeyoglu. "Like Jerusalem in Israel, Hasankeyf has become a sacred symbol in the region."

Turkey has refused to recognize Kurds as a distinct group and does not grant its 12 million Kurds the minority rights it extends to non-Muslims like Jews, Greeks and Armenians. It is illegal for Kurds to broadcast or teach in their language. Speaking Kurdish was legalized in 1991.

It is that sense of cultural alienation that has fueled Kurdish anger over the impending loss of Hasankeyf.

Much of Hasankeyf's charm comes from its location, perched on white limestone hills above the Tigris River.

The citadel - a row of collapsed stone houses - overlooks the river and a deep gorge that cuts through the white rock. The remains of an arched stone bridge span part of the river. Lining the gorge are dozens of caves where people lived until recently, carving shelves and alcoves into the soft stone.

A reddish-brown stone minaret rises from a mosque below the citadel. The minaret's side is marked by Koranic engravings in the shape of a teardrop; on its top, perched like a cap, sits a large stork's nest.

In medieval times, spices from India and silk from China moved through the area, bringing riches to the Islamic rulers of the town, then the regional capital.

"To lose this pearl, this diamond will be very, very sad," said Olus Arik, who has directed excavations in the area since 1985.

Turkey is expected to begin construction of the Ilisu dam early next year. Nine years after that, water will inundate the town, and the several thousand inhabitants who live near the ancient relics will have to move.

Many say the multibillion-dollar project to build 22 dams throughout the southeast is vital to boost the economy of the arid and impoverished area. The dams will open hundreds of thousands of acres to irrigation, generate cheap electricity for a country with meager oil supplies and bring jobs to an area that suffers from high unemployment.

In response to suggestions that the dam design be altered to salvage Hasankeyf, critics point out that the town's residents are Arabs - not Turks or Kurds - and that a salvage project would be enormously expensive.

Such arguments, however, seem to matter little to residents angered at the impending loss.

"If Pompeii were flooded, how would the Italians feel?" asked Velibeyoglu. "People here feel the same."

PUK Representative: PKK dominates Kurdistan National Congress

- 'The Patriotic Union of Kurdistan will remain out of the Kurdish National Congress because it would be wiser for different Kurdish groups of different countries to follow a separate strategy,' says PUK representative in Belgium
- 'I am afraid that the congress will be like the Parliament -- there are so many differences that the congress becomes no more than a superficial facade,' says Barmani

NAZLAN ERTAN

12 October ,1999, Copyright © Turkish Daily News

Brussels - Turkish Daily News

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has no intention of joining the Kurdistan National Congress, which appears to be dominated by the Kurdistan Workers' Party (PKK), the PUK representative in Belgium told the Turkish Daily News.

This declaration, made by PUK representative Ahmad Bamani, comes in the wake of the self-declared Kurdish parliament-in-exile's decision to dissolve in order to join the Kurdistan National Congress. A good part of the Kurdish parliament had enrolled as members of the congress, including its president, Yasar Kaya. Kaya, however, has distanced himself from the congress, allegedly because he did not want the dissolution of the Kurdish parliament-in-exile.

"Such congresses are needed," said Barmani in an interview with the Turkish Daily News. "Why not have a place where Kurds can discuss their common problems? But there must be some basic understanding about common principals, common goals, and this does not exist at the moment."

He maintained that different Kurdish groups living in different countries had different interests. "We, the PUK, have our own interests. We have our interests as far as Turkey is concerned, and we do not think it is in our interests to antagonize Turkey," he said. "I am one of those who believe that the congress should work with the participation of intellectuals and not in the hands of the political parties. The conditions to bring together the PUK, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the PKK do not yet exist."

"I am afraid that the congress will be rather like the Kurdish Parliament -- there are so many differences that it becomes a superficial facade," he said.

Dominated by the PKK

Barmani maintained that the Kurdistan National Congress was dominated by the PKK, whose members or sympathizers had obtained key positions.

"A congress should not be dominated by parties -- it should be an independent body," he said.

"Dr. Ismet Cheriff Vanli, president of the congress, is a well known Kurdish personality, but one needs to know who the people pulling the strings behind the curtains are," he said. "This was not the right time to form a congress, but many hurried forward -- pushed by the PKK -- because of this important moment created by Ocalan's trial."

Barmani recalled the Kurdish Congress of 1978, when the PUK participated along with Syrian and Iraqi political parties. "Kemal Burkay, head of the Kurdistan Socialist Party (PSK), participated in this congress," he said.

The Kurdistan National Congress was established last summer, and two months later the so-called Kurdish parliament-in-exile announced its decision to end its four-year existence in order to join.

"The Kurdish Parliament was formed in 1995 as one of the Kurdish National Congress's first steps, and its role was to make preparations for a national congress and a national parliament that would embrace all Kurdish peoples. With the formation of this Kurdish National Congress, our aim has been achieved," a press statement from the self-declared Kurdish parliament-in-exile said.

"The Kurdish parliament-in-exile has achieved its historic role and therefore, in line with its founding charter, it will transfer its international responsibilities and affiliations, as well as its material and spiritual values, to the Kurdistan National Congress," the declaration said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, OCTOBER 11, 1999

Iran's Hard-to-Silence Press

Undaunted Reformers Start Another Newspaper

By John F. Burns
New York Times Service

TEHRAN — Undaunted by the closure of its three preceding newspapers, all of which rocketed to the highest circulation in Iran, a group pressing for a more democratic and tolerant form of Islamic rule has opened a fourth daily. Once again, the reformers are challenging the conservative clerics who would have the country remain the bristling, anti-Western, inward-looking creation of Ayatollah Ruhollah Khomeini's 1979 revolution.

The first edition announced itself last Thursday with a banner headline proclaiming "Comeback" and a robust editorial.

"At a time when the world is approaching the third millennium, Islamic people, including Iranians, have to ask themselves what our attitude toward this new age is going to be," the paper said. It added, "The answer is that ease of access to information of all kinds is one standard by which we can differentiate between countries that have established civil societies and those that have not."

Hamidreza Jalaeipour, 41, is a financial backer, editor and columnist for each of the three closed papers and for the new one. He is something of a veteran of the cat-and-mouse game of publishing bold newspapers in a society in which reformers and conservatives are locked in a struggle for Iran's future, and the conservatives control the courts.

Three weeks ago, a judge ordered the closure "forever" of the third of a string of reformist newspapers that Mr. Jalaeipour and his colleagues have published — and been forced to close — in the last 16 months. In the ruling, the judge declared that the daily, Neshat, had insulted Islam with articles chronicling the conservatives' hard-knuckle tactics.

So Mr. Jalaeipour and his colleagues delved into the stock of publishing licenses they took out as a precaution two years ago, when the election of a reformist president, Mohammed

Khatami, emboldened Iranians looking for relief from 20 years of Islamic authoritarianism.

The new paper, Asr-e Azadegan, looks like a clone of its three predecessors. Despite the euphoria at the new paper over being back on the streets, the conservative-controlled Parliament signaled that it intended to strike back by increasing the already broad powers of the press court to close publications.

Reformers plan to boycott Parliament to deny the conservatives a quorum, but the outcome is likely to await a parliamentary election in February in which the two sides will vie for a majority, particularly for the votes of young people in a country where two-thirds of the 69 million inhabitants are under 30.

In the meantime, the 100 editors, reporters and production specialists at Asr-e Azadegan are hoping they can outlast Neshat, the longest-surviving of the paper's predecessors, which published 149 editions before it was closed. Along with the closure of Jaameeh and Tous, Neshat's forerunners, the closures have left the paper's backers with a \$200,000 debt — a heavy burden in a country where newspapers sell for the equivalent of 6 cents and the average monthly salary is less than \$50.

There are worries, too, about the eventual fate of Latif Safari, Neshat's publisher, who held the paper's publishing license. After a trial last month, the 28-year-old judge, Said Murtazavi, sentenced Mr. Safari to 30 months in jail and banned him from journalism for five years, but left him free pending appeal, a process that could take months or even years.

The closure of Neshat and threats made against Asr-e Azadegan even before its first edition are seen by reformers as part of a wider attempt to use the courts to stifle change.

Mashallah Shamsolvaezin, the editor of Neshat and now of Asr-e Azadegan, has written an open letter to Mr. Khatami appealing for him to be bolder in defending reforms. "Everyone understands that what happened to Neshat was because of the complex political

situation in the country," he said. "The clash between the different forces has slammed the brakes on the entire process of change."

Many Iranians think the country could still go one way or the other — toward a more open and democratic society that would enable Iran to rejoin a world it has largely shunned since the overthrow of Shah Mohammed Reza Pahlavi in 1979, or back to the rigidity of the past.

Last week, the man who heads the clerical establishment, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, stunned the country with a speech praising

Mr. Khatami as a pious man who has been working "for the rebirth of Islam." The speech was all the more striking for being delivered at the shrine of Ayatollah Khomeini, his predecessor as Iran's "supreme leader."

Ayatollah Khamenei may have decided that the high-ranking clergy must accommodate Mr. Khatami's reforms, which envisage a continuing "guardianship" role for the top ayatollahs, or risk losing power altogether as popular impatience with the conservatives builds.

Others note that much that has been done to frustrate change — and particularly to thwart the "liberal" intellectual class represented by the reformist newspapers — has been done by the powerful state apparatus that Ayatollah Khamenei ultimately controls.

Late last year, five leading reformers were slain, three of them writers. Within weeks, an inquiry established by Mr. Khatami forced the Intelligence Ministry to admit that the killers belonged to a secret death squad operating within its ranks, supposedly without the knowledge or approval of their superiors.

■ Khatami Stands Behind Hezbollah

President Khatami on Sunday reiterated his support for Hezbollah guerrillas in their war of attrition against Israel's occupation of southern Lebanon, Reuters reported.

Mr. Khatami told Hezbollah's secretary-general, Seyyed Hasan Nasrallah, that the Shiite guerrillas were defending "Islamic-Arabic independence and dignity," Tehran radio reported. Mr. Khatami also called on Hezbollah to respect its own "inner diversity," while remaining united.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, OCTOBER 12, 1999

Iraq Excited In Hopes of Visit by Pope

A Pilgrimage Could Add To Saddam's Prestige

By Douglas Jehl
New York Times Service

BAGHDAD — The very idea is raising hackles in the West. The plan might not come off at all. But in the capital of Iraq, the expected visit is being hailed as a gift from heaven: The Pope is coming.

To hear Iraqi church leaders tell it, the agenda is almost complete — arrival as early as December, a greeting from President Saddam Hussein, a pilgrimage to an ancient holy site, and an outdoor Mass in Baghdad. Somewhere along the line, they say, Pope John Paul II would visit hospitals, to show compassion for ordinary Iraqis.

No matter that no journey has yet been announced, or that Britain and the United States are warning that such a visit could prove unwise. Iraq these days seems determined to redeem itself in the eyes of the world, so what could be better than a visit from the world's most famous messenger of mercy?

The plan is not all fanciful. Over the summer, the Pope said he had a "strong yearning" to visit holy sites in the Middle East this year and early next, to herald the coming of Christianity's third millennium. And though he omitted any mention of them, his prepared text listed

several possible stops, including Ur, the ancient city in southern Iraq that is revered as the birthplace of the biblical prophet Abraham.

Since then, Iraq's friends and enemies around the world have been abuzz, wondering whether the Pope will make a trip that could be seen as coddling one of the world's most repressive dictators.

But Baghdad itself is the kind of place where even rumors tend to sprout into established fact. And, in the eyes of many Iraqis, the prospect of an occasion that might (a) elevate Iraq's standing and (b) stick a thumb in the eye of the outside world has already blossomed into certainty that the Pope will visit.

Iraq has a population of 24 million, but no more than 800,000 are Christians, and only a few of them are Roman Catholics. Nearly all of the Christians — from Chaldean to Syrian to Armenian Catholics — look to Rome for guidance, though, and so Vatican officials have

suggested that a trip would be at least in part a matter of ministering to the flock.

While Christians do have religious freedom in Iraq, it is the state that is omnipresent. No Christian leader, or indeed other Iraqi, dares to challenge Mr. Saddam's authority in public.

Critics of the visit contend that it would be impossible to separate religion from politics on any papal journey to Iraq.

"We have made the point that Iraq has a history of exploiting high-level visits in an attempt to legitimize its brutal policies," a spokesman for the British Foreign Office said of its message to the Vatican.

The State Department has said the United States has expressed a similar concern about the trip's being manipulated for political ends.

Jewish organizations and Iraqi opposition leaders have also appealed to the Vatican, asking that the Pope at least refrain from a meeting with Mr. Saddam if he does decide to make the journey.

As cast by church officials, the highlight of the trip would lie far from this capital, most familiar to Westerners as the target of periodic bombardment by

the United States and its allies in the conflict that has smoldered since the 1991 Gulf War.

Whether it takes place in December, as church leaders here expect, or sometime next spring, as others say, the main stop, they say, would be the visit to Ur, the ancient city 385 kilometers (240 miles) south of Baghdad.

Abraham, described in the Old Testament as coming from Ur and as the first man to worship God, is remembered as the father of Christianity, Judaism and Islam. But, as Iraqi officials point out, logistics and protocol would almost certainly dictate that a papal trip could not begin and end in the Iraqi desert.

Only Baghdad would have the capacity to house a papal delegation.

And it would be difficult for the Pope to snub Mr. Saddam here. As Tariq Aziz, the deputy prime minister, put it obliquely the other day, the Pope's status as a head of state would dictate that his reception satisfy "certain obligations."

Officials like Mr. Aziz, himself a Christian, who scent the prospect of a public relations coup seem to find it hard to contain their excitement.

"When a person like the Pope comes

to Iraq, he brings a lot of people with him, a lot of media, looking at the situation, and that will be good," Mr. Aziz said. "Even people who completely hate Iraq, when they return, they will say something less bad."

Iraqi church officials say they are convinced that the Pope will make at least two hospital visits, to show his concern over the plight of the Iraqi civilians who have had to endure years of UN sanctions from the Gulf War era.

"We hope the Pope's visit would help convince those responsible for imposing the sanctions of lifting them," said Archbishop Emmanuel Delli of the Chaldean Church, who has been among those involved in organizing the visit.

Even if the Pope does share Iraqis' enthusiasm for an Iraqi visit, those who oppose the idea could have one more card to play. Under the current UN sanctions, travel to Iraq is permitted only overland, and it seems inconceivable that the Pope, who is 79 and who appears increasingly frail, would try to weather the 14-hour trip to Baghdad from Jordan's capital, Amman.

La justice allemande demande à Paris l'extradition d'un Kurde

LEIPZIG (Allemagne), 12 oct (AFP) - 13h21 - Le parquet allemand de Leipzig (est) a demandé l'extradition d'un responsable du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, interdit en Allemagne) arrêté le 5 octobre à Paris, a indiqué mardi la police criminelle régionale (LKA).

L'homme, de nationalité turque, âgé de 35 ans, s'appelle Abdullah Ocalan (homonyme du leader historique kurde, mais sans lien de parenté avec lui) et est surnommé "Xebat".

Le Parquet le soupçonne d'avoir été le cerveau de l'occupation du consulat de Grèce à Leipzig, le 16 février dernier.

Celle-ci avait eu lieu parmi nombre d'autres occupations de représentations diplomatiques à travers l'Allemagne et l'Europe, après la capture du leader du PKK, Abdullah Ocalan, à Nairobi où il avait été hébergé dans une résidence de l'ambassade de Grèce.

73 Kurdes avaient envahi le bâtiment occupé par le consulat ainsi que par un cabinet d'expertise fiscale dont le responsable et un jeune employé avaient été brièvement pris en otages.

"Xebat" est également recherché par la justice allemande pour son implication présumée dans une manifestation qui avait fait quatre morts devant le consulat d'Israël à Berlin en février dernier.

La police allemande considère l'homme en détention à Paris comme le responsable régional du PKK à Berlin et dans l'est de l'Allemagne.



Ocalan fait son projet de constitution

ANKARA, 13 oct (AFP) - 12h23 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort et emprisonné sur l'île d'Imrali, a rédigé un document visant à rendre la constitution turque "plus démocratique" et ouverte à une "reconnaissance de l'identité kurde", a indiqué mercredi à l'AFP l'un de ses avocats.

Le document de 25 pages intitulé "Le droit et la question de la liberté kurde", "ouvre un débat sur la constitution (turque) actuelle" et "recherche les moyens de la rendre plus démocratique", a précisé Me Dogan Erbas.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) demande ainsi que les "obstacles contenus dans les dispositions turques à la reconnaissance de l'identité kurde et la liberté d'expression des Kurdes soient levés", a souligné l'avocat.

Le document sera remis le 21 octobre aux juges de la Cour de cassation qui doit examiner la condamnation à mort d'Ocalan, prononcée le 29 juin pour trahison et séparatisme par la justice turque sur l'île prison d'Imrali (ouest).

"Il n'est pas fréquent qu'une personne déjà condamnée soumette un tel document pour sa défense en appel, mais cela arrive. Il n'y a pas de loi qui l'empêche", a souligné Me Erbas.

La Cour de Cassation a repoussé le 7 octobre l'examen de la sentence contre Ocalan, acceptant la demande d'un délai supplémentaire des avocats pour préparer leur défense.

Ocalan a lancé plusieurs appels, depuis sa prison et lors de son procès, pour une solution "pacifique et démocratique" au conflit qui oppose son parti aux forces armées turques dans le sud-est à majorité kurde depuis 1984, ainsi qu'à plus de libertés culturelles et linguistiques pour les Kurdes en Turquie.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK.

Littérature étrangère

MEHMED UZUN

La Poursuite de l'ombre

Préface de Yachar Kemal. Traduit

du kurde de Fawaz Hussain.

Texte français revu par Robert

Scrick. Phébus, 250 pp., 129F.

C'est un roman sur l'exil, le récit d'une errance longue de toute une vie passant de défaites en défaites entre Istanbul, Alexandrie, Le Caire, Alep, Beyrouth, Antioche et tant d'autres cités de l'Orient compliqué. C'est un livre sur l'absence et la poursuite des chimères, la femme aimée comme la patrie toujours rêvée et toujours inaccessible. La vie du héros de *La Poursuite de l'ombre*, Mehmed Selim, «l'intellectuel kurde, la conscience du peuple opprimé, le libertin qui court après les plaisirs», a ainsi été un combat pour rien, un aveuglement volontaire et librement assumé, qu'il ne regrette pas à l'heure du bilan et de la mort. Le ton est tour à tour triste et ironique. Le rythme est celui des vieilles ballades de la littérature populaire du plateau anatolien et rappelle celui des grands récits de Yachar Kemal. Le célèbre écrivain turc d'origine kurde préface d'ailleurs ce livre «où la légende parle sans se forcer la langue du roman», écrit par un auteur pour lequel il ne cache pas son admiration: «Il a réussi à créer une modernité qui soit le produit de l'intime transmutation d'une tradition.» Ce roman est justement le plus célèbre de Mehmed Uzun, inconnu en France bien qu'auteur déjà de quinze livres traduits en une demi-douzaine de langues –dont le turc. Il vient de lancer un appel à Istanbul avec notamment les romanciers Yachar Kemal et Ohran Pamuk pour une reconnaissance de la culture kurde en Turquie. Ce livre, comme les autres de cet écri-

Droit au kurde

Exilé en Suède, Mehmed Uzun publie dans sa langue, interdite d'écriture en Turquie depuis les années 20.

vain qui vit exilé en Suède, représente aussi une expérience littéraire très particulière. Mehmed Uzun parle du drame kurde en écrivain, c'est-à-dire sans langue de bois, sans apitoiement, sans idéologie. Mais surtout il en parle en kurde, en «kurdmandji», la langue des Kurdes de Turquie, marginale sous l'empire ottoman puis interdite d'écriture depuis les années 20 par la République turque créée par Mustapha Kemal Atatürk sur le modèle jacobin. Originaire d'un village proche de Diyarbakir, la capitale du Sud-Est anatolien à majorité kurde, cet écrivain est un pionnier qui a choisi «la littérature plutôt que la politique» pour faire exister son peuple. C'est lors de son premier emprisonnement à l'âge de 17 ans qu'il connut Musa Antar, assassiné il y a cinq ans, intellectuel engagé pendant plus d'un demi-siècle dans la lutte pour la reconnaissance de la culture kurde au sein de la Turquie et auteur du premier dictionnaire turco-kurde. Mehmed Uzun dirigea ensuite un périodique, en kurde *Rizgari* («Libération»), ce qui lui valut un second emprisonnement en 1976. Il partit en exil à Stockholm. Toujours il avait voulu être romancier mais il décida, à la différence de la plupart de ses pairs, d'écrire en kurde. «C'était une vraie gageure car il n'y avait aucune langue littéraire. Les intellectuels parlaient mal le kurde et le mélangeaient à un pâteux jargon politique» raconte Mehmed Uzun, qui

partit à l'écoute des derniers conteurs populaires kurdes pour forger une langue écrite qui ne soit «ni du folkore, ni de la propagande».

Le pari était difficile aussi par manque potentiel de lecteurs. Dans les écoles de la Turquie on apprend le turc et seulement le turc. Intellectuels et écrivains kurdes –dont Yachar Kemal– ont écrit en turc pour toucher le maximum de gens plutôt que dans une langue qu'ils maîtrisent mal. Les bergers ou les paysans qui continuent à parler le kurde ne sont pas a priori de gros acheteurs de livres. «Au début, à peine quelques centaines de personnes pouvaient lire mes romans en langue originale, aujourd'hui ils sont des milliers», souligne Mehmed Uzun. L'an dernier, quand il retourna pour la première fois à Diyarbakir après vingt et un ans d'exil, il fut accueilli par une foule de lecteurs qui pendant huit heures d'affilée patientèrent pour obtenir une signature sur le livre publié en kurde et désormais toléré à la vente en Turquie. *La poursuite de l'ombre*, comme deux autres de ses romans, ont en outre été traduits en turc. Un seul des livres de Mehmed Uzun y est interdit... une histoire de la littérature kurde. A celle-ci, il donne maintenant un nouveau souffle. Son long exil, à la différence de celui de son héros Mehmed Selim, n'aura pas été vain.

MARC SEMO

LEYLA ZANA TRAUMATISÉE PAR LA TUERIE DE LA PRISON CENTRALE D'ANKARA



14 OCTOBRE 1999

Après deux semaines d'interdiction, les députés kurdes emprisonnés ont, à partir du 5 octobre, à nouveau été autorisés à recevoir des visites de leurs proches une fois par semaine pour une durée de 45 minutes derrière des parloirs grillagés.

À cette occasion, nous avons eu la confirmation de leurs conditions de détention. Les trois députés Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, ont été transférés dans un dortoir collectif où sont détenus de 45 à 50 prisonniers politiques pour la plupart accusés d'appartenance au PKK. De son côté, Leyla Zana, qui depuis 1994 logeait seule dans une cellule assez spacieuse est désormais obligée de partager celle-ci avec 5



autres femmes prisonnières politiques accusées d'appartenance à des mouvements turcs d'extrême gauche. Le manque de place les contraint à se relayer pour dormir à tout de rôle. Selon plusieurs témoignages, Leyla Zana reste traumatisée par la répression sauvage d'un mouvement de protestation de certains détenus de la prison centrale d'Ankara. De la fenêtre de sa cellule, elle a assisté à la mise à mort à coups de matraques et de gourdins de sept prisonniers par des centaines de policiers et de gendarmes dans la nuit du 26 septembre 1999. " Ces scènes d'une rare sauvagerie, les cris de suppliciés ne cessent de me hanter jour et nuit " a-t-elle déclaré à ses visiteurs qui l'ont trou-

vée traumatisée, émaciée et en état de choc. Au cours de la répression, Habib Gül, Ertan Özkan, Nihat Konak, Ümit Altintas, Halil, Türker, Mahir Ünsal, Sakir Dönmez, Abuzer Cat, Nihat Salmaz, Ahmet Devran, Zafer Karabiyik, Önder Gencaslán ont perdu la vie.

Le Premier ministre turc avait déclaré que " l'État est décidé à rétablir son autorité à n'importe quel prix ". En l'occurrence, le calme, relatif et éphémère, a été obtenu au prix de la mort de 12 hommes et de centaines de blessés. L'un des survivants de cette tuerie, Cemal Çakmak, dans un témoignage publié par le quotidien Özgür Politika du 7 octobre 1999, affirme que les forces de l'ordre turques disposaient des listes pré-établies de meneurs qui ont été arrêtés au moment des troubles, battus à mort, puis mitraillés pour accrédi-ter l'idée d'affrontements armés à l'intérieur de la prison.

En 1996, une tuerie similaire avait eu lieu dans la prison de Diyarbakir. Les familles des victimes avaient porté plainte et les meurtriers avaient été identifiés. Cependant de renvoi en renvoi, le procès dure encore et les assassins sont toujours en service et en liberté.

LA TURQUIE EST LE PLUS SOLITAIRE DES PAYS AU MONDE

À l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année d'instruction des officiers turcs, le général Nahit Senogul, commandant des académies de guerre turques, a tenu un véritable discours d'épouvante devant les élèves officiers. S'adressant à l'assemblée, le général a déclaré : " Vous verrez ici la vérité : Vous apprendrez ici les ennemis historiques de notre pays. Vous apprendrez aussi les raisons pour lesquelles l'Union européenne ne nous a pas acceptés parmi les siens. Ici, vous apprendrez la grossièreté et la haine du monde arabe contre la nation turque. Ici, vous apprendrez que la Turquie est le plus solitaire des pays au monde. Ici, vous apprendrez que le pays qui a de nombreux ennemis à l'intérieur et à l'extérieur de son pays n'est autre que la Turquie. Vous verrez ici les efforts infects de certains, désireux de prendre leur revanche de la République d'Atatürk, sous couvert de la démocratie, des droits de l'homme et de l'autorité du droit, et en usant de ces grands principes. Et en sortant d'ici vous vous demanderez, hébétés, que la Turquie sauvegarde encore son intégrité avec son territoire et sa nation. Nous sommes obligés de régler nos problèmes nous mêmes. La guerre est le dernier et le puissant moyens que nous devons utiliser ".

IRAN

La pièce qui fait hurler les mollahs

Courrier international publie ici l'essentiel du texte de la pièce de théâtre *Le Concours et l'heure de l'apparition*, qui a été jugée "blasphématoire" par les conservateurs.

► Dessin paru dans
Sobeh, Téhéran.

MOUDJ
Téhéran

(La nuit, à la maison.)

Abbas finit sa prière, se prosterne et s'aplatit autant qu'il le peut sur le sol.

Abbas implore :

— O mon Dieu ! Précipite la réapparition de l'Imam du temps* ! Illumine nos yeux de sa ravissante beauté ! Je veux servir son règne prodigieux. Je ne vis que par son amour. Miséricorde !

Tout en récitant les louanges du Prophète, il sèche ses larmes, ramasse son tapis de prière et se lève.

(La nuit, dans la rue.)

Abbas marche rapidement, il est en retard. Une main se pose sur son épaule.

Un jeune homme l'interpelle.

Abbas sans se retourner :

— Même si tu es un provincial égaré à qui on a dérobé son portefeuille, je n'ai pas un sou à te donner. Va travailler !

— Non ! Abbas... Je ne me suis pas égaré, je suis même venu te montrer le chemin.

— Tu connais mon nom ?

— Je ne connais pas seulement ton nom, je sais tous les secrets de ta vie. Je suis ton Imam du temps.

— Tu plaisantes ?

L'homme hoche la tête. Abbas s'arrête, se jette à ses pieds et gémit en pleurant :

— Seigneur ! Où étiez-vous ? Seigneur ! Je suis prêt à donner ma vie pour vous.

L'homme fait lever Abbas.

— Ne pleure pas ! Aujourd'hui n'est pas le jour des larmes. Abbas ! Sais-tu pourquoi je suis venu te voir ?

Abbas gémit :

— Seigneur, c'est vous le maître des secrets.

— Veux-tu que je te confie une mission ?

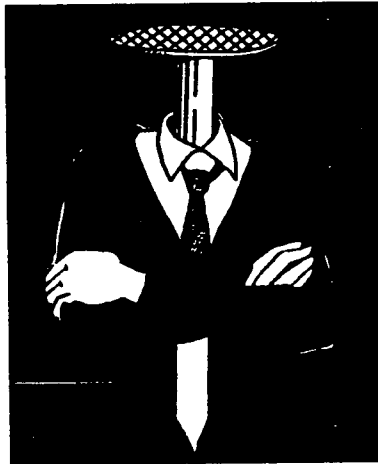
— Est-il possible que je refuse ?... Je ne vis que pour votre amour...

— Vendredi matin, à 8 heures, tu te rases la tête, tu te rends place de la Révolution et, dès le moment de mon apparition, tu recrutes des partisans.

— Vendredi ?

— Et alors ! Est-il trop tard ?

— Ah ! oui, mais... Hélas ! Vendredi, à 8 heures, je passe le concours d'en-



trée à l'université. Reportez votre apparition au lendemain.

— C'est impossible. La volonté divine se réalise le vendredi.

Abbas l'implore et insiste.

— Mais tu es resté caché 1 354 ans et 55 jours. Que se passerait-il si tu ajoutais un jour pour nous ?

— Je te l'ai déjà dit, c'est impossible. Le monde est ainsi, rempli d'injustice et d'arbitraire.

— Mon cher Seigneur, je sais ce qui se passera si vous commencez votre révolution demain. Nous avons déjà eu une révolution. Je vais louper le concours... Votre révolution va durer une année ou deux. Après, il y aura une révolution culturelle. Les universités vont être fermées. Leur réouverture prendra au moins deux à trois ans, ou même quatre autres années. Les 1,5 à 2 millions de candidats de cette année seront 7 ou 8 millions, sans compter ceux venus d'Afrique et d'Asie. Et moi, j'aurai oublié tous mes cours. Alors, il faut que je fasse le deuil de l'université.

— Mais c'est toi qui implorais mon apparition pour faire partie de mes partisans.

— Je l'implore encore mon Seigneur... Si demain, sous ton généreux règne, tu me nommes préfet, je serai un militant sans qualifications, alors que nous avons besoin d'experts... Au moment de notre révolution, les mêmes controverses sont apparues. Vous m'excuserez, je ne veux pas vous

offenser. Mais mon père est tombé dans le même piège : la révolution, puis la prison, et il a laissé tomber

l'université. Après, on lui a confié un poste, mais il s'est totalement planté...

— C'est le dessein de Dieu. Si tu acceptes, tu auras le privilège d'être un martyr de cette grande révolution.

— Zut ! Vous êtes pire que les mollahs. Eux, ils promettaient monts et merveilles. Vous, dès le départ, vous nous mettez dans un linceul... Fidèle que je suis, je ne vous réponds pas. Mais quelqu'un d'autre vous aurait giflé pour ça en vous disant : "Mon bonhomme ! J'ai une femme et des enfants."

— N'es-tu pas amoureux du martyr ?

— Moi ! Je ne vis que pour le martyr.

Je désire avoir cent vies pour les sacrifier. Mais je ne suis pas seul. Je dois aussi répondre des autres... Si je meurs en martyr, ma femme en épousera un autre. Ils ne vont pas s'entendre. Ils éduqueront mal leurs enfants...

— Assez ! J'ai compris. Je dois m'en aller.

— Et encore, ce n'est qu'un aspect. L'autre homme aussi aurait dû se marier avec une autre femme, et cette femme...

L'homme se sépare d'Abbas, il veut s'en aller. Abbas, tout en tenant sa main :

— Où vous sauvez-vous ? Croyez-vous que je vais vous laisser me priver d'université ?

Il plonge la main dans sa poche et en sort un couteau. La scène s'assombrit.

(Plus tard dans la nuit, dans un cercle religieux.)

Les fidèles sont assis par terre et portent chacun un Coran sur la tête. Abbas aussi a le Coran sur la tête. Tous en chœur :

— Bel Hodja té ! Bel Hodja té !**

Abbas se frappe et crie encore plus fort :

— Bel Hodja té ! Mon Dieu, précipite la réapparition de l'Imam de notre temps...

Et il pleure...

Une voix off :

"S'ils me cherchent, les hommes me trouvent, aussi facilement que la chaussure qui leur manque." ■

* Ou "Imam caché" : selon les chiites, il viendra à la fin des temps pour rétablir la justice.

** Invocation des chiites pour implorer l'apparition de l'Imam caché.

KDP reshapes itself at 12th party convention

● US Vice President Al Gore, Palestinian leader Arafat send congratulations to Congress

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

14 October 1999

The Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) is renewing itself at its 12th party convention, which has been taking place in northern Iraq since Oct. 6 with the participation of 1,500 delegates.

The party's political bureau was expected to be renewed at a vote cast late on Wednesday. Thursday is expected to be the last day of the convention.

U.S. Vice President Al Gore, Palestinian leader Yasser Arafat, Austrian, French, Swedish, German and British politicians, the Spanish Basque party and Kosovar Albanians sent congratulatory messages to the party.

Turkish politicians Serafettin Elci, head of the closed Democratic Mass Party (DKP), and Hasim Hasimi of the Virtue Party (FP) also sent messages to congratulate the party, while Ankara silently monitored the convention and issued no official statement.

The KDP's rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), sent a delegation headed by Feridun Abdullah to the convention headed.

Apart from Palestine, Egypt and Jordan are also countries from the same region that have been observing the congress, and in their congratulatory messages positive attitudes towards the Iraqi Kurdish party were expressed.

A KDP official told the Turkish Daily News, "The KDP's internal structure is being renewed, and 11 committees were established in the congress to discuss various political problems."

Turkish minister upbeat after human rights meet with NGOs

14 Oct 1999

Agence France-Presse

ANKARA, Oct 14 (AFP) - Turkish minister of state Mehmet Ali Irtemcelik emerged upbeat Thursday from a day-long conference on human rights with representatives of 23 non-governmental organizations from across the Turkish political spectrum.

It was the first meeting between a government minister and local rights groups, which have been barely tolerated in the past and often seen by officialdom as fronts for "anti-Turkish" activities or mouthpieces for leftist organizations.

"Turkey has a very heavy human rights agenda," Irtemcelik, the minister in charge of the issue, said at the end of the nearly nine-hour meeting. "The fact that we are aware of this is in itself reassuring."

"The frankness, the inquisitiveness, the mutual tolerance and the determination we displayed today will be our guiding light" in improving human rights in Turkey, he said.

Participants ranged from representatives of the IHD human rights association, accused by conservatives of being a mouthpiece for the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), to those of Mazlum-Der, a group that defends religious extremists.

"We have determined what we can do immediately and what we cannot," Irtemcelik said. "Our duty now is to translate the former into acts as quickly as possible and to start a process to bring the latter to maturity."

"We will succeed," he said. "Turkey will enter the 21st century more in tune with itself and its era, and in a state of harmony, prosperity and solidarity."

He denied that the meeting was a cosmetic measure aimed at the EU, whose Commission Wednesday accepted Turkey's candidacy to the European body but refused to start negotiations until political conditions -- human rights in particular -- are met.

"With or without the EU, human rights and democracy are on Turkey's agenda," he said. "The two issues are not linked in any way."

"Turkey has problems and there are reasons for these problems,

but we will overcome them," he said. "This is not a burden that can be carried by a single person or institution, but a responsibility we must all share."

In his opening remarks, Irtemcelik had warned: "The future will depend on how we approach it."

Turkey, he said, like other countries that have problems "with the rule of law, with democracy and with human rights ... must face these problems with an open heart, must make a serious effort to pull itself together and -- because all this is not enough -- must succeed.

"We Turks, Kurds, Bosnians, Circassians, Albanians, Laz and others, Sunnites, Alawites and non-Muslims, form a deep-rooted nation that created a shining republic from the ruins of a world empire," he said. "Yes, we have problems but ... we also have gained enough experience and knowledge, have paid enough dues to have the courage to face these problems".

On the more practical aspects of the issue, Irtemcelik said: "We know by experience and by having paid a heavy price as a nation that international competition is directly and radically linked to democratic maturity and stability."

The chairmen of parliamentary committees dealing with human rights, justice, the interior and the constitution, as well as a number of academics also attended the conference held at the official state guest house.

Haktanir: We're back on track with Tehran

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

October 18, 1999

Turkish-Iranian relations, which have been tense in the past, are back on track, said Turkish Foreign Ministry Undersecretary Korkmaz Haktanir from Tehran in a telephone interview with the Turkish Daily News.

Giving a briefing on his visit to the Iranian capital, Haktanir said that in various fields Tehran-Ankara relations have started to improve.

Haktanir, who is in Tehran to co-chair a political dialogue on Sunday between the foreign ministries of the two countries, pointed out that Turkey and Iran are capable of conducting simultaneous operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Haktanir will be received by Iranian President Mohammad Khatami and will convey a message from Turkish President Suleyman Demirel.

Haktanir will later be received by Iranian Foreign Minister Kamal Kharazzi and the head of the Joint Economic Commission (JEC), the minister for transportation.

"Our relations have entered into a better period, leaving the difficult days behind," Haktanir told the TDN.

Kharrazi is to visit Ankara in January 2000 to boost the already improving relations between Ankara and Tehran.

In order to institutionalize the mechanism between the two foreign ministries, Haktanir will sign a preliminary agreement on Monday, the main framework of which is to be signed in January when the two ministers meet in Ankara.

'The joint struggle against the PKK is reactivated'

Security, especially the issue of PKK infiltration into Turkey from Iraq, has been a major point of dispute between Ankara and Tehran.

However, as a result of the recent negotiations, the two countries came to the verge of an agreement to work in close cooperation against the terrorist activities.

"Progress is being seen in the field of security," the undersecretary said. "The joint struggle against the PKK has been reactivated. The exchange of information and intelligence, and rapid crackdowns on areas suspected [of PKK activity] are being worked on," he stated further.

When asked whether Turkey really accepted to pay compensation to Iran for the recent alleged bombings by Turkish armed forces against Iranian targets, Haktanir said that the payment should not be referred to as "compensation."

"In the past we've paid some money as repairs for losses that were caused mistakenly," the veteran diplomat said.

Economic field

The economic relations between Iran and Turkey were widely debated in Tehran by Haktanir.

"The removal of barriers to trade between the two countries, the better functioning of customs and the reorganization of the border gates, such as Gurbulak, were discussed," Haktanir said.

The establishment of a Turkish-Iranian business council and joint chambers of trade is on the agenda. One of the main components of economic relations between Turkey and Iran is energy, Haktanir emphasized. In addition, the next meeting of the JEC will be held in Turkey in January.

PKK appeals to Demirel

18 Oct 1999
Agence France-Presse

ISTANBUL, Oct 18 (AFP) - The rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) appealed to Turkish President Suleyman Demirel to support its bid for peace in a letter delivered to the authorities by a group of rebels earlier this month and released Monday by the pro-PKK news agency Dem.

"We have sent this group to demonstrate in practice our good intentions and our peace policy," the PKK central committee said in the letter to Demirel, dated September 20.

"We were encouraged in this step by your positive statements," the rebels said, referring to remarks Demirel made several weeks ago during a reception for mayors of southeastern Anatolian towns elected on the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) ticket.

"If the delegation can succeed in laying a positive foundation, then we are ready to legally join the (Turkish) Democratic Republic with all our hearts," the letter said.

The rebels also said their leader Abdullah Ocalan had been ready for peace since 1993, but had not found a chance to communicate this to the Turkish authorities due to "the coolness caused by the war" until he was captured by Turkish agents earlier this year.

"The fact that our chairman is closer to the Turkish state and people in his present position just goes to show once more the accuracy of the Turkish proverb: In everything there is a blessing," the PKK central committee wrote.

Ocalan was sentenced to death for treason in June and is awaiting the outcome of his appeal on the prison island of Imrali.

The high court of appeals meets Thursday to review his sentence.

The PKK group that brought the letter to Demirel -- as well as messages to Prime Minister Bulent Ecevit, the army general staff and the parliament -- was arrested on arrival in Turkey and imprisoned pending trial.

The Turkish authorities have repeatedly denounced the PKK's recent initiatives as a tactical ploy.

Final Statement of the 12th Congress of the Kurdistan Democratic Party

Kurdistan Democratic Party - Oct 19, 1999

The Kurdistan Democratic Party (KDP) held its 12th Congress in Erbil, Capital of Iraqi Kurdistan, from October 6-14, 1999 under the slogan of "Peace, Freedom and Democracy," the Congress opened with the recitation of verses from the holy Koran followed by a one minute silence in honor of the martyrs of the Party and the National Liberation Movement of Kurdistan, including the legendary leader Mustafa Barzani and his son, Idris Barzani.

The Congress was held after the successful completion of local democratic elections and preparations. The Party expressed its readiness to accept and respect the views of the participants and resulting elections for a new leadership as we enter the 21st century.

The KDP is proud that after 53 years from its creation, the Party is able to renew itself with an active and large representation. Representatives from various social sectors, including a significant percentage of women (over 8%), participated in the congress, Furthermore, a large number of United Nation representatives, international NGO's working in the region and various Kurdish and Iraqi political party representatives attended the opening sessions of the Congress.

President Barzani addressed the Congress with an inaugural speech focusing on the maintenance of the democratic experience, consolidation of the peace process, and respect for pluralism, freedom and rule of law. Letters of support from governments, parliaments, and other personalities from the United States, Europe, and Arab states (Egypt, Palestine, Syria), including parties from Turkey, Iran, and the Iraqi opposition, were sent to the Congress.

The show of support illustrated the depth and broadness of KDP relations in Kurdistan, Iraq, Arab countries, the region and the world. The letters also demonstrated the distinguished position the KDP occupies and its effective political rule. The letters expressed their respect for KDP's realistic and balanced policy.

The proceedings of the Congress began with a presentation of a significant report from President Barzani followed by a political report from the Central Committee that tackled various aspects of the Party's organization and necessary proposals to develop the organization. The report inculcated activities of KDP offices, branches and mass organizations including the Kurdistan Army, which is strengthening in terms of power and organization.

The Parliament also presented a report detailing its successful work in passing several laws and decisions to organize the affairs of the region. Later, the Kurdistan Regional Government (KRG) report showed its achievements in the various agencies.

The KRG report included views on how to improve living and health conditions as well as educational institutions.

Delegates of the Congress reiterated the necessity to maintain the federal democratic experience to support the Parliament and KRG and to develop legitimate institutions. Congress members discussed in detail the internal peace process and stressed KDP continued policy of peacefully resolving internal problems on the basis of dialogue and democratic solutions. The KDF

renewed its full commitment to the Washington Peace Agreement and emphasized the full implementation of its articles. The Congress fully approved the alteration and modernization process declared by President Barzani in February 1998.

The report emphasized moving forward on measures to reform the Party's organization, institutions and offices.

The modernization process aspires to enhance the role of institutions in building a civic society. With the principles of expanding the role of political economic and social life for the people, the Congress adopted the following resolutions:

To conduct free elections for municipal councils according to laws enacted by the Parliament;

To create a judicial administrative court;

To establish a center for human rights under the direct supervision of the President,

To establish a civil service board;

To promote administrative and financials monitoring of relevant of offices and committees.

Moreover, the Congress stressed the development and improvement of the party's formal social institutions such as the Martyr's Institute, Ailul Institute and Cadres Pension system.

Under the principles of the separation of powers and independence of the judiciary-system, members of the Congress approved proposals on organizing the political, economic and social life in the region through the implementation of laws regarding activities of political parties, social stratification, carrying weapons, publications of the media and press, and other relevant laws to help maintain the people's rights and liberties.

A number of proposals and recommendations to create ministries for labour and social affairs to seriously address and cope with unemployment and other social phenomena were also Adopted. With regards to the Party's own ranks, the Congress approved amendments to the Party's constitution and program to conform to current developments and organizational growth. To better organize the party's information apparatus, the Congress decided to create an institution for radio and television with the development of Kurdistan's satellite channel.

The Current information system would be modernized through the use of upgraded computers, Internet access and other means of technology with respect to audio and visual media.

At the social level, the Congress stressed the importance of women's role and active participation in the Party's activities, offices, and institutions, including the development of youth sports, arts and educational activities in all vocational and popular areas. Furthermore, the Congress reiterated KDP tolerance and full respect for all religions and the right to worship, including the cultural rights of Turkomans' Assyrians and Chaldeans.

Delegates of the Congress discussed the best means of implementing UNSCR 986, which greatly impacts the life, health and living conditions of our people. A plea was made to the UN to promote greater coordination with the KRG in areas of supervision and implementation of resolutions with the aim to ensure Kurdistan's share from revenues and rehabilitation of infrastructure projects. The Congress also called for activating UNSCR688.

The Congress condemned the Arabization and deportation operations in Kirkuk,

Khanagin, Makhmour, Shekhan, Sinjar and other areas to significantly change the Kurdish national characteristics. The Congress expressed its awareness of the Iraqi people's suffering due to the internal embargo and called for the alleviation of the suffering and improvement of living conditions for all Iraqi people.

The Congress reaffirmed its commitment to the resolution adopted by the Parliament in favor of federalism as the nature of the relationship with the central government within a democratic, parliamentary and pluralistic Iraq. The Congress also called for the right of the Kurdish people for federalism within a unified and sovereign Iraq. The Congress expressed its solidarity with the people of Kurdistan and its support for peaceful solutions to the Kurdish cause in the respective parts.

The Congress confirmed its deep respect for the understanding and friendships with neighbouring countries according to mutual respect and non-interference in the internal affairs of the other. The Congress reiterated its support for the Middle East Peace process the success of the peace talks between the Arab countries and Israel ensures the rights and interests of all people in the region in achieving a comprehensive peace plan. The Congress declared its solidarity with the legitimate rights of the Palestinian people and their right in establishing their own independent national state. Participants of the Congress studied the development of the new intentional order in support of democracy human rights, pluralism and the right to self-determination. The struggle of oppressed ethnic and minority groups have attained the support of the United Nations and western governments. In this era of globalization, the KDP should actively interact and participate in the international linkage system. On this occasion, the Congress warmly greeted the international community and allied countries for their support and protection of Iraqi Kurdistan. A warm greeting was also extended to those governments and parliaments that have shown solidarity with the Kurdish cause and experience.

Because the Kurdish cause has gained increasing support and solidarity from official international circles, a special report concerning Kurdish developments in the new international arena was presented. Following the reading of the political report, 11 committees were formed to discuss different aspects and chapters of the report regarding the party, military, parliament and government agencies.

After much debate and discussion, the respective committees submitted conclusions of their studies and amendments as reports to the full Congress. Once the reports were fully discussed by the Congress in a democratic manner, the matter was put forward for a vote. The entire Congress was conducted under transparent and democratic ideals the general public followed the entire events of the Congress due to its semi-public nature, which is a rare experience in the region.

The internal and external public attention to the Congress through various media resources illustrates KDP's significant role in Iraq and the region.

As a legally licensed party, the KDP requested for legal supervision of its electoral process. Representatives from the Ministry of Justice and Interior and the KDP appointed 12 judges to participate by rendering technical and administrative oversight in carrying out the elections in accordance to the rules of the law. 1,473 delegates took part in the voting process, 83 members were nominated as candidates of which 31 were elected to the central committee, with another 9 as alternates or stand-byes.

The election process was approved in an official legal statement. Delegates of the Congress re-elected Mr. Massoud Barzani as the President and Mr. Ali

Abdullah as Vice-President. The President presented 37 veterans of the party with the Barzani medallion.

In the first regular meeting with the attendance of President Barzani, the new central committee voted to elect 9 members for the new Political Bureau, which in turn elected a Secretary. At this meeting, President Barzani's new peace initiative was discussed to activate the internal peace process. Central committee members approved the initiative and its implementation.

In concluding the proceedings, the Congress expressed its appreciation for the people of Erbil for hosting the members of the Congress and their role in ensuring the security and safety of the city. In honor of the founder of the Party and symbol of the Kurdish national movement Mustafa Barzani and the memory of Idris Barzani, KDP's 12th Congress was successfully concluded.

PKK group worried messages not getting through

19 Oct 1999
Agence France-Presse

ISTANBUL, Oct 19 (AFP) - A group of Kurdistan Workers' Party (PKK) militants who surrendered earlier this month with messages of peace for the Turkish leadership Tuesday said they were concerned their messages were not getting through.

"We are worried whether or not the letters from the PKK leadership council brought to Turkey by our peace group and addressed to the president, the prime minister, the chief of general staff and the speaker of parliament have reached their destinations," Ali Sapan, the leader of the group, said in a written statement released by his lawyers here.

"Our concern has been heightened by the fact that none of the people the messages were addressed to have publicly said anything about the matter," he added.

Sapan and seven other rebels who entered Turkey via the southeastern border on October 1 were arrested after surrendering to Turkish forces with their messages from the PKK leadership.

They are currently imprisoned in the eastern province of Van, awaiting trial on charges of membership in a criminal organisation.

In its messages, the PKK reiterated its pledge to end the war and return to Turkey to surrender if favorable terms are offered.

"We have sent this group to demonstrate in practice our good intentions and our peace policy," the PKK central committee said in its letter to Turkish President Suleyman Demirel, which the pro-PKK news agency Dem released Monday.

"If the delegation can succeed in laying a positive foundation, then we are ready to legally join the (Turkish) Democratic Republic with all our hearts," the letter said.

In Tuesday's statement, Sapan said the PKK wanted a general amnesty for PKK members to be included in a limited amnesty law recently adopted by the Turkish parliament but vetoed by Demirel.

Another recent piece of legislation -- a "Repentance Law" under which rebels who did not participate in armed combat and are willing to inform against the PKK can be granted clemency -- is also "far from being helpful to finding a solution", Sapan wrote.

The Turkish authorities have so far neither acknowledged receipt of the messages nor commented on the substance of the letters.

Le PKK appelle le président turc à soutenir ses efforts de paix

ISTANBUL, 18 oct (AFP) - 16h55 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a appelé le président turc Suleyman Demirel à soutenir ses efforts de paix, dans une lettre remise par un groupe de militants qui s'est rendu aux autorités, a rapporté lundi l'agence pro-kurde DEM.

"Nous avons envoyé ce groupe pour manifester notre bonne volonté et nos efforts de paix", précise la lettre du comité central du PKK datée du 20 septembre, diffusée par l'agence reçue à Istanbul.

"Nous avons été encouragés à faire ce pas par vos déclarations positives", indique la missive, en référence à des propos tenus par M. Demirel lorsqu'il avait reçu les maires de sept villes du sud-est élus en avril sur les listes du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP).

"Si la délégation réussit à créer une base positive, nous serons prêts à rejoindre légalement et de tout coeur la République démocratique (turque)", souligne la lettre.

Le PKK a affirmé que son chef Abdullah Ocalan était prêt à faire la paix depuis 1993 mais n'avait pu communiquer son intention aux autorités turques en raison de la "froideur causée par la guerre", jusqu'à sa capture au Kenya en février dernier.

"Le fait que notre président soit plus près de l'Etat turc et de son peuple dans sa situation actuelle démontre une fois de plus le bien fondé du proverbe turc: de tout mal naît un bien", ajoute la lettre.

Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme, attend l'examen en appel de la sentence. Il a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter sa lutte armée et lancé plusieurs appels à une solution "pacifique et démocratique" au conflit qui oppose son parti aux forces armées turques dans le sud-est à majorité kurde depuis 1984.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser jusqu'au bout le PKK.

Un groupe de huit membres du PKK était entré en Turquie depuis l'Irak le 1er octobre et s'était rendu aux autorités à Semdinli (extrême sud-est), suivant un appel d'Ocalan. Il a été écroué après avoir comparu devant un tribunal à Van (est).

Le groupe était porteur de messages pour le président turc, le Premier ministre, le président du parlement et le chef d'état-major des armées.

Quand l'Europe recourt à des enfants soldats

Selon un collectif d'ONG, le PKK, l'UCK ou les Britanniques enrôlent des mineurs.

Les enfants-soldats existent en Europe, et même en Europe de l'Ouest. C'est ce que s'est attaché à établir un regroupement d'organisations non gouvernementales, baptisé Coalition contre l'utilisation des enfants-soldats, qui inaugure aujourd'hui à Berlin une conférence de trois jours. Des jeunes de moins de 18 ans ont été ou sont encore utilisés lors de conflits en Europe, notamment par les forces armées britanniques, par l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie. Au Royaume-Uni, il y a actuellement 6600 soldats de moins de

18 ans dans les rangs armés. Des soldats mineurs ont été utilisés dans des conflits en Irlande du Nord, et d'autres «ont été tués dans la guerre du Golfe et aux Malouines», selon ce collectif regroupant notamment Amnesty International, Terre des hommes, ainsi que plusieurs ONG latino-américaines et africaines. De plus, «cinquante jeunes de moins de 18 ans servent dans le contingent britannique de la Kfor au Kosovo, en dépit de l'interdiction de cette tranche d'âge dans les forces de maintien de la paix de l'ONU».

Les séparatistes armés du PKK, qui ont créé des «régiments

d'enfants», compteraient 3000 mineurs dans leurs rangs, dont 10 % de filles. Les plus jeunes auraient 7 ans. Nombre de ces jeunes Kurdes ont été formés dans des «camps d'été» en Suède et en France – sur le plateau du Larzac. L'UCK a également recruté des mineurs au Kosovo même, ainsi qu'en Albanie et dans l'ancienne république yougoslave de Macédoine, et les a armés de fusils automatiques pour combattre les Serbes. La république fédérale de Yougoslavie aurait recruté un nombre indéterminé d'adolescents de moins de 18 ans après le début des bombar-

des «Tigres» serbes aurait aussi embrigadé 500 jeunes Macédoniens. La présence d'enfants de 12 ans parmi les combattants indépendantistes tchéchènes a par ailleurs été rapportée en 1996, rappelle la Coalition. Plus largement, elle déplore qu'en Europe le recrutement soit légalement possible à 17 ans (sur la base du volontariat) dans plusieurs pays: Autriche, Croatie, Chypre, Danemark, Grande-Bretagne, Estonie, république fédérale de Yougoslavie, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie, Norvège ● (Avec AFP)

LIBERATION
18 OCTOBRE 1999

Le groupe du PKK qui s'est rendu préoccupé par le manque d'écho à son geste



ISTANBUL, 19 oct (AFP) - 14h38 - Le groupe de militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui s'est rendu début octobre aux autorités turques s'est déclaré mardi préoccupé par le sort des messages de paix destinés aux responsables turcs dont il était porteur.

"Nous sommes préoccupés par le sort des messages du PKK et ignorons s'ils ont été transmis à leurs destinataires : le président, le Premier ministre, le président du parlement et le chef d'état-major des armées", a indiqué Ali Sapan, chef du groupe, dans un communiqué diffusé par ses avocats et reçu à l'AFP.

"Notre préoccupation est d'autant plus grande que les personnes auxquelles sont adressées les missives n'ont fait aucune déclaration sur l'affaire", a-t-il précisé.

Un groupe de huit membres du PKK était entré en Turquie depuis l'Irak le 1er octobre et s'était rendu aux autorités à Semdinli (sud-est), suivant un appel du chef du PKK Abdullah Ocalan. Ils avaient été écroués après avoir comparu devant un tribunal à Van (est).

Dans ses lettres, le PKK a appelé les responsables turcs à soutenir ses efforts de paix pour mettre un terme à plus de 15 ans de combats entre ses maquisards et les forces armées turques dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

"Nous avons envoyé ce groupe pour manifester notre bonne volonté et nos efforts de paix", précise la lettre du comité central du PKK datée du 20 septembre destinée au président Suleyman Demirel, diffusée lundi par l'agence pro-kurde DEM.

"Si la délégation réussit à créer une base positive, nous serons prêts à rejoindre légalement et de tout coeur la République démocratique (turque)", souligne la lettre.

Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme, attend l'examen en appel de la sentence. Il a ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter sa lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK.

The Iraqis Are Victims of Saddam, Not of the Outside World

By Samuel R. Berger

WASHINGTON — Various diplomats attending the recent UN opening session chided proponents of continued sanctions against Iraq for being insensitive to the plight of the Iraqi people. The people of Iraq are indeed suffering today, but the cause is not sanctions. It is the policies of Saddam Hussein.

When the United Nations first imposed sanctions against Iraq, immediately after the invasion of Kuwait, it exempted food, medicine and other humanitarian supplies. Soon after the Gulf War, the United States took the lead in proposing that Iraq be allowed to sell controlled quantities of its oil to pay for these critical humanitarian needs.

For five long years, Saddam refused to do so, hoping to manipulate international opinion by perpetuating the misery of his people.

Now that the oil-for-food program is finally being implemented, it is making a real difference in the lives of the people. This year oil-for-food is expected to generate nearly \$7 billion for use by Iraq to purchase food, medicine and humanitarian goods. The food supply in Iraq has grown, providing the average citizen with approximately 2,030 calories a day, an amount exceeding the UN-recommended daily minimum.

In fact, the amount of food and medicine that Iraq has been able to purchase under this program is greater than all of the humanitarian aid that the United Nations has provided to all the other countries in the world in the last three years.

Even so, Saddam continues to hinder the program and deprive all his people of its benefits. Today, according to the

United Nations, one-third of all the medicine that has arrived in Iraq since the start of the oil-for-food program sits undistributed in Iraqi warehouses.

Despite a 50 percent increase in oil revenues, Iraq has increased the amount earmarked for food purchases by just 16 percent. Despite infant malnutrition, Iraq has spent less than 40 percent of the \$25 million that has been set aside for nutritional supplies, and until just a few weeks ago had gone more than 18 months without ordering a single nutritional supplement.

Not only is Saddam depriving his people of food, he is selling it illicitly for his own profit. Baby milk sold to Iraq through the oil-for-food program has been found in markets throughout the Gulf region.

Recently, Kuwaiti authorities stopped a shipment coming out of Iraq that included baby powder, baby bottles and other nursing materials for resale overseas. And the Kuwaiti Coast Guard has seized three cargo vessels that were trying to smuggle more than 600 tons of food and foodstuffs out of Iraq.

We know where that money is going. Since the end of the Gulf War, Saddam has built 48 grand palaces, complete with gold-plated faucets and man-made lakes and waterfalls.

Five months ago, Iraqi officials inaugurated Saddamiyat al Tharthar, a lakeside resort for high government officials that contains stadiums, an amusement park, hospitals, parks, and new homes, at a cost of hundreds of millions of dollars.

Top military officials are provided with extra monthly

food rations, a Mercedes and stipends in the thousands of dollars, while most Iraqis are forced to live on less than \$3.50 a month.

All of this is obscene.

It's telling that, according to Unicef, in northern Iraq, which is under the same sanctions as the rest of Iraq but where the United Nations directly administers humanitarian assistance, child mortality rates have fallen below pre-Gulf War levels, and children are living better lives. In southern and central Iraq, where the government controls the program, child mortality rates have more than doubled.

Opponents of current policy need to consider the alternative. Under sanctions, Saddam must sell the commodity he values most to meet the needs of those he values least, the people of his country. If sanctions were lifted, he could spend his oil wealth on anything he wanted. Oil for food would likely become oil for tanks. Iraq's people could well have less to eat. Iraq's neighbors would certainly have more to fear.

Saddam's priorities are clear: palaces for himself, perks for his cronies, prisons for his people, and weapons to destroy Iraq's citizens and neighbors.

Meanwhile, the UN Security Council is unanimous in its judgment that Iraq has not fulfilled its obligations to the international community. It has not disarmed. It has not forsworn the development of weapons of mass destruction. It has not renounced the use of chemical and biological weapons. It does not respect the international border with Ku-

wait, and has not accounted for Kuwaiti prisoners of war.

It has not stopped the repression, torture and abuse of its own people, from Kurds in the north to Shiites in the south.

There is no conflict here between the demands of sensitivity and security, no trade-off between feeding the people of Iraq and freeing the Gulf region from fear. In fact, the only realistic way to achieve both goals is to encourage a new regime in Iraq that will meet the needs of its people and its obligations to the world.

When that new regime emerges, the United States is prepared to do its part to help foster economic development, restore Iraqi civil society, replenish the middle class, rebuild Iraq's health and education sectors, and welcome Iraq back into the community of nations.

We should work together, with patience and determination, until that day when we can not only lift sanctions but truly lift the lives of the Iraqi people.

The writer is the U.S. national security adviser. He contributed this comment to the International Herald Tribune.

OCTOBER 20, 1999

INTERNATIONAL
Herald Tribune

PHOTO BY THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Final Statement on the Joint Meeting Between the KDP and PUK

On October 22, 1999, a senior level KDP delegation headed by Mr. Nichervan Barzani visited Mr Jalal Talabani and the PUK Politburo in Sulaimanya to strengthen bilateral ties between the two parties and advance the peace process as outlined in the Washington Agreement. Mr. Talabani along with members of the PUK Politburo warmly received the KDP delegation.

Both delegations met under the auspices of Mr Jalal Talabani and Mr. Nichervan Barzani to discuss measures to implementing the Washington Agreement, consolidate peace, and unify the political approach towards major issues. To facilitate the negotiations, both sides agreed to postpone discussions of the decisive issues and to establish an agenda to address the less problematic ones.

The two sides reached an agreement on the following steps:

- (1) All remaining prisoners and detainees will be unconditionally released within one week without any delay;
- (2) Thirty (30) IDP families from each side will be repatriated to their original places within one week as a symbolic gesture. A plan will be drawn shortly thereafter to facilitate the voluntary repatriation of a larger number to ensure their safe return with dignity;
- (3) The KDP will open offices in Sulaimanya and Kallar; while the PUK will open offices in Erbil and Dohuk in November. The offices will pave the way for opening PUK centers and KDP branches in these designated areas to normalize relations in Iraqi Kurdistan;
- (4) To coordinate efforts regarding the implementation of UNSCR 986, namely to identify the needs of the people in Iraqi Kurdistan and establish projects to overcome any obstacles in implementing the projects in the region;
- (5) To continue cooperating with the Iraqi National Opposition, and to coordinate approaches towards the Iraqi opposition;
- (6) To condemn the arabization campaign that deliberately attempts to change the national identity of the Kurds living in areas currently under the control of the Iraqi regime. To work for a democratic, parliamentary and federal Iraq. To advance federalism for Iraqi Kurdistan;
- (7) To organize the free movement of people and trade between the two areas;

The issue of revenues was discussed. In the next few days a decision of settlement will be taken. Finally, both sides agreed to continue exchanging visits by the leaders to continue talks and strengthen bilateral ties.

The KDP delegation included Sami Abdul Rahman, Jawher Namiq, Dr. Roj Shawyis, Azad Berwari, Zaim Ali, Falak Aldeen Kakai, Sarbaz Hawrami and Dr.

Abdullah Agreen, while the PUK delegation comprised of all members of the PUK politburo.

Beloved Turkish Author Pleads for Kurds

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ISTANBUL — Turkey's most prominent cultural figure, the novelist Yasar Kemal, has urged the government to "save Turkey from her shame" by granting more rights to Kurds and ending the 15-year-old war in the mostly Kurdish southeast.

With four other writers seated beside him at a recent news conference, Mr. Kemal, who is of Kurdish descent, called the Kurdish issue Turkey's "most critical problem."

He said the government's refusal to grant cultural rights to Kurds was a huge mistake.

In calling for greater rights for Turkey's Kurds, estimated to number 10 million to 15 million, and for an end to the use of force in the southeast, Mr. Kemal was violating taboos of Turkish politics. He and his four supporters could face prosecution for advocating Kurdish nationalism.

Periodically over the last 15 years Turkish intellectuals have spoken out against the government's policy toward Kurds. With fighting in the Kurdish region decreasing and the principal insurgent leader in jail, Mr. Kemal and his four supporters

decided that the time was right for another appeal.

Mr. Kemal urged that the Kurds "be given their rights and dignity so that they can once again become a dynamic entity in Anatolia and Turkey." The government vigorously denies the discrimination.

"They will swear at us, but let them know that the truth cannot be destroyed with curses," Mr. Kemal, 77, said of Turkish officials.

Others who signed a statement urging more rights for the Kurds seemed equally unconcerned with the prospect of prosecution. "Frankly, we don't care," said one of them, Ahmet Altan, an essayist and social critic.

"In trying to wage war against the Kurds, we lost our war for civilization," Mr. Altan said. "Unfortunately we are not part of the civilized world now. But we want to be."

The writers' statement was endorsed by 46 cultural figures from other countries, among them Guenter Grass, Nadine Gordimer, Ingmar Bergman, Arthur Miller, Harold Pinter and Elie Wiesel. But it was the presence of Mr. Kemal, who towers over modern Turkish literature, that gave the statement resonance.

Mr. Kemal's novels are written in a simple, direct style that has made him immensely popular. Often they tell stories of oppression so cruel that it drives victims to rebellion. His best-known work, "Mehmet, My Hawk," may be the most widely read of all Turkish novels.

Turkey's political class maintains a paradoxical relationship with Mr. Kemal. When he wins international recognition, government officials congratulate him and bask in his reflected glory.

But prosecutors have shown themselves ready to file charges against him for his pro-Kurdish statements, although his celebrity is evidently sufficient to protect him.

There appears to be growing support in Turkey for a review of policies toward Kurdish nationalism, but the government has given no sign that it is considering any change of direction.

Discussion of human rights issues in Turkey is especially sensitive now because the European Union may soon decide whether to accept Turkey as a candidate for membership. Leaders of several European countries have said Turkey cannot qualify as long it does not end the Kurdish conflict and the human rights violations that have accompanied it.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

October 22, 1999

Large-scale arrests in Turkey of pro-Iranian Kurdish group

DIYARBAKIR, Turkey, Oct 20 (AFP) - Turkish police here said Wednesday they had arrested 92 members of the pro-Iranian Kurdish opposition group Hizbullah, including a number of senior figures, in a major round-up carried out last week.

A large number of weapons and documents belonging to the organisation were also seized, police said.

Hizbullah, based mainly in the southeastern cities of Diyarbakir and Batman, is known for its opposition to the main Kurdish separatist force, the Kurdistan Workers' Party (PKK), with which it fought a bloody internecine conflict between 1991 and 1993.

According to police, seven of those arrested have asked for amnesty under the terms of a so-called "Repentance Law" recently adopted by the Turkish parliament.

The law, aimed principally at the PKK, offers freedom from prosecution for members of banned groups, as long as they have not taken part in armed attacks and are prepared to give information about their organisation.

Ocalan appeal verdict set for November 25

ANKARA, Oct 21 (Reuters) - A Turkish court will rule next month on Kurdish rebel chief Abdullah Ocalan's appeal against a death sentence, a judge said on Thursday.

Appeals Court presiding judge Demirel Tavil told a hearing closely watched by European Union countries that the court would adjourn until November 25, when it would

deliver a verdict on a sentence Turkey's Western allies have urged not to be carried out.

Ocalan's defence lawyers have asked the appeals court to order a retrial on the grounds that Ocalan has told his Kurdistan Workers Party (PKK) to abandon an armed struggle that has cost more than 30,000 lives in 15 years. They have called for the death sentence to be commuted to life imprisonment.

Ocalan was sentenced to hang in June for treason and orchestrating the PKK's struggle for Kurdish self-rule. He says the group no longer wants Kurdish autonomy and instead seeks vaguely defined cultural rights through a peaceful political dialogue.

Turkey refuses to negotiate with a group it classes as "terrorist."

Turkey is under pressure from the European Union, which is holding out the prospect of candidacy for Ankara in December, not to hang Ocalan and to grant Kurdish cultural rights.

Ocalan fights death sentence

BBC

Oct 21, 1999

By Chris Morris in Ankara

Lawyers for Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan have gone to court in an attempt to get his death sentence overturned.

Ocalan, who is still incarcerated on the prison island of Imrali, south of Istanbul, will not appear at the appeal hearing.

His lawyers say they intend to read the Ankara court a summary of an 85-page defence statement.

Many people still want the PKK's leader go to the gallows. They will argue that Ocalan should have been tried under a different section of the Turkish penal code, which would have meant that the death penalty could not be applied.

They also intend to refer to a report published last week by the European Commission which said it hoped better relations between Turkey and the EU would not be spoiled by a decision to go ahead with Ocalan's execution.

This appeal process is automatic and the court will hear arguments from both sides before retiring to review a huge amount of written evidence.

Turkish forces have fought a bitter war with Ocalan's PKK rebels. Most observers expect the court to uphold the original verdict, although it could take several weeks for a decision to be announced.

If the death sentence is confirmed, it would then be up to the Turkish parliament to decide whether it should actually be carried out. Campaign for peace Ankara blames Ocalan for tens of thousands of deaths during his PKK rebel movement's 15-year armed campaign for Kurdish autonomy.

Ocalan was sentenced for treason and separatism after a dramatic trial in a specially-built courtroom on Imrali, where he has been held as the only inmate since his capture in February.

>From his prison cell, Ocalan has launched what he called the "campaign for peace"; ordering his PKK rebels to withdraw from Turkey.

Many people are still in favour of sending him to the gallows but others believe Turkey would pay too high a price in terms of condemnation from abroad.

Abdullah Ocalan continues to stir strong emotions among friend and foe alike. Meanwhile, an extremist underground Islamic group is reported to have claimed responsibility for a bomb attack that killed former culture minister, academic and journalist Ahmet Taner Kislali in Ankara on Thursday.

Les Moudjahidin du peuple, une opposition devenue secte

IRAN. Deux dissidents de l'organisation hostile au régime de Téhéran dénoncent les méthodes qui ont cours au sein de ce mouvement : séparation des enfants de leurs parents, haine de la culture, culte du chef et de son épouse...

AL HAYAT
Londres

Haqqé Mani et Mohamed Reza Eskandari sont deux militants de l'opposition iranienne actuellement installés en Europe. En dissidence avec les orientations idéologiques des Moudjahidin du peuple, ils travaillent, avec des centaines d'autres opposants iraniens, à rénover le discours politique de l'opposition et à rectifier ce qu'ils jugent être les gravissimes "fautes tactiques" commises par les Moudjahidin du peuple.

Ce mouvement se comporte avec les autres familles de l'opposition selon une philosophie du tout blanc ou tout noir, sans permettre à la moindre nuance de s'exprimer. Il veille à maintenir ses militants dans un corset de fer idéologique. Les combattants sont ligotés par divers engagements compromettants, ce qui les dissuade de formuler publiquement la moindre critique ou la moindre réserve. Il suffit de comparer le lexique de cette organisation avec un discours démocratique pour comprendre le fossé qui l'en sépare. La stricte discipline du mouvement tend à criminaliser la culture et s'oppose par exemple à l'institution de la famille, afin de forcer militants et militantes à se concentrer sur la lutte...

Haqqé Mani s'est rallié aux Moudjahidin du peuple il y a vingt-deux ans. Il estime que l'organisation, qui a compté jusqu'à 16 000 combattants entraînés, a perdu beaucoup de sa capacité d'initiative et de sa combativité à la suite de la décision de Massoud Radjavi [le chef suprême des Moudjahidin] de retirer les combattants du sol iranien et de les envoyer dans des camps en Irak. Selon Haqqé Mani, "l'organisation a lancé une vague d'assassinats en 1986 contre des responsables iraniens à Paris".

Il reproche à Radjavi d'avoir toléré un taux inacceptable de pertes humaines parmi les Moudjahidin du peuple afin d'"atteindre des objectifs très limités qui ne justifiaient aucunement

► *Massoud Radjavi, chef suprême des Moudjahidin du peuple, devant le portrait (accroché sur la carte de l'Iran) de sa femme, Maryam Radjavi.*

■ **Prophétie**
Au cours d'une réunion dans l'une de ses bases secrètes en Irak et en présence de milliers de ses fidèles, le chef des Moudjahidin du peuple, Massoud Radjavi, a annoncé que "le régime iranien sera [il] renversé avant l'élection présidentielle de mai 2001", rapporte le quotidien Asharq al-Awsat. A noter que, cette année, le mouvement iranien a tenu en Irak deux réunions exceptionnelles avec ses responsables politiques et militaires. La marginalisation croissante des Moudjahidin au sein de la société iranienne ne semble pas leur permettre de tels excès d'optimisme.

■ **Les Moudjahidin au féminin**

L'organisation - dont les militantes se couvrent la tête - ne manque jamais une occasion de montrer son souci de promouvoir la femme au sein

de ses propres institutions. Ainsi, le nouveau secrétaire général des Moudjahidin du peuple, élu en septembre dernier, est M^{me} Beheshteh Shadrou, rapporte le quotidien *Al Quds al-Arabi*. Elle succède

à une autre femme, M^{me} Mahvash Sepehri, qui fut élue en 1997. Par ailleurs, M^{me} Maryam Radjavi a été, depuis quelques années, désignée comme "future présidente de la République iranienne".

Après tout, elle est l'épouse du leader du mouvement, Massoud Radjavi.



le volume des pertes". Radjavi, selon ce dissident, expliquait sa ligne de cette manière : "La liquidation d'un seul partisan du régime vaut la mort de huit d'entre nous. C'est un sacrifice utile et c'est une bonne publicité pour notre mouvement."

LE MARIAGE EST QUALIFIÉ DE "FORME D'ESCLAVAGISME"

La déception de Mani fut sévère quand Radjavi se lança, en 1986, dans une "seconde révolution idéologique", au cours de laquelle il imposa une réorganisation du mouvement et une "nouvelle culture", qui furent autant de nouveaux fardeaux sur les épaules des militants. "Il a dissous le Comité central, et tous ses membres sont redevenus de simples militants." Puis il lança cette étrange innovation : le divorce obligatoire pour les militants, en qualifiant le mariage de "forme d'esclavagisme". Radjavi pensait que la vie familiale affaiblissait la dévotion des hommes vis-à-vis de l'organisation, alors qu'ils devaient être entièrement dévoués au mouvement et à sa personne. Aux termes de la "seconde révolution idéologique", les enfants durent être séparés de leurs parents et envoyés à l'étranger. Radjavi s'est chargé de faire appliquer cette mesure au cas par cas, cherchant des militants ou des parents installés en Europe ou aux Etats-Unis qui pourraient accueillir les enfants. En l'absence de famille à l'étranger, ceux-ci étaient envoyés dans des orphelinats et des écoles spéciales, créées en Allemagne et aux Pays-Bas par les Moudjahidin. Près de 500 enfants ont ainsi été envoyés à l'étranger : ils étaient confiés à l'organisation au cours d'une cérémonie réglée par avance, où les parents récitaient un texte affirmant : "Je donne mon enfant à Massoud et à Maryam [son épouse]."

A cette époque, Radjavi imposait aussi aux membres de la direction du parti un cérémonial immuable à l'ouverture des séances : chacun devait poser ses deux mains sur la table, afin que le chef s'assure qu'aucun ne portait d'alliance, encore appelée "bague de l'esclavage". Radjavi aimait répéter pendant sa "révolution culturelle" : "Je ferai de vous des hommes nouveaux ; donnez-moi tout ce que vous possédez, marchez par mes jambes et parlez par ma langue." Cette révolution rencontra une résistance grandissante, d'autant plus que Massoud Radjavi lui-même avait épousé Maryam en 1985... Environ 600 militants se séparèrent du mouvement pour protester contre la règle du "divorce obligatoire". Radjavi les fit arrêter, et la plupart furent incarcérés.

A la suite des pressions et des protestations des militants, Radjavi finit par faire de l'autorisation de mariage une "grâce" qu'il accordait comme récompense aux combattants méritants. Bien entendu, de tels mariages n'étaient aucunement un choix librement consenti par les deux parties : le chef se contentait de jeter quelques photos d'identité devant l'heureux élu en lui demandant de choisir celle qui lui plaisait le plus. A partir de 1990, ce furent les séances de confession et d'autocritique qui occupèrent le champ des relations sentimentales : tout militant ressentant quelque penchant pour une de ses camarades était tenu de s'excuser devant elle publiquement, dans des séances d'aveux dûment

enregistrées sur vidéo et archivées au siège central du mouvement.

Haqqé Mani a participé à plusieurs opérations militaires contre l'Iran, appuyées par l'aviation et l'artillerie irakiennes. La dernière opération à laquelle il prit part fut un échec, l'organisation des Moudjahidin perdant 1 200 combattants, morts ou blessés. Selon lui, lors de l'invasion du Koweït, "l'atmosphère dans l'organisation était à l'enthousiasme et à la fraternité avec l'Irak, du moins dans une première étape. Mais l'optimisme du début ne tarda pas à s'éroder lors des développements de la guerre du Golfe. Massoud Radjavi changea au moins trois fois de position à propos de l'occupation du Koweït. Puis, dernière volte-face, à la fin des combats, une fois la poussière retombée et les troupes irakiennes évacuées du Koweït, il s'est de nouveau rangé auprès du chef irakien. C'est à cette époque qu'a été inaugurée une collaboration militaire directe entre l'armée irakienne et les Moudjahidin, qui se sont transformés en troupes supplétives aidant à réprimer le soulèvement populaire contre Bagdad et à empêcher les Kurdes de parvenir jusqu'aux plaines menant à la capitale."

"IL FAUT ÉLIMINER LES KURDES : UTILISEZ POUR CELA LES CHARS..."

Lors d'une réunion plénière des militants, quelques jours après l'invasion du Koweït, la direction du mouvement expliqua à la base sa philosophie du moment, résumée par le concept de "stratégie de l'outre de lait" : selon les dirigeants du mouvement, le Koweït était une outre de lait percée fuyant de toutes parts et il convenait de s'arroger une part du butin. La réunion, selon Haqqé Mani, ne fut pas un succès pour la direction : des dissensions se firent entendre, certains refusant la "logique de l'outre". C'est ainsi que Radjavi envoya au Koweït occupé des détachements de combattants des Moudjahidin du peuple, afin de rafler ce qui pouvait l'être. Les bases du mouvement se virent soudainement approvisionnées en réfrigérateurs et en denrées occidentales importées du Koweït.

L'affaiblissement de l'armée irakienne après la guerre du Golfe eut pour conséquences l'enrôlement des militants des Moudjahidin du peuple sur le front intérieur irakien et leur participation à la défense du régime en place. Radjavi justifia cette collaboration en expliquant que la défaite de Bagdad menacerait directement l'existence même du mouvement. D'après Haqqé Mani, Massoud Radjavi aurait déclaré : "Le régime iranien utilise les Kurdes pour faire tomber le gouvernement irakien. Si ce dernier venait à chuter, nous sombrerions alors dans l'inconnu. Notre survie dépend de notre soutien au régime du président Saddam Hussein." Haqqé Mani cite encore les discours tenus par Maryam Radjavi aux combattants chargés de réprimer l'insurrection populaire (au Kurdistan) de mars 1991 : "Il faut éliminer les Kurdes : utilisez pour cela les chars..."

Mohamed Reza Eskandari, un dissident des Moudjahidin du peuple résidant actuellement aux Pays-Bas en tant que réfugié politique, a été le témoin oculaire de la participation du mouvement à la répression. Ce père de plusieurs

enfants a été emprisonné avec sa femme parce qu'ils tentaient de récupérer leur fille Assifeh, que l'organisation avait déportée en Belgique. Présent dans la région de Sulayman Beg [près de la "frontière" du Kurdistan irakien], où se déroulaient des massacres contre des civils, il témoigne : "Il y avait une vieille gare désaffectée dans laquelle nous nous étions installés. C'est à partir de cette base que nous avons attaqué les Kurdes, les prenant en tenaille par trois côtés. Il y a eu 18 morts parmi eux. Nous les avons enterrés sur place, dans des fosses communes..." Eskandari mentionne aussi l'exécution par les Moudjahidin de plusieurs déserteurs irakiens désarmés ou l'interrogatoire de soldats qui avaient quitté le front dans plusieurs villes irakiennes. Eskandari assure que les Moudjahidin du peuple ont livré tous ceux dont les papiers d'identité indiquaient qu'ils étaient kurdes à l'armée irakienne et aux services secrets. L'organisation aurait subi de nombreuses défections à la suite de ces opérations : plus de 800 combattants auraient fait dissidence. Cette politique était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase des frustrations accumulées depuis l'installation du mouvement en Irak.

Par ailleurs, la "révolution culturelle" des Moudjahidin du peuple comportait des éléments tout à fait inédits : outre la "séparation familiale" à laquelle les deux dissidents ont fait allusion, on y trouve les indices d'un renforcement de la dimension et du rôle spirituel joué par Radjavi. Il est parvenu, depuis le début des années 90, à isoler de la réalité les membres du mouvement. Depuis cinq ou six ans, ils n'ont eu aucun contact avec le monde extérieur.

Haqqé Mani et Mohamed Reza Eskandari s'accordent à dire que les intellectuels et la culture sont les cibles premières de Radjavi. Selon Haqqé Mani, "la pire insulte que l'on puisse adresser à un militant est de dénoncer ses penchants culturels". Les militants qui vivent dans les camps de cette organisation sont privés de livres, n'ont pas le droit d'écouter de la musique ni la radio, et ne peuvent naturellement pas suivre des programmes à la télévision. Mais Mani et Eskandari précisent que la culture islamique traditionnelle n'a pas plus droit de cité dans ce monde fermé : au sein de ce mouvement en principe musulman, les instructions de Radjavi rendent obligatoire la mention de son nom et celui de sa femme lors des grandes fêtes religieuses. C'est alors son nom et celui de Maryam qui sont scandés après la profession de foi et la prière sur le Prophète et les douze imams, comme si leurs deux noms devaient être adjoints à la liste des guides infaillibles.

Selon Haqqé Mani, "l'organisation n'autorise même pas la lecture du Coran ou de ses exégèses". Tous s'accordent à dire que Radjavi se présente parfois comme directement inspiré par Dieu. Ils assurent qu'il se présente aux réunions publiques en affirmant : "Celui que vous savez m'est apparu en songe. Il m'a fait faire le tour de vos couches et voici ce qu'il m'a révélé..." Parfois, Maryam Radjavi le suit et ajoute sur le ton de la confiance : "Il y a beaucoup de choses qu'il ne peut pas dire... Il ne peut pas tout vous révéler..."

Ismail Zayer

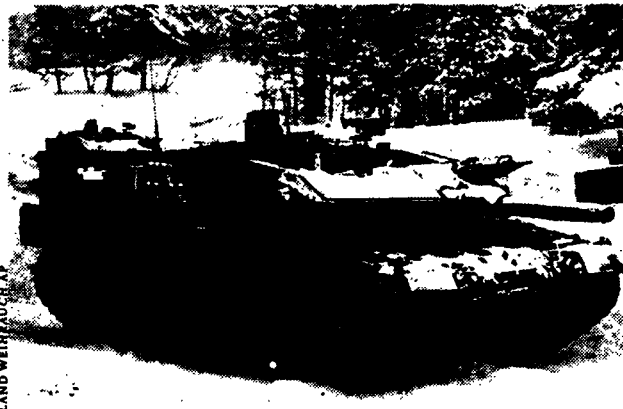
Un char ravive la discorde dans la coalition Schröder

Les Verts furieux du prêt d'un Leopard II à l'armée turque.

Berlin de notre correspondante

Ce n'est qu'un char, un «char d'essai» même, prêté pour un an à la Turquie, mais cela suffit en Allemagne pour créer un nouveau conflit au sein du gouvernement Schröder. Un an tout juste après l'installation de l'équipe rouge-verte au pouvoir, ce char, à la une de tous les journaux allemands hier, pose crûment le dilemme entre valeurs morales et intérêts économiques.

Par trois voix contre deux, le «conseil de sécurité» du gouvernement a autorisé mercredi le prêt pour un an à la Turquie de ce char de la discorde, un Leopard II fabriqué par le groupe Krauss-Maffei. Le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder a été vite convaincu par le contrat en vue: l'armée turque compte commander un millier de chars en 2001, pour une somme de près de 47 milliards de francs. Avant cela, elle entend comparer pendant un an les performances du Leopard avec celles de ses quatre concurrents: le Leclerc français, le M-1 Abrams américain, l'Ariete italien et le T-85 ukrainien. En Allemagne, on assure qu'Ankara aurait déjà un faible pour l'offre allemande, qui prévoit de faire construire les chars en Turquie, sous licence. La commande garantirait pas moins de 6000 emplois pendant



Un char Leopard II en Allemagne. Un gros contrat est en vue.

dix ans en Allemagne, assure le groupe Krauss-Maffei. Elu sur la promesse de défendre l'emploi, Schröder a ainsi approuvé l'envoi du char en Turquie, de même que son ministre de l'Economie Werner Müller et le ministre de la Défense Rudolf Scharping. Le même conseil de sécurité a, en revanche, bloqué la livraison de pièces d'obusiers, estimant qu'ils pourraient être employés contre les kurdes. Pour les chars, il sera toujours temps de bloquer une commande éventuelle si nécessaire, argumente la chancellerie. Le ministre vert des Affaires étrangères Joschka Fischer et la ministre sociale-démocrate de la Coopération Heide Wiecek-

Zeul ont voté contre, estimant que les graves violations des droits de l'homme en Turquie interdisent la livraison, ne serait-ce que d'un prototype.

L'envoi du char ouvre «une grave crise» au sein de la coalition, a protesté la députée verte Claudia Roth, présidente de la Commission des droits de l'homme du Bundestag, redoutant qu'il préserve de l'autorisation d'exportation des mille chars. La promesse d'une politique étrangère plus soucieuse des droits de l'homme est l'un des thèmes chers aux Verts, qui protestent depuis longtemps contre l'exportation d'armes vers la Turquie, et notamment contre les précédentes livrai-

sous le gouvernement Kohl. Dans le «contrat de coalition» signé au moment de la formation du gouvernement Schröder, sociaux-démocrates et Verts s'étaient engagés à «introduire le statut des droits de l'homme comme critère supplémentaire dans les décisions d'exportation d'armes». Une fois au pouvoir, les sociaux-démocrates se révèlent sensibles à la pression des industriels: un premier projet de texte, rédigé par le ministère de l'Economie, introduit le critère des droits de l'homme, mais de façon nuancée. Pour les Verts, ce pourrait être un nouveau casus belli, au moment où ils se promettent de montrer davantage les dents, réalisant qu'un an de gouvernement Schröder a passé à la moulinette leurs grands principes écologistes et pacifistes.

Pour l'opposition chrétienne-démocrate, cette nouvelle bisbille est bien sûr pain bénit: elle dénonce la contradiction du gouvernement, qui entend rapprocher la Turquie de l'Union européenne, mais hésite à lui livrer un char. La Turquie, elle, n'a guère à s'inquiéter pour son équipement: si jamais les scrupules du gouvernement allemand venaient à l'emporter, Américains, Français, Italiens ou Ukrainiens se feraient un plaisir d'envoyer leur matériel ●

La Turquie veut comparer les performances du Leopard avec celles du Leclerc français, du M-1 Abrams américain, de l'Ariete italien et du T-85 ukrainien.

Libération

22 OCTOBRE 1999

TURQUIE

Aux portes de l'Europe

Après le tremblement de terre du 17 août dernier, la situation économique de la Turquie, déjà peu favorable, se trouve sérieusement aggravée.

La catastrophe est survenue dans la zone la plus dynamique du pays. La ville d'Izmit, important centre industriel, a été la plus touchée. L'agglomération comptait notamment la plus grande raffinerie de Turquie, Tupras, touchée

de plein fouet, mais aussi bon nombre d'usines chimiques et agro-alimentaires. Grand port de commerce, Izmit était en train de se doter du premier terminal pour containers du pays. Son revenu par habitant était trois fois supérieur à la moyenne nationale. Au total, les sept provinces touchées par le séisme concentraient 45 % de l'industrie turque et représentaient 34,5 % du PIB.

La catastrophe est survenue à un moment où la croissance, qui était de 6 à 8 % au milieu de la décennie, s'essouffait largement: l'OCDE avait prévu une hausse du PIB de 1,4 % seulement en 1999 (après 2,8 % en 1998), principalement en raison de la crise russe et de la désertion des touristes. Le pays devait faire face à un taux d'inflation de l'ordre de 60 %. Avant le séisme, le déficit budgétaire s'élevait déjà à 20 milliards de dollars, soit 7 % du PIB. Entre janvier et avril, les revenus fiscaux avaient baissé de 13 %

ALTERNATIVES ECONOMIQUES [n° 174 | octobre 1999]

alors que les dépenses, elles, augmentaient de 25 %. Quant aux taux d'intérêts, avoisinant les 90 %, soit 30 % en termes réels, ils n'incitent ni à la consommation ni aux investissements. Les exportations ont diminué de 8 % durant cette période, mais les comptes extérieurs restent posi-

tifs du fait d'une baisse des importations de 25 %, signe d'une activité très anémiée.

Le tremblement de terre et ses suites ont souligné l'inefficacité de l'Etat turc dès qu'il ne s'agit plus de réprimer les Kurdes ou les islamistes. Peut-on cependant laisser le pays s'enfoncer dans la

crise et s'éloigner encore davantage de l'Europe ? C'est dans ce contexte difficile que la candidature de la Turquie à l'Union européenne devrait être réexaminée, et probablement acceptée, au sommet européen d'Helsinki en décembre. ■ **Marlon Descloux**

Un journaliste et ancien ministre a été assassiné en Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

L'assassinat, jeudi 21 octobre, du journaliste, ancien ministre de la culture et professeur Ahmet Tamer Kislali, tué par l'explosion d'une bombe qui avait été déposée dans un sac en plastique abandonné sur son véhicule, a brutalement replongé la Turquie dans une période d'instabilité sociale et politique. Les politiciens de tous bords ont unanimement condamné ce meurtre et le gouvernement a affirmé que les auteurs de l'attentat seraient identifiés sous peu. Les groupes radicaux islamistes

qui avaient menacé M. Kislali, un fervent défenseur de la laïcité, ainsi que certains de ses collègues, apparaissent comme étant les premiers suspects. L'attentat aurait été revendiqué par le Front des combattants islamistes du Grand Orient (IBDA-C).

La nouvelle a été accueillie dans tout le pays avec une émotion qui rappelle le meurtre, en janvier 1993, du journaliste Ugur Mumcu. A la suite de son assassinat, des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues. Mais le meurtre de M. Mumcu et ceux de plusieurs autres intellectuels laïcs assassinés au cours de cette décennie n'ont jamais été résolus. Au cours de l'enquête sur l'affaire de Susurluk, en 1996, qui avait révélé les liens entre des groupes mafieux impliqués dans des trafics de tout genre, le monde politique et certains membres des institutions étatiques, la possibilité que M. Mumcu ait, en fait, été la victime de ces groupes, sur lesquels il avait enquêté, avait été soulevée.

POSSIBLE PROVOCATION

Pour cette raison, bien que quelques manifestations limitées

contre les islamistes aient eu lieu, de nombreux analystes ont cette fois-ci mis le pays en garde contre la possibilité d'une provocation et appelé la population à garder son sang-froid, attribuant ce meurtre à des forces occultes, déterminées à déstabiliser le pays, à créer un climat de tension et à faire obstacle au processus de démocratisation.

Le manque de détermination des politiciens, qui n'avaient pas arrêté les coupables des attentats précédents, fait l'objet de nombreuses critiques. Sadik Avundukoglu, un ancien membre du Parti de la juste voie qui avait présidé la commission d'enquête parlementaire sur ces meurtres non résolus, a affirmé à la télévision que personne ne s'était intéressé aux conclusions de son rapport détaillé. De nombreuses organisations illégales, a-t-il affirmé, ont des sympathisants au sein même de l'appareil étatique. L'assassinat de M. Kislali, qui était âgé de soixante ans, intervient alors que la lutte entre les institutions laïques et les islamistes reprend de l'ampleur. Le début de l'année universitaire a relancé le débat sur le foulard islamique dans les universités.

L'arrestation, puis la libération d'un dirigeant religieux qui avait attribué le récent tremblement de terre à une « punition divine » ont également contribué à faire monter la tension. En début de semaine, l'excès de zèle du procureur Nuh Mete Yuksel avait causé des remous et forcé les autorités à ouvrir une enquête sur les actions du magistrat. Le procureur s'était rendu en personne, de nuit, accompagné de policiers, au domicile de Merve Kavakci, la politicienne bannie du Parlement pour s'être présentée à l'Assemblée nationale avec son foulard islamique. Des membres de son parti s'étaient cependant interposés, arguant que le statut légal de M^{me} Kavakci n'avait pas été clarifié. Déchue de sa nationalité turque pour avoir acquis un passeport américain sans permission, la jeune femme ne peut plus être députée, mais aucune procédure légale n'a pour l'instant officiellement levé son immunité parlementaire.

Nicole Pope

Saddam Hussein envoie trois millions de manuels scolaires aux élèves kurdes

BAGDAD, 24 oct (AFP) - 15h39 - Le président irakien Saddam Hussein a envoyé trois millions de manuels scolaires aux élèves des provinces kurdes du nord de l'Irak qui échappent au contrôle de Bagdad, rapporte dimanche la presse.

Cité par le quotidien officiel As-Saoura, le directeur du département des études kurdes au ministère de l'Education, M. Hussein Kadri, a affirmé que "trois millions de livres scolaires ont été acheminés par une flotte de camions dans les provinces kurdes d'Erbil, Soulaïmaniya et Dohouk".

"Ces livres, qui comportent 145 titres, sont un cadeau du président Saddam Hussein à ses fils qui sont les élèves de la région autonome du Kurdistan", a déclaré M. Kadri.

Selon lui, l'envoi de ces manuels permettra aux élèves des régions kurdes de "poursuivre leurs études malgré la situation difficile que connaît notre pays en raison de l'embargo injuste".

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani, contrôle la partie est du Kurdistan d'Irak frontalière de l'Iran, alors que son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barazani tient le secteur proche de la Turquie.

Depuis l'année scolaire 1994/1995, les autorités irakiennes ont envoyé quelque 8,5 millions de manuels scolaires aux élèves des régions autonomes kurdes, selon des chiffres officiels.





Accord entre les deux formations kurdes rivales d'Irak

DUBAI, 25 oct (AFP) - Les deux formations kurdes rivales du nord de l'Irak se sont entendues sur des mesures de normalisation, dont la libération des prisonniers, selon un communiqué conjoint reçu lundi par l'AFP.

L'accord entre l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) stipule la réouverture en novembre des permanences du PDK à Souleimaniyé et Kalar, fiefs de la faction rivale, et des bureaux de l'UPK à Erbil et Dohouk, contrôlés par leurs adversaires.

En outre, il prévoit "la libération inconditionnelle de tous les prisonniers des deux parties dans un délai d'une semaine" et le retour des personnes déplacées, qui doit commencer par le retour "symbolique" dans leurs foyers de trente familles de chaque partie dans un délai d'une semaine.

L'accord a été conclu vendredi lors d'une réunion à Souleimaniyé, fief de l'UPK, entre le chef de cette organisation, M. Jalal Talabani, et une délégation du PDK conduite par Najervan Barzani, neveu du chef du PDK Massoud Barzani.

Les deux parties s'engagent également à garantir "la liberté de circulation et de commerce" entre les deux zones sous leur contrôle et à "examiner la question des recettes douanières, qui doit être réglée au cours des prochains jours".

La question des recettes douanières prélevées par le PDK, qui contrôle la région proche de la Turquie, est l'un des principaux sujets de conflit entre les deux formations kurdes rivales.

L'UPK et le PDK se partagent le contrôle du nord de l'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 et des combats qui les ont opposés depuis 1994 ont fait environ 3.000 morts.

Des délégations des deux partis avaient tenu une réunion en juin dernier à Washington, sous le parrainage des Etats-Unis, pour tenter de rapprocher leurs points de vue mais sans grand succès.

La villa du frère de Hafez El Assad à Lattaquié prise d'assaut par les forces de sécurité syriennes

LES RELATIONS difficiles entre le président syrien, Hafez El Assad, et son frère Rifaat ont connu un nouvel épisode. Un véritable assaut aurait été donné le 21 octobre par les forces de sécurité à la villa du second, à Lattaquié, le plus grand port du pays. Selon les proches de Rifaat El Assad, qui vit en Europe, l'opération aurait été particulièrement violente, ce que confirment d'autres sources. Plusieurs personnes auraient été tués, sans qu'il soit possible, cependant, d'évaluer leur nombre. La villa du frère du président syrien avait été placée sous étroit contrôle dès le

milieu du mois de septembre. Les autorités avaient arrêté plusieurs dizaines de ses sympathisants.

Actif et ambitieux, Rifaat El Assad avait été déchu de son titre de vice-président en février 1998, au terme d'une longue et lente disgrâce, au profit du deuxième fils de Hafez El Assad, Bachar. Ce dernier, nommé colonel au début de l'année, n'a pas de fonction officielle au sein du parti Baas, pourtant placé à la discrétion du pouvoir, mais il est présenté de plus en plus ouvertement comme le successeur souhaité par un père dont la santé alimente depuis près

de vingt ans de cycliques spéculations.

Deux événements récents ont pu être interprétés par le pouvoir syrien comme témoignant de la volonté de Rifaat, écarté de la politique au profit des affaires, de se placer en réserve de la République. Tout d'abord, sa présence ostensible aux obsèques de Hassan II, au Maroc. Ensuite, la diffusion sur la chaîne de télévision par satellite ANN, installée à Londres et que dirige son fils Soumar, d'un entretien avec un ancien ambassadeur américain en Jordanie, qui estimait que Bachar El Assad n'avait pas les compétences requises pour exercer les plus hautes fonctions à la tête de la Syrie.

« DÉTENTIONS ARBITRAIRES »

En 1997, la diffusion de la réception donnée à Lattaquié par Rifaat

au prince héritier saoudien avait déjà entraîné l'arrestation temporaire de l'assistante, suspectée d'avoir transmis le document à Londres. La paix était revenue par la suite, et ANN s'était gardée de provoquer le pouvoir syrien. Jeudi soir, la chaîne, sans craindre l'émphase, avait assuré que « plusieurs centaines de personnes ont été tuées lorsque des chars de l'armée, aidés par la marine de guerre et l'aviation, ont attaqué le complexe résidentiel » appartenant à Rifaat.

Soumar El Assad avait indiqué au début du mois qu'il allait mobiliser prochainement « l'opinion internationale contre les injustices et les détentions arbitraires » imputées au pouvoir syrien. Après l'avertissement musclé donné mercredi, donnera-t-il suite à ce projet hardi ?

Gilles Paris

Mohamad Khatami vient défendre sa politique d'ouverture à Paris

Au cours de sa visite de deux jours, le président de la République islamique iranienne veut convaincre ses interlocuteurs français de sa volonté de réforme, sur le plan tant économique qu'en matière de libertés publiques

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

La « sécurité » du président. A mesure que se rapprochait la visite en France, mercredi 27 et jeudi 28 octobre, du président iranien, Mohamad Khatami, sa « sécurité » revenait constamment sur les lèvres de tous ceux qui, à Téhéran, ont quelque affinité avec ses idées. Fonctionnaires, étudiants, journalistes ou simples particuliers espèrent que tout se passera bien à Paris. Nul ne craint pour la vie de M. Khatami, mais c'est plutôt de « sécurité » politique qu'il s'agit, c'est-à-dire de manifestations d'opposants iraniens ou de protestations d'organisations de défense des droits de l'homme, notamment à propos de la détention de treize citoyens juifs accusés d'espionnage au profit d'Israël.

Certains veulent bien admettre que la liberté de s'exprimer existe en France, mais ils font valoir qu'il ne faudrait pas que les manifestations perturbent le parcours présidentiel; cela, disent-ils, donnera des arguments aux adversaires de M. Khatami en Iran, c'est-à-dire aux conservateurs, dans leur acharnement à démolir son ouverture au monde. D'autres tiennent un langage plus véhément, tel l'éditorialiste du quotidien *Iran News*, pourtant classé dans la catégorie des journaux modérés. Quelques jours avant l'annonce officielle de la visite présidentielle, le quotidien jugeait que la « menace » émanait du « lobby casher » en France, et des « bandes de meurtriers, des groupes terroristes expatriés qui vont et viennent de leurs camps de la mort à Bagdad », c'est-à-dire les Moudjahidines du peuple, cette organisation de l'opposition basée en Irak.

Mais, ajoutait l'éditorialiste, « peut-être l'Iran peut-il trouver une consolation dans le soutien ferme du président Chirac qui, depuis 1987, alors qu'il était premier ministre, plaide pour de meilleures relations franco-iraniennes. (...) En tant que pays hôte, noblesse oblige [en français dans le texte].

nous avons confiance dans la République française (...), les analystes sont convaincus que les aspects positifs pèsent plus lourd que les négatifs. Les complots sionistes n'y pourront rien. Pas de mensonge préfabriqué ni de complot sur le territoire français », concluait Iran News.

Pour les amis de M. Khatami, la visite de ce dernier à Paris confirme l'amélioration des relations de leur pays avec l'Union européenne, progressivement amorcée il y a deux ans. Les autorités françaises quant à elles veulent, malgré les incertitudes dues à la complexité du régime iranien, encourager l'ouverture d'un pays difficilement contournable, dont la capacité de nuisance est réelle s'il est isolé, et que M. Khatami est désireux de « normaliser ».

Aussi, recevoir le président iranien est une manière de le conforter. Mais cela permet également de soulever des questions délicates relatives aussi bien au processus de paix israélo-arabe, à propos duquel les responsables iraniens font des déclarations contradictoires, qu'au respect des libertés - qui demeure pour le moins chaotique malgré une amélioration certaine - et au

respect des droits de l'homme, dont l'affaire des treize juifs arrêtés. M. Khatami, disent ses proches, est ouvert à toutes les questions. Mais forcé de regarder en permanence par-dessus son épaule et constamment talonné par les conservateurs, il n'est pas sûr qu'il puisse donner des réponses suffisamment limpides.

PROJET ÉCONOMIQUE AMBITIEUX

En deux ans, le président iranien et son ministre de la culture et de l'orientation islamiste, Ataollah Mohadjarani, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour favoriser la liberté d'expression. Et malgré les coups de boutoir incessants des conservateurs, ils ont en grande partie réussi. En revanche, au plan économique, rien n'a changé ici depuis deux ans. M. Khatami affirme qu'il veut réduire la dépendance du pays de la rente pétrolière (80 % des rentrées en devises). Mais c'est une rengaine que l'on entend en Iran depuis des années, y compris sous le règne du chah. Il veut aussi encourager les investissements privés en assurant leur protection. Le projet de plan quinquennal actuellement en discussion et qui devrait entrer en vigueur le 21 mars 2000, c'est-à-dire au début de l'année ira-

nienne, prévoit entre autres la suppression du monopole de l'Etat - vaste entreprise -, la création de 800 000 emplois - cela relèverait du miracle - et 6 % de croissance. Nul ne doute de la sincérité des intentions présidentielles, mais M. Khatami a-t-il les moyens de sa politique? Il n'a pas seulement besoin d'un consensus national - ce qui serait une gageure vu la disparité des positions, y compris parmi les forces qui le soutiennent, voire au sein même de son gouvernement -, mais aussi d'une « bonne dose de chance », faisait récemment remarquer un expert du Fonds monétaire international.

Mouna Naïm



LE MONDE

27 OCTOBRE 1999

Le président philosophe

TÉHÉRAN :
Serge MICHEL

Il y a ceux qui continuent de prendre Mohammad Khatami pour un Gorbatchev en turban. Quelle erreur ! Jamais le camarade Mikhaïl n'a été populaire en URSS, alors que l'hodjatoleslam iranien (rang moyen de la hiérarchie chiite) trône dans les chambres d'ados, au milieu des stars de foot. Gorbatchev a anéanti le système soviétique, dont il fut l'enfant prodige. Khatami, par ses réformes prudentes, est en train de sauver la République islamique, dont il est l'enfant terrible.

Alors, s'il faut lui trouver une parenté, c'est plutôt du côté des Grecs anciens qu'il faut chercher. Après Havel, le président poète à Prague, 20 millions d'Iraniens (70 %) se sont choisis en 1997 un président philosophe, qui puise son inspiration chez Socrate, Platon et Aristote.

Bien sûr, Khatami, 56 ans, descendant du Prophète et fils d'un ayatollah réputé de la région désertique de Yazd, est avant tout un mollah formé à

Qom, la ville sainte des Iraniens. C'est là, en 1961, qu'il rencontrera pour la première fois Ruhollah Khomeyni.

Le jeune étudiant, fasciné par le vieil ayatollah, entre aussitôt dans les réseaux clandestins de lutte contre le chah. « Je voyais Khatami à toutes nos réunions secrètes », se souvient Fasel Meibodi, aujourd'hui prélat influent à l'école théologique de Qom.

L'esprit de Mai 68

« Il faisait circuler beaucoup d'idées de gauche. C'était celui d'entre nous qui lisait le plus, de Fidel Castro aux grands penseurs islamiques. » De fait, Khatami décide de ne pas se limiter à l'étude du Coran. Un premier diplôme religieux en poche, il file à Isfahan étudier la philosophie. Il ne reviendra à Qom que pour mieux repartir à Téhéran, où il s'inscrit à la faculté des sciences de l'éducation.

En 1977, alors que le régime impérial montre ses premières faiblesses, Khatami est envoyé diriger la mosquée iranienne de Hambourg, où l'attend déjà son assistant, Ali Hekmat, aujourd'hui rédacteur

en chef du journal réformateur *Khordad*. « Mai 68 était encore frais. On refaisait le monde en dévorant les bouquins de Marcuse, de Cohn-Bendit et tout ce qu'on trouvait sur le Vietnam », se souvient Hekmat.

A l'époque, Khatami maîtrise l'anglais, mais prend des cours d'allemand pour lire Kant et Hegel. Nobles ambitions philosophiques, que va bouleverser l'arrivée en France de l'ayatollah Khomeyni à l'automne 1978.

De Hambourg, le centre de l'opposition iranienne en Europe se déplace à Neauphle-le-Château. Alors, jusqu'au retour victorieux de Khomeyni en Iran le 11 février 1979, Hekmat et Khatami feront toutes les semaines, en voiture, l'aller-retour de Paris. L'homme qui sera reçu à l'Élysée avec les honneurs se souvient-il de ces voyages épuisants pour aller s'agenouiller devant le vieil ayatollah ?

A son retour en Iran en 1980, Khatami est élu député au premier majlis (parlement) de la République islamique. « Il sortait du lot, c'était un axe du Parlement, se souvient Mor-teza Hadji, aujourd'hui ministre des Coopératives. C'était aussi le chouchou de l'imam Khomeyni, qui lui a confié la surveillance du journal *Kayhan*. »

En 1982, Khatami est nommé ministre de la Culture et de l'Orientalisme islamique. Il est chargé de faire passer le message de l'Iran en guerre, non seulement contre Saddam Hussein, mais aussi contre

une bonne partie du monde. Sur le front irakien, c'est l'époque des grandes offensives suicidaires des bassidjis (volontaires islamiques) et, à Beyrouth, celle des attentats et des enlèvements d'Occidentaux. Pourtant, les conservateurs le trouvent tiède et lui reprochent son intérêt pour l'Occident et son usage trop léger de la censure.

Il y a 2 400 ans, Athènes condamnait Socrate à boire la ciguë pour impiété et corruption de la jeunesse. Khatami, pour les mêmes accusations, doit démissionner en 1992, après dix ans de luttes qui le laissent seul et brisé. Il n'empêche : le geste est spectaculaire à l'époque où les guerres intestines du clergé sont encore secrètes.

Nommé chef de la bibliothèque nationale et professeur de sciences po, il va sortir un best-seller de philosophie : *Du monde des cités à la cité du monde*. La thèse de l'ouvrage est que, si l'Islam veut retrouver sa grandeur perdue, il doit emprunter à l'Occident sa liberté de penser.

On passe de la « société civile » d'Aristote à la Renaissance, « où l'Europe va trouver la force de dominer le monde en séparant l'Eglise de l'Etat ». En Iran, ces deux thèmes sont brûlants d'actualité.

Les rares amis qui vont entourer Khatami jusqu'à sa candidature en 1997 montrent bien que le futur président n'est pas une façade souriante utilisée par un régime



Mohammad Khatami entouré de femmes actives dans la vie sociale et politique iranienne. Le président développe, dans un livre, la thèse selon laquelle si l'Islam veut retrouver sa grandeur perdue, il doit emprunter à l'Occident sa liberté de penser. (Photo Atta Kenare/AFP.)

décidé à rester autoritaire. Il y a Saïd Hodjarian, qui dirige aujourd'hui le journal *Sob-ê Emrouz*, Mostafa Tadjade, très engagé pour démocratiser la nouvelle loi électorale, Fasel Moïbodi et même Mohsen Kadivar, un mollah qui purge actuellement 18 mois de prison pour avoir critiqué la « tyrannie religieuse ». Voilà le cercle qui déterminera les thè-

mes de la campagne : société civile, état de droit, dialogue entre civilisations, respect des femmes et des jeunes.

Panique chez les conservateurs

Le président iranien est donc un intellectuel islamique pétri de grands principes. Cer-

tains ricanaient que cela ne pèse pas lourd face à des adversaires retors et accrochés au pouvoir.

Pour l'emporter, il dispose d'une étonnante coalition de libéraux authentiques et de vieux gauchistes révolutionnaires, comme les anciens ministres Moussavi et Nabavi, qui connaissent – pour l'avoir fondée – tous les rouages de

la République islamique.

Khatami n'a pas commis d'erreur en deux ans de présidence, et, à quatre mois des élections parlementaires, la panique gagne le camp des conservateurs. Ils auraient peut-être dû lire son livre : il comporte deux chapitres sur Machiavel.

S. M.

« Comme tous les jeunes du monde, les étudiants veulent des changements »

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Ils sont très sages, tiennent des propos mesurés et affirment avoir pour principal souci de décrocher leurs diplômes, même si davantage de libertés ne serait pas de refus. Les étudiants de l'université de Téhéran ont repris les cours, fin septembre, après les vacances annuelles. Ils n'ont pas oublié leurs déboires de juillet, mais ils ne dramatisent pas non plus à l'excès. Le campus est calme. Les dortoirs universitaires, à quelques rues de là, ont été refaits à neuf. Bref, tout semble être rentré dans l'ordre.

On aurait bien du mal à croire qu'il y a à peine quatre mois les étudiants étaient impliqués dans la révolte la plus spectaculaire qu'ait connue la République islamique. A cause de l'intervention sauvage, selon tous les témoignages, des forces de l'ordre et des groupes de miliciens ultra-conservateurs dans les dortoirs universitaires, ce qui n'était au départ qu'un petit mouvement de protestation à l'intérieur du campus avait en effet dégénéré en manifestations très brutalement réprimées.

Les choses ont aujourd'hui repris leur cours. La prudence n'en est pas moins de mise : les étudiants n'acceptent de s'identifier, au mieux, que par leur seul prénom. L'anonymat a encore leur préférence. « Je pense, dit l'un d'eux, qu'un étudiant ou un intellectuel doit se fixer deux objectifs : la sécurité du pays d'abord, la justice et la liberté ensuite, et seulement si la sécurité est assurée ». Ça ne veut pas dire grand-chose, mais il le dit avec aplomb. Il dit aussi qu'il n'est membre d'aucune association, « pas une n'est réellement représentative de la majorité des étudiants », assure-t-il. Il n'agira lui-même que « conformément à la loi », mais il sera solidaire de toute action qui viserait à obtenir la libération des camarades arrêtés. Car, pour lui, cela ne fait pas de doute, c'est l'intervention des forces de l'ordre et « l'infiltration de plusieurs personnes qui ont tenté de défer le mécontentement des universitaires » qui a mis le feu aux poudres. Il en a été le témoin.

« POUVOIR S'EXPRIMER LIBREMENT »

Ce que confirme Hassan, un autre étudiant, qui prépare une maîtrise de droit et qui était présent au deuxième étage des dortoirs au moment où ils ont été sac-cagés. « Les cours ont repris, mais les attentes

des étudiants ne sont pas totalement satisfaites, rappelle-t-il. Qui sait si dans un proche avenir ça ne recommencera pas ? Nous sommes patients, vous savez, et nous espérons que les vrais coupables seront poursuivis. Et puis, ajoute-t-il encore, comme tous les jeunes du monde, les étudiants ici veulent des changements. Ils veulent pouvoir s'exprimer librement. Beaucoup de choses ont changé ces deux dernières années, mais ce n'est pas encore suffisant... Il y a aussi les relations entre jeunes gens et jeunes filles. Il n'est pas interdit de parler aux filles, c'est vrai, mais il y a un climat de crainte. » Mais Hassan se reprend aussitôt : « En fait, nous ne devons pas accabler le gouvernement. Ce sont nos traditions. »

Au bureau de l'Association pour la coordination de l'unité (ACU), que l'on dit être la plus représentative du milieu étudiant, Jamas Mohamadi, Akbar Atri et Ibrahim Cheikh, tous trois membres du conseil général de l'ACU, s'expriment, eux, à découvert et tiennent un discours politique articulé autour des idées fortes du programme du président de la République, le réformateur Mohamad Khatami. Ils les répètent de manière si stéréotypée qu'elles en deviennent caricaturales. Ils parlent de « passage de la société de masse à la société civile », du rôle des étudiants « en l'absence de parti politique », de leurs idéaux de « démocratie, de république islamique et de libertés ». Ils souhaitent voir ces idéaux « institutionnalisés » et enracinés dans les esprits jusqu'au fin fond de l'Iran, pour couper définitivement la route à « l'autocratie et à la dictature ». Ces idéaux, clament-ils, étaient déjà ceux de la révolution islamique en 1979. Ils n'ont jamais pu être appliqués parce qu'à la révolution proprement dite ont rapidement succédé la guerre contre l'Irak, puis la période de reconstruction du pays. Alors, qu'on ne les accuse pas d'être hostiles à la révolution ! Ce sont au contraire ceux qui s'opposent à ces objectifs, c'est-à-dire les ultra-conservateurs, qui le sont. Eux aussi rejettent sur les adversaires du président Khatami et sur des éléments incontrôlés la responsabilité des dérapages de juillet. L'ACU a au contraire contribué à ramener le calme, affirment-ils. L'accession au pouvoir, il y a deux ans, du président Khatami revient constamment dans leur discours comme « l'an I de la République » telle qu'ils la souhaitent,

mais, lorsqu'ils tentent d'être plus concrets, ils sont plus confus. Ils affirment attendre les résultats des législatives de février 2000 pour décider de la stratégie à suivre.

Il n'existe pas de mouvement étudiant menaçant pour le régime. Au sein du corps universitaire, évalué à plus d'un million de personnes dont environ 60 % à Téhéran, une poignée seulement est active, assure un Iranien, expert des affaires de son pays. « Vingt années de répression ont laissé de profondes traces. Les étudiants ont peur d'être éjectés de l'université », où ils ont un mal fou à se faire admettre. « Ils n'ont pas confiance dans le discours politique. Ce qui s'est passé en juillet est une tempête dans une tasse de thé. L'expression "mouvement étudiant" a existé avant le phénomène. C'est par un effet de billard que les étudiants ont pris conscience de leur existence. » Ils peuvent être un aiguillon qui donne de sévères migraines aux conservateurs et qui empêche les réformateurs d'avoir trop vite bonne conscience. Mais la brutalité des ultras peut aussi les décourager.

M. Na.

Le Monde

MERCREDI 27 OCTOBRE 1999

Déclaration de protestation contre la venue de Khatami en France

Plus de deux décennies nous séparent de la chute du régime dictatorial du chah et de l'instauration de l'Etat islamique en Iran. Le régime de la République islamique s'est servi de tous les moyens d'intimidation et de répression ouverte pour appliquer les lois et traditions réactionnaires islamiques à la société.

La liberté d'expression est légalement interdite dans la République islamique. Des dizaines de milliers de militants politiques ont été envoyés sur les pelotons d'exécution. Des milliers d'autres sont torturés pour avoir exprimé leurs idées et opinions. La dictature politique a obligé plus de 3 millions d'Iraniennes et d'Iraniens à émigrer ou de demander l'asile politique dans divers pays du monde. Plus de 220 opposants iraniens ont été assassinés dans les pays où ils se sont réfugiés, par des terroristes envoyés de l'Etat islamique.

La liberté des femmes est inexistante en Iran. Le régime islamique considère les femmes comme des citoyennes de seconde zone. L'apartheid sexuel leur est imposé. Des milliers de femmes ont été victimes des lois réactionnaires islamiques.

Le règne de la République islamique est aussi l'état de non - droit absolu pour les enfants. Le travail des enfants dans les ateliers et usines et le harcèlement sexuel des enfants sont monnaie courante. La viole officielle des mineures se fait avec le mariage islamique de fillettes à partir de 9 ans. Le voile islamique est imposé aux femmes. Les superstitions religieuses sont inculquées aux enfants dans les écoles. La République islamique a envoyé des milliers d'enfants aux fronts, lors des 8 années de guerre contre l'Etat irakien.

Les organisations indépendantes des ouvriers, le droit de grève et de protestation sont interdits en Iran. De nombreux dirigeants du mouvement ouvrier ont été arrêtés, emprisonnés, torturés et exécutés. Les inégalités sociales, sans cesse grandissent, et l'état de non - droit des individus a abaissé le niveau de vie des millions de gens. La principale revendication du mouvement ouvrier actuel est celle du paiement des arriérés de salaire.

La loi du talion est parmi les lois la plus barbare et la plus moyenâgeuse du monde. Elle est appliquée aux condamnés du droit commun en Iran. Les pendaisons publiques, les lapidations et l'aveuglement sont d'autres peines isla-

miques pratiquées.

Les minorités religieuses et ethniques ont été persécutées dès l'instauration de la République islamique. Les crimes du régime au Kurdistan sont particulièrement abondants. Le tribunal de Berlin (le procès de «Mykonos») a nommément reconnu coupables les plus hauts dirigeants du régime pour avoir ordonné l'assassinat de plusieurs dirigeants du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran à l'étranger.

Mohammad Khatami, le président de la République islamique, a occupé d'importants postes de responsabilité dès la prise du pouvoir par Khomeïni. Khatami était ministre de la culture et de l'orientation islamiques pendant 10 ans. Faut-il rappeler que ce ministère se charge de la censure des œuvres littéraires et artistiques ? Khatami a toujours approuvé les fatwas (les décrets religieux) de Khomeïni. Il est en fait président de l'Etat de terreur, de lapidation et de mort islamique. C'est pourquoi il est complice de tous les crimes commis par le régime.

Les lois réactionnaires islamiques sont toujours courantes sous la présidence de Khatami. Depuis deux ans exactement 9 personnes ont été lapidées et une femme de 33 ans est actuellement en attente de l'être. Aucun parti ni organisation indépendants et non - gouvernementaux n'a eu l'autorisation d'exister sous la présidence de Khatami. Les femmes sont toujours privées des droits les plus élémentaires humains. Les ouvriers sont encore frustrés de créer leurs syndicats indépendants de l'Etat. Leurs grèves et protestations sont toujours réprimées par la force et la violence. L'étouffement du mouvement estudiantin de juillet dernier a montré une fois de plus que la République islamique ne connaît que la répression et la force vis-à-vis des mouvements sociaux. Les geôles du régime sont toujours pleines de prisonniers politiques auxquels sont ajoutés plus de 1400 étudiants arrêtés pendant et après le mouvement de juillet 1999. Les minorités religieuses ne respirent pas mieux qu'avant la présidence de Khatami. Les opposants politiques sont encore assassinés. Il n'y a pas longtemps, plusieurs écrivains laïcs ont été la cible de kidnapping et de lâches assassinats. Khatami fait partie du sérail du régime réactionnaire islamique. Il défend corps et âmes liés la Constitution qui légalise toute sorte de répres-

sion.

L'invitation du président de la République française, Chirac, et de l'UNESCO à Khatami est une insulte aux droits élémentaires humains. Cette invitation renforce le régime de la République islamique; or les peuples d'Iran n'en veulent plus. L'invitation du chef d'un Etat parmi les plus criminels du monde par quel qu'organisme qu'il soit ou par quel autre chef d'Etat qu'il soit est condamnée par tous les épris de libertés en Iran et dans le monde entier.

Nous considérons Khatami, tout autant que les autres dirigeants du régime de la République islamique, comme commanditaire et complice de tous les crimes que ce régime a commis en

deux décennies de sa néfaste existence.

Nous dénonçons avec force et détermination toutes les complaisances et les propagandes mensongères des Etats occidentaux et leurs mass médias ainsi que celles d'une partie de la soi-disant opposition iranienne en faveur de Khatami. Tous ces Etats et cette partie de «l'opposition» iranienne blanchissent les crimes du régime islamique d'Iran et sont concrètement complices de ce dernier. Nous nous y opposons inlassablement. Nous exigeons par ailleurs que tous les dirigeants de la République islamique soient jugés dans un tribunal international pour crimes contre l'humanité.

**A bas le régime de la République islamique d'Iran
Vive la liberté**

Paris - Le 26/10/1999

Les signataires sont :

**Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran
Collectif de Femmes Iraniennes à Paris
Comité des Femmes Iraniennes contre la Lapidation
Comité Franco-Iranien contre la Répression
Comité du 8 Mars des Femmes (Iran)
Organisation des Fedayin (Minorité)-Section France
Organisation des Ouvriers Révolutionnaires d'Iran (Rahe-Kargar)-Section France
Organisation de l'Union des Fedayin du Peuple d'Iran-Section France
Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran-Section France
Parti du Travail d'Iran-Organisation des Ouvriers Combattants d'Iran (TOUFAN)-Section France
Sympathisants de l'Union des Communistes Iraniens (SARBEDARAN)**

Les groupes apportant leur soutien :

**Association Démocratique des Travailleurs de Turquie (ADTT)
Association des Immigrés et des Réfugiés Politiques Iraniens (Colombie-Britannique - Canada)
Cellule Minorité (Iran)
Centre Démocratique des Iraniens (Suisse)
Centre des Prisonniers Politiques d'Iran (en exil)
Centre de Soutien aux Prisonniers Politiques d'Iran (Aix-la-Chapelle-Allemagne)
Comité de Défense des Prisonniers Politiques en Iran (Berlin-Allemagne)
Comité de Défense des Réfugiés Politiques (Berlin-Allemagne)
Comité pour le Mouvement Social (Iran)
Maison de l'Art
Maison des Femmes
Militants du Nouveau Mouvement Communiste d'Iran (Allemagne)
Rassemblement pour la Défense des Prisonniers Politiques d'Iran (Cologne-Allemagne)
Réseaux de Femmes (La Rupture)
Talach-Centre de Soutien aux Luittes du Peuple d'Iran (Cologne- Allemagne)
Union des Fedayin Communistes
Union de la Gauche Ouvrière d'Iran**

Fears cloud Khatami visit to France

By Roula Khalaf in Paris

Iranian President Mohammad Khatami's visit to France was marred on the first day by fears of violence from dissident groups and the cancellation for security reasons of a speech today to the general assembly of Unesco.

French authorities were yesterday scrambling to avoid mis-steps in the first visit by an Iranian head of state since the 1979 revolution. Mr Khatami's trip is important for Iran's rehabilitation in the international community and for strengthening Mr Khatami's authority at home.

While Mr Khatami's aircraft was circling over Paris because of fog, French police were yesterday morning storming the headquarters of the National Council for Resistance, an exiled dissident organisation with ties to an illegal Iranian militant group. France also barred entry to several hundred dissidents who had planned to demonstrate in Paris.

The French moves came as Jean-Pierre Chevènement, France's interior minister, warned of serious threats of violence to protest against the visit. French officials said security concerns were behind Unesco's decision to



Women with pictures of missing relatives join the Iranian opposition demonstration in Paris against President Khatami's visit to France AP

cancel Mr Khatami's speech, in which he was expected to promote his favourite theme of a "dialogue of civilisations" and show the new reformist face of Iran.

Iranians close to the government said last night that discussions were under way to try to arrange a lower-profile meeting with Unesco officials. French officials have been careful not to

humiliate Mr Khatami, whose visit was the subject of delicate negotiations.

Embarrassing the Iranian president would play into the hands of conservative opponents. The conservatives hold many levers of power and oppose the president's attempts to institute the rule of law at home and promote the opening of Iranian society to the west.

Mr Khatami's visit comes at a time of increased tension in Tehran between the two factions in the regime before next February's parliamentary elections, in which reformers are likely to gain a majority of seats.

"Mr Khatami needs encouragement from the west for his reforms," said a French official. "It is because we want Iran to

change that we invited him here."

Mr Khatami also faced questioning on the case of 13 Iranian Jews who are to stand trial on charges of espionage for Israel and the US. The case has stirred emotions in western capitals and a death sentence for the accused would hit Mr Khatami's efforts to break Iran's isolation.

Khatami's Visit to France Is Regarded as Step Forward

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,
OCTOBER 27, 1999

By Geneive Abdo

Special to the International Herald Tribune

TEHRAN — When President Mohammed Khatami arrives in France on Wednesday, his second state visit to the West, it will be another marker along Iran's journey toward détente with Europe.

For Iran, the visit is largely a symbol of Mr. Khatami's efforts to bring the country out of its isolation. Many European and non-European countries, like Japan, have invited Mr. Khatami to visit.

"This shows the success of Iran's diplomacy," said a Foreign Ministry spokesman, Hamid Reza Asefi.

But Mr. Khatami's conservative rivals, who are critical of such rapprochement, say the president must remind the West of how it

has, in their view, maligned Iran since the Islamic Revolution in 1979.

As the conservative newspaper Jomhuri-ye Eslami said in an editorial Tuesday: "Tomorrow Khatami goes to France. Iran's policy is to look to Europe. But this can only be successful if our politicians do their utmost to show the West that they have wronged the Islamic Revolution."

Mr. Khatami, who is fond of referring to French philosophers in his political speeches, will meet President Jacques Chirac and Prime Minister Lionel Jospin during his two-day visit. He is also scheduled to address the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

The visit has stirred controversy in France, where there have been several large protests over the arrest of 13 Iranian Jews who were

accused this spring of spying for Israel. The arrests remained secret until June, when behind-the-scenes negotiations to secure their release failed.

No date has been set for their espionage trial, in which the suspects face a possible death penalty.

Jewish organizations in France have demanded their release, and the topic is likely to be discussed during Mr. Khatami's meetings with Mr. Chirac.

Mr. Khatami said this month in a meeting with a Jewish women's group in Tehran that the suspects should be given a fair trial.

The visit to France was originally scheduled for April, when Mr. Khatami visited Italy in his first trip to the West as president. But a disagreement over whether wine would be served at a state dinner caused the French visit

to be canceled. The drinking of alcohol is forbidden in Islam.

The French then offered to be host at a state breakfast, but the Iranians decided that their president deserved better than scrambled eggs. The compromise that paved the way for the visit Wednesday means that no banquet will be held.

Mr. Khatami's program of social and political reforms has gone down well in Europe, observers say, with much earlier skepticism fading away.

In May, Britain restored relations with Iran, after the government here said it would not carry out the religious edict, or *fatwa*, issued in 1989 against the author Salman Rushdie.

The late Ayatollah Ruhollah Khomeini, the founder of the Islamic Republic, accused Mr. Rushdie of committing blasphemy in his novel "The Satanic Verses."

Moderate and conservative clerics in Iran say the fatwa is still valid, because according to Islamic law Mr. Rushdie is an apostate. But by disavowing the fatwa, the Iranian government gave Western states enough justification to move toward restoring relations.

Hopes are relatively high in Tehran that the visit will not only mark another step toward Iran's return to full global integration, but also produce economic rewards.

Officials at the Central Bank of Iran have hinted that the French are ready to provide a

\$1.5 billion loan, money badly needed despite the recent rise in prices for crude oil. Iran's leading source of foreign exchange.

■ Border Controls Reinstated

France has re-established border controls to prevent Iranian dissidents from entering the country during Mr. Khatami's visit, Reuters quoted the Foreign Ministry as having said in Paris on Tuesday.

The opposition National Council of Resistance of Iran, an exile group backed by Iraq, said that thousands of would-be protesters had been turned back at French borders in recent days.

Des armes livrées à la Turquie empoisonnent la coalition

ALLEMAGNE La fourniture de chars à Ankara et l'aide à la construction d'armes chimiques accroissent le malaise des Verts

BERLIN

De notre correspondant

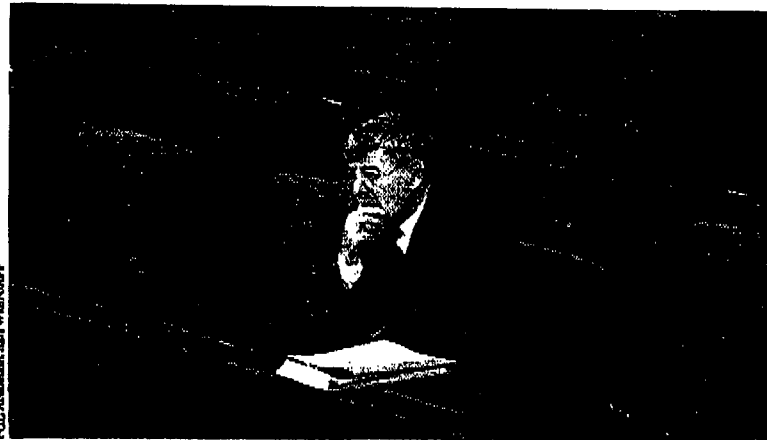
L'armée allemande apporte son concours à la construction d'un laboratoire de détection et d'analyse d'armes chimiques par la Turquie. Cette révélation détaillée dans un reportage de la seconde chaîne de télévision publique allemande ZDF, vient de faire l'effet d'une petite bombe à Berlin. Confirmant rapidement la nouvelle, le ministère de la défense assurait qu'il ne s'agissait que d'un armement à vocation défensive.

La Turquie assurerait ainsi la protection de ses soldats et des populations civiles, affirme Peter Zumkley, porte-parole des sociaux-démocrates du SPD pour la politique de défense. Les pays voisins, l'Irak en premier lieu, ont détenu ou sont supposés détenir encore des armes chimiques, dont elles pourraient faire usage.

Des experts mettent en doute les dénégations allemandes

Selon la Bundeswehr (l'armée allemande), le laboratoire en question ne permettrait en aucun cas à Ankara de fabriquer des armes chimiques. Cette assurance laisse certains experts sceptiques. Selon Hans Branscheid, porte-parole de l'organisation gouvernementale Medico Internationale, « lorsqu'on procure à la Turquie actuelle le savoir-faire qui permet la fabrication de gaz de combat, cela peut avoir des conséquences tragiques à l'avenir ».

L'Allemagne a déjà accumulé les expériences fâcheuses dans cette région du monde, précisément. Enquêtant en 1992 sur les fournisseurs des armes de destruction massive



Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères issu des Verts, trouve dans le dossier turc un nouveau sujet de friction avec les socialistes du gouvernement auquel il appartient.

détenues par les pays du Moyen-Orient, le centre Simon Wiesenthal indiquait que l'Allemagne venait largement en tête devant les États-Unis et la France. L'industrie allemande a permis ainsi la construction des complexes de fabrication d'armes chimiques de Samarra et Falouja (Irak), ou de Rabta (Libye). Les mêmes technologies ont sans doute été fournies à l'Irak et à la Syrie.

Selon l'enquête de ZDF, d'ailleurs, l'armée turque ferait déjà usage de cartouches de gaz dans ses affrontements avec la guérilla kurde du PKK pour vider les repaires où se réfugient les rebelles. Une infraction aux conventions concernant les armes chimiques, selon le docteur Thilo Marauhn, de l'Institut de droit international Max-Planck. Ces cartouches d'origine allemande, fabriquées par Dynamit Nobel, auraient été livrées en quantité limitée en 1995 à la Turquie. « Avec le feu

vert du ministère de l'économie », souligne celui de la défense pour se disculper.

La Turquie veut acheter 1 000 blindés à l'Allemagne

Un dossier fâcheux aux yeux des Verts. Il s'ajoute à la nouvelle coulure qu'ils viennent d'avaler avec la livraison d'un char de combat Léopard 2 à l'armée turque. Un matériel livré à l'essai pour tenter d'obtenir le contrat de 1 000 blindés que la Turquie veut acheter à l'Allemagne. Cette politique froisse profondément la sensibilité de l'électorat écologiste et va à l'encontre des vœux de Joschka Fischer, leader des Verts et ministre des affaires étrangères, de faire passer le respect des droits de l'homme avant le commerce des armes. L'affrontement sur cette question entre lui et le chancelier aurait ébranlé leur relation de confiance.

Michel VERRIER

Letter to Iraqi opposition

United States Department of State
Oct 26, 1999

Under Secretary of State for Political Affairs
Washington, D.C. 20520

Dr. Ayad Allawy
Iraqi National Accord

Seyyed Dr. Mohammed Bahr al-Uloom
Ahl al-Bayt Center

Mr. Massoud Barzani
President, Kurdistan Democratic Congress

Dr. Ahmed al-Chalabi
Iraqi National Congress

Seyyed Baqr al-Hakim
Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq

Sherif Ali Ibn al-Hussein
Constitutional Monarchist Movement

Mr. Jalal al-Talabani
President, Patriotic Union of Kurdistan

Gentlemen:

I am writing to you as recognized leaders of significant bodies of free Iraqis and of Iraqi opinion within the democratic opposition to the current Baghdad regime. I know that each of you has worked for the national recovery of Iraq from its current nightmare. Several of you are wholeheartedly committed to reunifying the Iraqi people behind an effective movement to recover your country from within. Several of you have pledged to demonstrate this commitment by stepping forward to lead the Iraqi opposition as both a national and an international movement, beginning with the joint conference of all Iraqi opposition parties in a new Iraqi National Assembly in New York in a few days.

The United States Government wants to hear from a unified Iraqi popular leadership just how it can proceed to support the people of Iraq in promoting the change of regime, as it is the right of you, the Iraqi people, to do. The United States also wants to hear from you how, thereafter, it might support Iraq in a great program of national recovery. The United States stands ready to cooperate with friendly governments as equal partners in common interests. However, the Iraqi people still have no effective or legitimate government to represent and to serve them, and to cooperate with neighbors and friends around the world. That is precisely why we Americans who wish to support Iraqi aspirations are so eager to support the rebirth of a strong, unified liberation movement and organization. We, and most of all the Iraqi people, need such a partner with which to cooperate--both to help liberate Iraq from its current nightmare, and to help rebuild it when Iraqis reclaim their freedom and national dignity. Until such a partner comes into being and action, there is little the United States or United Nations can do to help free Iraqis from Saddam Hussein's tyranny. We see no alternative to the renewed and reunified Iraqi National Congress.

It must succeed, and we are confident that it will succeed, beginning with the upcoming conference in New York, in supporting the forces of change within Iraq.

It is neither the right nor the responsibility, nor is it within the power of the United States, to select or promote Iraqi leaders, now in the

Opposition or for a future liberated Iraq. No doubt other brave Iraqis will step forward to join in the task of liberation and recovery, and many more will continue to pay with their lives. I know you face complicated calculations as you consider whether to join forces openly and unconditionally. I hope each of you will choose to stand unconditionally. I hope each of you will choose to stand together on the world stage in New York in a few days, in the full glare of the world media and the ongoing United Nations General Assembly, to inspire your countrymen with a powerful vision of national unity. I hope likewise to congratulate you as you stand together in Baghdad soon afterwards.

Sincerely,
Thomas R. Pickering
[Signed]

Notable absences hit iraqi opposition "unity" meeting

AFP
Oct 27, 1999

DUBAI, Oct 27 (AFP) - The impact of the Iraqi opposition's meeting in New York on Friday will be weakened by boycotts, notably by Shiite Moslems, who are staying away in protest at what they say is unacceptable US interference.

It is hoped that those attending will "reaffirm their unity, define their vision of Iraq's future and unveil a new drive to overthrow Saddam Hussein," say the organisers, the Iraqi National Congress (INC).

But reaffirming unity is not likely to be an easy matter, given the large number of opposition groups who have vowed to stay away from the first large-scale opposition congress for seven years.

"We will not attend the meeting because we believe there is no serious project for a change in Iraq," said Hamed Bayati, the London representative of the the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI).

"Furthermore, its staging in the United States prejudices the opposition and gives justifications to Saddam Hussein to accuse us of links to the West," the spokesman said.

SCIRI, the largest Shiite Moslem opposition grouping, has always remained wary of any US involvement. In January it rejected a US offer of financial aid saying that all change in Iraq was an internal matter.

Attending a meeting in the United States might also be difficult to explain to the group's host, Iran.

The original aim was to hold the meeting in Kurdish-held northern Iraq, but the venue was switched to New York for security reasons.

Other Shiites have also vowed to stay away, including the Al-Dawaa grouping and the influential religious figure, Sayed Mohammad Bahr al-Ulum.

"The meeting is taking part at the behest of the United States, and they are not serious about their public statements to overthrow the Iraqi regime," Bahr al-Ulum told AFP.

But the boycott has also spread to other Iraqi opposition groups with the Iraqi Communist Party, the Iraqi Islamic Party, the Iraqi Democratic Union and the Socialist Party in Iraq all urging non-attendance.

Despite these absences, the INC says it expects more than 300 delegates at the October 29-November 1 congress at a New York hotel.

Among those who say they will attend the meeting are the two largest, but

rival, Kurdish formations in northern Iraq -- the Kurdistan Democratic Party and Patriotic Union of Kurdistan.

Smaller groups such as the Movement for a Constitutional Monarchy, which wants to restore the royal family overthrown in 1958, and the Amman-based Iraqi National Accord (INA) are also expected to attend.

The delegates will "agree on a new strategy and programme of action to overthrow the regime and establish political, economic, military and humanitarian structures," the INC said.

They are also expected to elect a new leadership.

The United States has pledged to disburse 97 million dollars in military aid to Iraq's fragmented opposition, once the Sunni and Shiite Arab groups and Kurdish factions have closed ranks.

Khatami: U.S. Dominance Must End

AP - Oct 29, 1999

By ELAINE GANLEY Associated Press Writer

PARIS (AP) - Iranian President Mohammad Khatami took a jab at the United States on Friday, saying that the time for superpowers and saber-rattling has passed.

The future of the world in the coming century depends on dialogue among equals, he told a U.N. ministerial gathering at the close of a three-day visit to France.

"World domination by one country can have disastrous consequences," Khatami said at a news conference later. "The time has passed that one country can impose its own views."

The moderate Iranian leader also stressed Iran's wish for "interaction with Western countries," but said the United States needs to change its attitude before relations between the two countries can get back on track.

Security was tight during Khatami's visit, the first to France by an Iranian leader since the 1979 Islamic revolution. However, Iranian opposition groups managed to stage several protests.

They unfurled a banner Friday reading "Down with Khatami" from the top of the Arc de Triomphe.

A woman protester breached security at the U.N. Educational, Scientific and Cultural Organization where the Iranian leader spoke, screaming "Khatami is a terrorist."

The People's Mujahedeen of Iran, the largest opposition group has carried out a harassment campaign since Khatami's arrival.

France got a clear moral boost from the visit, and Khatami said the two nations have "good ground" for relations that, ultimately, can benefit Europe.

However, Khatami provided mixed messages about Iranian willingness to narrow the diplomatic divide with the United States, which has not had ties with Iran since the revolution.

He said there were "no obstacles" on the road to developing ties and that "an important step" had already been taken with cultural exchanges and sports competition.

And he welcomed the U.S. State Department's decision to include the Mujahedeen on a list of terrorist organizations as among several positive signs for the better relations.

At another point, though, Khatami seemed less optimistic.

``Dismantling the wall of mistrust takes time, takes a certain change in the U.S. attitude.''

``If the axis of the 20th century was the force of the sword, ... we must understand that the main axis of the coming century must be that of dialogue,' ' Khatami said in his speech Friday before education ministers at UNESCO. ``Otherwise, the steely sword will turn into a double-edged blade which will spare no one. Powerful warmongers may be the first victims.''

Khatami, locked in a power-struggle with hard-liners in Tehran, has been forced to tread carefully during his visit. Khatami's proposal for a dialogue between cultures was passed in a November 1998 U.N. resolution for the year 2000. It helped open the door to new links between the Islamic republic and the West.

However, the arrest in March of 13 Iranian Jews charged with spying for Israel has provided a new source of friction with the West.

Khatami told reporters he would not intervene on behalf of the Jews.

``All countries are sensitive to their own security,' ' he said.

He noted that eight Muslims were arrested along with the 13 Jews, so ``religion is of no concern here.''

``We will do our best to have their rights observed,' ' he said.

Espionage in Iran is punishable by death.

Saint Père, résistez aux pressions américaines !

Le pape Jean-Paul II risque de reporter son voyage en Irak, par crainte d'une récupération politique. *Al Quds al-Arabi* lui rappelle que ses visites précédentes en Pologne avaient également un caractère politique.

AL QUDS AL-ARABI
Londres

La cité du Vatican commence à chercher des prétextes pour reporter, voire annuler, la visite du pape Jean-Paul II en Irak, prévue pour décembre prochain. Le pape subit actuellement d'énormes pressions de la part des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, ainsi que d'autres pays occidentaux, visant à le convaincre, dans le cadre de sa tournée au Moyen-Orient, de ne pas se rendre à Ur (au sud de l'Irak), ville natale d'Abraham.

Le gouvernement américain craint qu'une telle visite ne vienne briser l'isolement de l'Irak et plus particulièrement du président Saddam Hussein. Le pape, qui est à la fois chef d'Etat et chef de l'Eglise catholique, devrait rencontrer le président irakien. On craint aussi que les autorités irakiennes n'exploitent cette visite à des fins politiques en montrant les effets destructeurs du blocus imposé au peuple irakien.

Il est fort probable que le pape et ses collaborateurs étudient en ce moment le meilleur moyen de céder à ces pressions tout en se ménageant une sortie honorable. Ces derniers jours, certaines sources au Vatican évoquaient des "problèmes diplomatiques" et des difficultés à organiser le programme de la visite. Ces mêmes sources indiquent que le pape s'est indigné d'une pétition signée par de nombreux intellectuels irakiens et diffusée par l'agence de presse irakienne la semaine dernière. Celle-ci parle d'agression américano-sioniste contre l'Irak et rappelle au monde entier qu'il ne faut pas s'attendre que les musulmans viennent en masse saluer le pape, le chef de l'Eglise qui a innocenté les juifs de l'assassinat du Christ.

Nous ne pensons pas qu'une telle pétition, signée par une poignée d'intellectuels, doive dissuader le pape d'accomplir sa visite à Ur. Nous estimons que le problème est plus grave : il concerne avant tout la position américaine au sujet de cette visite et le fait

qu'elle pourrait attirer l'attention sur l'attitude criminelle du gouvernement américain, qui, lentement, tue et affame 20 millions d'Irakiens. Prétendre que le pape craint que sa visite ne soit exploitée à des fins politiques n'est pas convaincant. Tous les voyages précédents du pape étaient "politiques", notamment ceux qu'il a effectués dans son pays natal, la Pologne, qui témoignaient d'un soutien au syndicat anticommuniste Solidarité.

Si le pape a accepté de jouer un rôle pour ébranler les fondements du communisme dans son pays et libérer son peuple de ce carcan, il doit agir de même pour faire lever l'embargo qui touche les 20 millions d'Irakiens. Parmi eux se trouvent des millions de chrétiens, mieux traités que leurs coreligionnaires d'autres pays arabes qui bénéficient de la bienveillance américaine. Le pape a déjà résisté aux pressions américaines lorsqu'il s'est rendu à Cuba, nous espérons qu'il fera de même pour sa visite en Irak. ■

La Turquie et l'Europe

La Turquie n'est européenne ni par la géographie ni par l'Histoire
● *L'amitié euro-turque doit prendre la forme d'une association.*

Dans son dernier rapport sur l'élargissement de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles a proposé de reconnaître à nouveau la candidature de la Turquie, écartée en 1997. Comme la politique des Etats-

PAR JEAN-CLAUDE CASANOVA *

Unis n'est pas étrangère à cette décision, reportons-nous à l'analyse d'un diplomate américain, Alan O. Makowsky, qui fut responsable des affaires turques au département d'Etat et qui est considéré à Washington comme l'un des meilleurs experts de ce pays.

La politique américaine

Résumons, et parfois citons, les recommandations qu'il formule pour son gouvernement (1). Celui-ci doit : 1) affirmer l'importance de la Turquie ; 2) définir une politique cohérente pour y soutenir un régime pro-occidental, démocratique et laïque ; 3) mener un dialogue « discret » (*low visibility*) sur les droits de l'homme et la question kurde ; 4) y favoriser les forces pro-occidentales et l'armée par des ventes et des fournitures d'armes ; 5) imposer à la Syrie de ne plus aider les nationalistes kurdes ; 6) « soutenir l'intégration politique de la Turquie à l'Europe occidentale alors qu'elle en a été progressivement et dangereusement écartée », ce qui doit conduire « à maintenir la porte ouverte à son adhésion éventuelle à l'Union européenne, quand elle en remplira les conditions ». L'expert ajoute : « Les Etats-Unis doivent pousser (urges) leurs partenaires européens à traiter la Turquie à égalité avec les autres pays figurant sur la liste d'attente. » Agir autrement

conduirait à « tenir ce pays hors d'Europe et à considérer celle-ci comme un « club chrétien » ».

La plupart de ces conseils sont raisonnables. Il ne fait pas de doute, au moins pour les cinq premiers, et même si les Européens ne disposent pas des moyens d'action des Etats-Unis, que nous pouvons les tenir pour nôtres. La dernière recommandation mérite, en revanche, d'être discutée, puisqu'elle repose sur trois idées : la Turquie ferait naturellement partie de l'Europe ; ne pas l'admettre reviendrait à épouser un préjugé antimusulman et à compromettre sa stabilité et son appartenance au camp occidental.

Erreurs et difficultés

Doit-on rappeler, cependant, que l'Asie mineure n'est pas en Europe et que, depuis qu'il existe des cartes, l'Anatolie, c'est-à-dire l'essentiel du territoire turc, se situe hors d'Europe. Ce qui est vrai en géographie l'est plus encore en Histoire. Dans le passé, l'Europe s'est constituée et pensée comme une forme politique lorsqu'elle a subi deux invasions : celle des Arabes en Espagne et celle des Ottomans dans les Balkans. Dans les deux cas, après un temps plus ou moins long, les Européens ont expulsé leurs envahisseurs, comme ils ont été eux-mêmes renvoyés des pays d'Afrique ou d'Asie qu'ils avaient conquis et parfois peuplés.

Le préjugé antimusulman n'a rien à voir avec l'adhésion de la Turquie à l'Union. Il est invoqué pour culpabiliser les Européens. Or, il ne fait pas de doute que l'Albanie, majoritairement musulmane, appartiendra un jour à l'Union, comme la Bosnie. D'autre part, il s'est

constitué en Europe des minorités musulmanes de diverses origines qui s'intègrent progressivement et que personne de raisonnable ne songe à écarter de la citoyenneté européenne. La formule de Montsquieu selon laquelle « l'Europe s'arrête là où commence la religion mahométane » n'est plus de mise. L'islam fait désormais partie de l'Europe.

Si la candidature turque n'a de sens ni géographique ni historique, quel autre sens revêt-elle ? Elle convient aux Etats-Unis pour les raisons que nous avons vues. Mais ceux-ci confondent l'Otan, l'Occident et l'Europe. L'Union européenne n'est pas le seul moyen de maintenir la Turquie dans l'Otan, ni de faire qu'elle reste l'alliée et l'amie des Etats-Unis et de l'Europe.

La Commission européenne mesure bien toutes les difficultés posées par la candidature d'Ankara : l'armée y joue un rôle plus important que le pouvoir civil. La question kurde est loin d'être réglée. Les Turcs soutiennent les Azéris contre les Arméniens. Par-dessus tout, l'évolution démographique pose de redoutables problèmes : dans 25 ans, la Turquie représenterait le quart de la population de l'Union européenne (à 15). A Bruxelles, pour se tirer de ce mauvais pas, on murmure que l'essentiel est d'inscrire Ankara sur la liste d'attente et de l'y laisser. Cette attitude n'est digne ni de l'Europe, ni de la Turquie, ni de leurs relations futures.

Des principes clairs

Quels pourraient être les principes clairs d'une politique européenne ?

1. L'Asie mineure, sauf par abus de langage, ne fait pas partie de l'Europe.

2. Ni la contiguïté géographique, ni la nature du régime politique, ni l'ouverture des échanges ne suffisent à déterminer les limites de l'Europe. Si la contiguïté, les droits de l'homme et le marché suffisaient, alors les « souverainistes » auraient raison et le projet européen ne serait qu'un camouflage et une étape de la mondialisation. Il n'aurait ni sens historique ni portée politique.

3. L'amitié euro-turque doit être renforcée par une association économique et une alliance militaire sur un pied d'égalité.

4. La question des limites de l'Europe est devenue une question essentielle pour deux raisons. Le sentiment antieuropéen se nourrit de l'indétermination. Si l'Europe doit comprendre la Turquie, pourquoi ne comprendrait-elle pas le Maroc, l'Algérie, le Moyen-Orient, la Russie ? Elle irait d'Agadir à Helsinki, en passant par Tamanrasset, Aden et Vladivostock. Ce qui enlève au mot même d'Europe toute signification.

Il ne peut exister de cohésion, de force morale, en un mot de puissance, sans connaissance de ses propres limites. L'enjeu est devenu suffisamment important, aujourd'hui, pour que le problème des frontières européennes ne soit plus seulement défini à Washington et par des bureaucrates à Bruxelles, ni même par un conclave de ministres des Affaires étrangères. C'est aux grands partis démocratiques des nations européennes qu'il appartient désormais de se prononcer. **J.-C. C.**

* De l'Institut, directeur de la revue Commentaire.

(1) Dans le chapitre d'un livre récent, sous la direction de Robert Chase, Emily Hill et Paul Kennedy : *The Pivotal States. A New Framework for US Policy*, New York, Norton, 1999.

LE FIGARO

MERCREDI 27 OCTOBRE 1999

Congrès de l'opposition irakienne à New York marqué par l'absence des chiïtes



DUBAI, 27 oct (AFP) - Le congrès de l'opposition irakienne s'ouvre vendredi à New York pour discuter du renversement de Saddam Hussein mais d'importantes formations, surtout chiïtes, le boycottent, critiquant l'ingérence des Etats-Unis.

Les délégués au congrès doivent "réaffirmer leur unité, définir leur vision de l'avenir de l'Irak et dévoiler une nouvelle campagne pour renverser Saddam Hussein", selon le Congrès National Irakien (CNI, qui se présente comme la principale alliance de l'opposition), organisateur de la réunion.

Une tâche qui s'annonce ardue, vu le grand nombre de formations et d'indépendants qui ont annoncé leur boycott de ce congrès, le premier depuis sept ans.

"Nous n'assisterons pas à la réunion, car nous estimons qu'il n'y a pas de projet sérieux pour un changement en Irak", a déclaré à l'AFP Hamed Bayati, représentant à Londres de l'ASRII (Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak), principale formation chiïte, basée à Téhéran.

"De plus, sa tenue aux Etats-Unis porte préjudice à l'opposition et donne des justifications à Saddam Hussein pour nous accuser d'être liés à l'Occident", a-t-il ajouté.

La réunion devait à l'origine se tenir dans le nord irakien sous contrôle kurde, mais les organisateurs ont changé d'avis, craignant notamment de ne pas être à l'abri des troupes irakiennes qui avaient effectué une incursion dans cette région en août 1996.

Une deuxième formation chiïte, al-Daawa, qui affirme comme l'ASRII être active dans le sud chiïte de l'Irak où des troubles et des actions anti-gouvernementales sont régulièrement signalés, a annoncé qu'elle ne participerait pas, de même qu'une des principales personnalités de l'opposition chiïte, Sayed Mohamed Bahr al-Ouloum.

"La rencontre se tient en raison de la volonté des Etats-Unis, et ces derniers ne sont pas sérieux dans leur intention affichée de renverser le régime irakien", a expliqué à l'AFP M. Bahr al-Ouloum, un dignitaire religieux.

En outre, le Parti Communiste Irakien, plusieurs petites formations et un grand nombre d'indépendants, dont des personnalités sunnites, ont décidé de ne pas aller à New York.

Le CNI a affirmé que plus de 300 délégués étaient attendus et devront élire une nouvelle direction pour redonner une impulsion à l'opposition, minée par ses divergences.

Le congrès doit de plus "s'entendre sur une stratégie et un programme d'action pour le renversement du régime, établir des mécanismes politiques, financiers, militaires et humanitaires" pour promouvoir l'action de l'opposition et élaborer sa vision d'un Irak "libre et prospère à l'avenir", selon le CNI.

Les principales formations à avoir répondu présent sont les deux organisations rivales kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak, l'Union Patriotique du Kurdistan, dont le chef Jalal Talabani se rendra en personne à New York, ainsi que le Parti Démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani.

Le Mouvement pour la monarchie constitutionnelle, qui réclame le retour de la monarchie renversée en 1958, doit également y participer, ainsi que l'Entente nationale, dirigée par Iyad Allawi et basée à Amman.

Les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils verseraient une assistance financière à l'opposition pour l'aider à renverser Saddam Hussein après la tenue de son congrès.

Ils ont informé le CNI le 14 octobre qu'ils allaient déjà offrir une assistance militaire de cinq millions de dollars. Mais beaucoup de groupes, des Kurdes aux chiïtes, avaient rejeté cette aide et affirmé que tout changement en Irak devrait venir de l'intérieur du pays.

Avec la bénédiction du guide suprême

A Téhéran, Khatami a le vent en poupe. Il aurait même pactisé avec son rival conservateur, Ali Khamenei.

TÉHÉRAN :
Serge MICHEL

C'est un président iranien plus solide que jamais qu'a rencontré hier Jacques Chirac. Un homme dont on ne donnait pas cher lors des émeutes estudiantines de l'été, mais qui a surmonté ces derniers mois deux assauts que certains experts qualifient de tentatives de coup d'Etat.

D'abord, il y a eu cette lettre de 24 commandants des pasdaran (gardiens de la révolution), juste après les émeutes de juillet. Ce corps d'armée tout-puissant y mettait en doute la capacité du président à maintenir l'ordre, et menaçait de reprendre en main la situation. La réaction des réformateurs a été si vigoureuse que les pasdaran ont dû faire machine arrière, en multipliant les gestes d'obédience au président élu.

Plus récemment, un autre plan visait à mettre en doute les

qualités religieuses de l'hodjatoleslam Khatami (rang moyen de la hiérarchie chiite). « Vous avez été élu président, pas « Source d'imitation » (position la plus élevée chez les chiites), a lancé l'ayatollah Khazali, un ultraconservateur enragé. *Obéissez-nous, sinon, vous allez devoir quitter le pays déguisé en bonne femme, comme Bani Sadr il y a 18 ans.* » Un autre ayatollah de la même trempe, Mesbah Yazdi, a déclaré : « *Tout cela est à cause de votre slogan de société civile. Et maintenant, on en est à discuter de l'existence de Dieu dans les universités !* »

Cette offensive du clergé conservateur a culminé fin septembre avec une lettre d'insultes au président signée par la puissante Société du clergé combattant. Là encore, le flop fut complet. Certains membres éminents de la Société ont pris leurs distances, comme l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, au point que l'on parle maintenant d'un

nouveau schisme au sein de cette Société, un désastre à quatre mois des élections parlementaires où elle devait mener les troupes conservatrices.

Intouchable ?

Tout se passe comme si Khatami était devenu intouchable, et c'est sans doute le cas. Car il semble avoir gagné le soutien de celui que l'on a longtemps considéré comme son grand rival, le guide de la révolution, Ali Khamenei. A Téhéran, la thèse de l'alliance secrète des deux hommes pour former une grande coalition au centre est sur toutes les lèvres. Le 1^{er} octobre, pour la première fois, le guide a embrassé le président à la prière du vendredi. Ce geste spectaculaire faisait suite à un sermon où Ali Khamenei a pris le parti de Khatami : « *Notre président est un musulman pieux, travaillant à la renaissance de l'islam.* »

De fait, malgré leurs différences théologiques et idéologiques, les deux hommes ont

un point commun : ils risquent tous deux de se faire débordier par leur troupes respectives, ce qui pourrait plonger le pays dans le chaos.

Premier avantage concret de cette alliance probable : une autre déclaration du guide invitant le Conseil des gardiens à ne pas rejeter la plupart des candidatures aux prochaines législatives, comme cette instance conservatrice a pris l'habitude de le faire depuis des années. « *Tous ceux qui veulent servir le pays doivent avoir la possibilité de le faire* », a dit Khamenei, un personnage suprême, infailible et sacré, selon la Constitution iranienne.

Enfin, mardi soir, le guide a donné sa bénédiction au président pour son voyage en France. Un visa qui lui a manqué en mars, lorsque sa visite a été annulée au dernier moment sous le prétexte protocolaire de vin servi à l'Élysée.

Pour autant, Khatami ne semble pas avoir fait de concessions sur le rythme des réformes, et sa santé politique se mesure, ces jours-ci, à la largeur des sourires de son entourage. « *Nous allons rafter 70 % des sièges au nouveau Parlement*, souffle un membre du bureau présidentiel, sous couvert de l'anonymat. *Nous pourrions faire mieux, mais c'est une erreur d'éliminer les conservateurs. On a trop souffert nous-mêmes de leur monopole du pouvoir.* »

S. M.

Plus de 1000 opposants bloqués aux frontières Quelque 2000 manifestants ont crié «à mort Khatami» au Trocadéro.

Ils sont 2000 place du Trocadéro à Paris, selon la police. «*On est 12000*», rectifie Manoutchehr Hezarkhani, membre du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI). «*On est venu protester contre la présence de Khatami en France et le cadeau offert à l'Iran par le gouvernement français: la chasse aux opposants. On a voulu nous empêcher de venir à Paris par la force.*»

Filet. Le «cadeau» français au président iranien, c'est la restauration des contrôles aux frontières pendant les trois jours de la visite présidentielle. Quelques centaines d'Iraniens ont été refoulés, selon le ministère de l'Intérieur. Encore un chiffre réfuté par le CNRI, majoritairement composé de Moudjahidin du peuple. Ali Riza Gafazadih, qui a passé la

frontière franco-italienne avant la mise en place du filet, estime que «*plus de 1000 personnes qui devaient participer au rassemblement ont été interdites de territoire. Et arrêtées dans les aéroports, mais aussi aux postes-frontière belges, allemands et italiens.*»

Les Verts à part. Le CNRI fait peur et pas seulement aux autorités françaises qui ont interpellé 39 Iraniens au siège de l'organisation à Auvers-sur-Oise,

hier matin, et 27 autres dans les rues parisiennes l'après-midi. Les Verts se sont bien gardés de se joindre au rassemblement et s'en sont allés manifester 100 mètres plus loin et quatre heures plus tard devant l'ambassade d'Iran. Le parti écologiste reproche à Khatami la vio-

lence de son régime en général et la condamnation à mort de treize juifs en particulier. Ces hommes, soupçonnés d'espionnage au profit d'Israël, ont également mobilisé le Crif, la Licra et le Mrap qui se sont ras-

semblés au Palais de justice de Paris et dans quelques villes de province.

Portraits brandis. Seuls Brice Lalonde et M^{re} Gaillot se sont égarés au Trocadéro. Un soutien aux

Moudjahidin dont l'essentiel des forces armées se trouvent basées en Irak? «*Aucun rapport. Il s'agit simplement de montrer son opposition au régime de Téhéran*», s'est justifié le dirigeant de Génération écologie. Quant au culte de la personnalité dont bénéficient les chefs du mouve-

ment, Massoud Radjavi et sa femme Maryam, aux portraits brandis, il n'a pas gêné l'écologiste libéral.

Ecran géant. Une femme, venue de Cologne, tient d'une main un poster du couple Radjavi. Dans l'autre, une photo beaucoup plus petite: un portrait de son frère, disparu à Téhéran il y a dix ans. «*Depuis, je milite au CNRI. Je reverse la moitié de mon salaire de comptable à l'organisation.*» Sa cotisation et celle des militants ont transformé le petit rassemblement du Trocadéro en ersatz de gros meeting, avec écrans géants et défilé d'orateurs, faisant vibrer l'assistance au cri de: «*A mort Khatami!*» ●

EMMANUELLE GOUBARD
et MICHEL HOLTZ

LE FIGARO
JEUDI 28 OCTOBRE 1999

LIBÉRATION
28 OCTOBRE 1999

Le pape doit reporter son voyage en Irak

D'autres obstacles attendent Jean Paul II en l'an 2000 dans ses déplacements prévus en Israël et en Grèce

ROME

de notre envoyé spécial

C'est un souhait tenace que le pape exprime depuis cinq ans de visiter les lieux marquants de l'« histoire du salut ». Dès 1994, dans sa lettre intitulée *Dans l'attente du troisième millénaire*, il avait manifesté l'espoir de se rendre pour l'an 2000 dans « tous ces lieux qui se trouvent sur le chemin du peuple de Dieu, depuis les terres parcourues par Abraham et par Moïse, en traversant l'Égypte et le Mont-Sinaï, jusqu'à Damas, ville témoin de la conversion de Saint-Paul ».

Le 29 juin, il indiquait vouloir commencer par Ur, en Chaldée, l'actuelle Tal el Muqayar, au sud de l'Irak, la ville d'Abraham, vénéré par les croyants juifs, chrétiens et musulmans. Puis le poursuivre en terre sainte, à Bethléem, à Nazareth et à Jérusalem. Le terminer par Damas et par Athènes, où saint Paul a prêché. Soit un périple parsemé d'embûches politiques.

Si la volonté du pape reste intacte, ses collaborateurs et les milieux diplomatiques de Rome avouent que ce pèlerinage se heurte à des difficultés croissantes avec l'Irak, avec Israël et avec la Grèce. « Jean Paul II ira en Irak »,

affirment-ils, mais pas à la date des 3 au 5 décembre annoncée par Raphaël Bidawid, patriarche des chaldéens, « sans concertation », indique-t-on avec agacement au Vatican. Le voyage en Irak est reporté à janvier 2000.

Ce recul ne tient pas aux pressions américaines et anglaises suite à l'annonce d'une visite considérée, à Washington et à Londres, comme un cadeau à Saddam Hussein. En juillet, un « entretien » entre Madeleine Albright et M^{re} Jean-Louis Tauran, « ministre des affaires étrangères » de Jean Paul II, avait été qualifié d'« orageux ». Le Vatican a toujours insisté sur la dimension religieuse du séjour du pape mais n'a jamais tu son intention de dénoncer l'embargo contre l'Irak. Il l'avait déjà fait à Cuba.

Cette fois, c'est d'Irak que viennent les hésitations. Le Vatican s'est montré indisposé par la publication, par l'agence INA de Bagdad, d'une lettre ouverte d'intellectuels irakiens mettant directement en cause Jean Paul II : « Il connaît le nombre des enfants, des personnes âgées et des femmes tués par l'embargo. Comment a-t-il l'intention de se comporter face à leurs souffrances, face à la faim et à la maladie ? Ou cela n'a-t-il pas d'import-

tance parce que sa visite est de nature religieuse. » Riposte du Vatican : début octobre, une pause est demandée à Bagdad dans la préparation de ce voyage.

Les exigences de Saddam Hussein sont jugées excessives au Vatican, qui n'entend pas que le pape soit flanqué, pendant tout son séjour, de l'encombrant président irakien. Une poignée de main à l'arrivée à Bagdad suffirait. Le pape veut faire un pèlerinage « personnel » en Chaldée sur les pas d'Abraham, et il ne tolérera aucune récupération politique de ce séjour par le régime.

Bagdad commencerait aussi à craindre les conséquences d'une telle visite. Le pape ne manquera pas de donner à l'Irak une leçon de morale internationale, de respect des droits de l'homme et des minorités. Quoi qu'il en soit, insiste-t-on à Rome, le pape ne se rendra pas en Irak avant d'avoir été « invité » - c'est la règle absolue de tous ses voyages - par les autorités politiques du pays. Être invité, c'est-à-dire avoir reçu toutes les garanties sur sa liberté de mouvement et de parole.

Même si l'étape irakienne reste problématique, le pape, soucieux de fidélité historique, veut commencer son pèlerinage « sur les lieux du salut » par Abraham en Chaldée, ensuite par Moïse en Égypte et par Jésus en Israël et en territoire palestinien. De retour de Bagdad, il se rendra donc en Égypte, au monastère Sainte-Catherine du Mont-Sinaï, là où Moïse aurait reçu la révélation divine. Cette étape ne soulève plus d'obstacle.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

Le deuxième point chaud est donc Nazareth, ville au nord d'Israël, touchée par un conflit autour

d'un projet de construction d'une mosquée près de la basilique de l'Annonciation, l'un des principaux lieux saints chrétiens. Le gouvernement israélien est accusé par les Eglises locales et le Saint-Siège d'entretenir la tension. Une commission ministérielle vient d'autoriser la construction de cette mosquée, de taille plus modeste que celle espérée par les musulmans, mais les travaux ne pourront pas commencer avant la visite du pape - prévue pour le 25 mars - et les célébrations chrétiennes du Jubilé de l'an 2000.

Mais le Vatican maintient sa position de refus total - quelle que soit la date de construction - d'une mosquée proche de la basilique de l'Annonciation. L'étape de Nazareth est donc compromise. Aucun projet précis n'est à l'ordre du jour pour Bethléem, en territoire palestinien, et pour Jérusalem. Les Eglises et le Vatican font un préalable de la liberté de circulation des chrétiens palestiniens. Pour ménager les susceptibilités politiques, le seul grand rassemblement autour du pape pourrait avoir lieu près du monastère de Latroun (entre Jérusalem et Tel-Aviv).

La dernière embûche concerne Athènes et vient des « frères » chrétiens de l'orthodoxie. Si le pape a pu se rendre, en mai, en terre orthodoxe - en Roumanie -, il reste interdit de séjour à Athènes par l'Église nationale orthodoxe, l'une des plus anticatholiques. L'archevêque d'Athènes a déclaré que le pape ne pourrait jamais être reçu comme chef d'une Église chrétienne. L'archevêque catholique a dénoncé la montée du « fondamentalisme orthodoxe » en Grèce.

Henri Tincq



Reddition à la Turquie d'un deuxième groupe du PKK

ANKARA, 29 oct (AFP) - 13h50 - Un deuxième groupe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est rendu aux autorités turques, vendredi, jour anniversaire de la proclamation de la République turque, afin de "contribuer à la paix".

Le groupe, composé de 5 hommes et 3 femmes de l'Ernk (Front de libération nationale du Kurdistan, aile politique du PKK) provenant de Vienne, a été accueilli à l'aéroport d'Ankara par la police antiterroriste et a été aussitôt emmené, a indiqué à l'AFP un de ses avocats, Irfan Dundar.

Un premier groupe de huit membres du PKK était entré en Turquie à partir de l'Irak le 1er octobre, s'était rendu aux autorités à Semdinli (sud-est), obéissant à un appel du chef du PKK emprisonné, Abdullah Ocalan.

Les membres de ce groupe avaient été écroués après avoir comparu devant un tribunal à Van (est).

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme fin juin par la justice turque. La Cour de cassation se prononcera le 25 novembre sur son sort.

Il a alors ordonné au PKK de se retirer du territoire turc et d'arrêter sa lutte armée, ce que le parti a accepté.

Mais l'armée turque a répété sa détermination à pourchasser le PKK.

Turkish military in show of secular support

Reuters - Oct 29, 1999

By Elif Unal

ANKARA, Oct 29 - Turkey's influential armed forces staged a demonstration of support for the country's secular order on Friday, a week after the murder of a top secularist academic raised fears of Islamic radicalism.

On the 76th anniversary of the modern state's foundation, thousands of military members went to the mausoleum of its founder, Mustafa Kemal Ataturk. They traditionally visit the mausoleum on Republic Day but this year's turnout was unusually high.

Political and military leaders laid wreaths at the mausoleum and held a one minute silence in a tribute to Ataturk, who forged the republic on secular principles from the ashes of the Ottoman Empire.

"Our nation believes that the republic is the most important connection to the future as a democratic, secular and a social state. As a nation we are determined to protect it...and empower it," state-run Anatolian news agency quoted from a note by President Suleyman Demirel.

The high-profile appearance of the military was seen as a warning to Islamists and the government not to soft on Islamic extremism.

KISLALI KILLING SPARKED FEARS

The assassination last week of secularist academic Ahmet Taner Kislali, a former culture minister, triggered a fresh anti-Islamic backlash in Turkey and renewed fears that the constitutional order is threatened by radical Islamists.

Kislali was killed in a car bombing, suspected by police to have been carried out by the outlawed Great Islamic Eastern Raiders-Front (IBDA-C). But no one has claimed responsibility for the attack.

The IBDA-C was also suspected to have planted a pipe bomb which exploded in the garden of Istanbul University on Friday, according to a telephone call received by Anatolian news agency. The bomb caused no casualties and little damage.

A military-dominated high council urged secularist Prime Minister Bulent Ecevit on Thursday to solve Kislali's killing in an apparent move to test the government's commitment to an army-inspired crackdown on the Islamic movement.

The powerful generals, who see themselves as the guardians of the secular constitution, spearheaded a campaign to topple Turkey's first Islamic-led government two years ago.

Turkey's hardline chief prosecutor blasted mainstream politicians earlier this week for trying to implement human rights reforms which he said would help the "Islamic threat".

Elsewhere in the country, people, soldiers and state officials placed wreaths at Ataturk monuments at Republic Day celebrations, but traditional parades by the armed forces were cancelled due to August's lethal earthquake.

The cancellation followed a proposal from military headquarters aiming not to hinder the army's aid work in the quake-stricken northwest, the agency quoted a statement by the prime minister's office as saying.

In new peace overture to Ankara, second Kurdish group surrenders

AFP - Oct 29, 1999

ANKARA, Oct 29 (AFP) - A second group of eight Kurdish rebels surrendered Friday at Istanbul airport in a move separatist leaders said showed that the Kurdistan Workers' Party (PKK) was committed to peace.

Lawyer Irfan Dundar told AFP that the group arrived at the city's Ataturk airport at 1:45 p.m. (1045 GMT) on a scheduled flight from Vienna.

Their surrender coincided with the 76th anniversary of the foundation of the modern Turkish state.

The delegation was escorted off the plane by anti-terrorist police under heavy security and were taken to police headquarters, said Dundar, one of the four lawyers who were at the airport to meet the group.

The lawyers were not allowed to meet the rebels at police headquarters where they were being questioned. "We were told that we would be able to see them after four days," Dundar said.

The PKK delegation, headed by Haydar Ergul, consists of three women and five men, all of whom are members of the PKK's political wing, the Kurdistan National Liberation Front (ERNK), a spokesman for the lawyers said. In a statement distributed by the pro-Kurdish Dem news agency, the PKK's leadership council reiterated its intent to make peace with Turkey.

"This brave and self-sacrificing step we have taken on the 76th anniversary of the republic's anniversary is the clearest evidence of our party's determination to develop the process for peace and a democratic solution," the statement said.

It underlined that it was now an "inescapable necessity" for Turkish officials and public to respond in kind. "No one should doubt a power that can take such decisive steps for peace," it added.

On October 1, a first group of PKK rebels surrendered with their weapons at the southeastern Turkish city of Semdinli on the border with Iran and Iraq following an appeal by jailed PKK leader Abdullah Ocalan for a peaceful solution to the Kurdish conflict.

They were subsequently jailed in the eastern province of Mus and are currently awaiting trial by a state security court on terrorism-related charges.

The first group had come bearing letters of peace from the PKK, addressed to Turkey's civilian and military authorities and the second group was expected to be carrying similar messages.

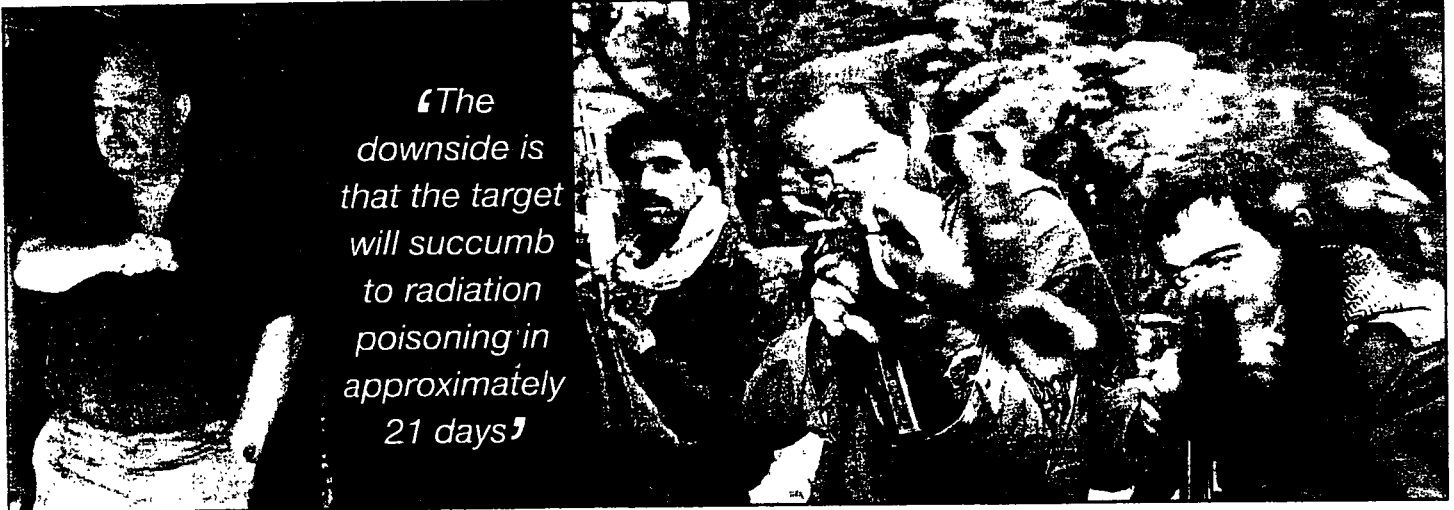
The PKK, set up by Ocalan in 1978, launched an armed campaign in 1984 for Kurdish self-rule in southeastern Turkey. The conflict has claimed some 31,000 lives.

Since Ocalan's capture in February in an undercover operation in Kenya earlier this year, the PKK has said it would pull out of Turkish territory and stop fighting against the Ankara government.

But the Turkish army has rejected these moves as "propaganda by the terrorist organization" and has vowed to continue hunting down the rebels.

Ocalan has been sentenced to death on a treason charge. An appeal court is currently reviewing the verdict and is expected to announce its final decision on November 25.

British firm told Turkey how to irradiate Kurds



“The downside is that the target will succumb to radiation poisoning in approximately 21 days”

Helping hands: Aims offers advice and weapons to governments and became involved in the Turkish battle with Kurds that has cost 30,000 lives

INSIGHT

A BRITISH security company which is under investigation by Scotland Yard over an alleged plot to kill a guerrilla leader proposed the use of radiation to poison Kurdish prisoners.

Aims Ltd, of Salisbury, Wiltshire, which has close links to British intelligence and the SAS, offered to arrange to irradiate Kurdish rebels held by the Turks in northern Iraq.

The company told Turkish military authorities that after the Kurds were released the radiation would make it possible to track their movements and follow them to their bases. It added that the prisoners could fall ill from radiation poisoning within 21 days.

Aims is already being investigated by Scotland Yard after The Sunday Times revealed that it had plotted to assassinate Abdullah Ocalan, leader of the Turkish PKK guerrilla group, for a fee of £5.75m.

Now it faces fresh allegations that it has engaged in a string of mercenary activities. Confidential documents seen by The Sunday Times show that Brian Smith, the company's boss who goes by the name of "Tom", suggested the radiation poisoning in a five-page briefing document prepared for the Turkish security authorities. After discussing options for tracking the rebels, including heat detection or ultraviolet or infrared view-

ers, he wrote: "Radiation detection. This is a method in which a radioactive source is placed in the target and the source is then monitored.

"This can be done by aircraft or satellite. The downside is that the target succumbs to radiation poisoning in approximately 21 days. This has been used by certain nations when they have released PoWs."

A security official involved in the deal said Aims proposed to irradiate the prisoners from a table hidden in a metal box on a table in an interrogation cell.

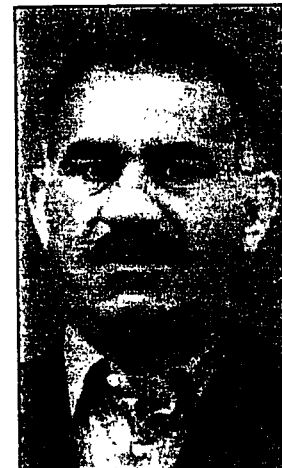
In a separate paper Aims proposed to supply ex-SAS men to help the Turks "neutralise" suspected Kurdish bases in southern Cyprus. The plan also involved the destruction of Exocet anti-ship missiles and mini-submarines in Greek Cypriot military sites in the event of war between Turkey and Greece.

Aims said it could also provide intelligence experts to gather information on Kurdish rebels in each of the European Union countries. For £57,500 a month including commission, Smith would provide information on their sources of funds, public relations and "their connections with various governments". In the past 15 years, 30,000 people have died in the conflict between Turkey and the Kurds.

Aims has not restricted offers of help to the Turks. In August

last year the firm offered to train dozens of Kosovo Liberation Army (KLA) guerrillas. A source said British mercenaries were supplied to the KLA in the build-up to the war with Serbia. The deal was arranged through the Turkish army's KLA liaison officer in Albania.

The source also said that Aims supplied the KLA with Russian-made RPG-7 and shoulder-fired anti-tank mis-



Ocalan: sentenced to hang

siles. Both deals may have breached United Nations sanctions which forbid the supply of mercenaries and weapons to the KLA.

One Turkish security official

who was involved in the deals said: "Smith told us that what he was doing was with the full approval of the British government. He said he had a full licence to sell weapons — he was legitimate."

The disclosures come a few days after Scotland Yard completed a preliminary inquiry into the allegations that Aims plotted to kill Ocalan, who was

captured in Kenya by Turkish special forces earlier this year and returned to Turkey. This provoked protests from thousands of Kurds across Europe. One London schoolgirl doused herself with petrol and set herself alight, almost dying in the process. Ocalan was convicted and in June was sentenced to death. He is being held on a remote island in the Sea of Marmara.

Aims was one of two British firms which were paid hundreds of thousands of pounds for providing military equipment and training facilities to members of the Turkish special forces who captured Ocalan. The case, disclosed in The Sunday Times two months ago, was referred to Jack Straw, the home secretary, by Donald Anderson, chairman of the foreign affairs select committee.

Scotland Yard said: "This case has been under consideration by our specialist operations department. A file has recently been passed to the Crown Prosecution Service and we await their decision."

Smith, a former NCO in the British Army, spent several years as a special military adviser to the military leadership in Ghana. He claims to have close links to Special Branch and has boasted to business colleagues that he is connected to a former MI5 officer who is said to be a close friend of the Duke of Edinburgh.

Aims was set up in the early 1980s. In its advertising brochure the company says it represents "military advisers and procurement agents to overseas governments". Smith runs it from a cottage near Salisbury. Yesterday he declined to comment on the alleged murder plot and other mercenary activities.

However, Customs and Excise monitors sanctions busting cases and a spokesman for the organisation said: "We are very concerned about these allegations and will be reviewing the matter closely."

Insight: David Leppard, Paul Nuki and Gareth Walsh

THE SUNDAY TIMES

31 OCTOBER 1999



*Hamit Bozarlan**

ANKARA ET LE DÉFI KURDE

L'enlèvement, en février 1999 au Kenya, d'Abdullah Öcalan, fondateur et leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a radicalement modifié la donne de la question kurde en Turquie. A l'euphorie qui s'est emparée de la « Turquie officielle » (armée, gouvernement, presse), ont répondu la radicalisation du discours du PKK et le déferlement d'une vague de violence aussi bien en Turquie qu'au sein des communautés immigrées d'Europe. Quant aux affrontements meurtriers qui se multiplient depuis l'arrestation d'Öcalan entre l'armée et les combattants du PKK, ils prouvent la capacité de cette organisation à survivre à l'emprisonnement de son chef.

Parallèlement aux suites de l'« affaire Öcalan » et de la question kurde, le gouvernement turc fait également face à d'autres sources de tensions. Conséquences de la fin de non-recevoir que le pouvoir oppose aux demandes d'intégration et de reconnaissance des Alévis (1) et des islamistes, ces tensions se révèlent porteuses de nouveaux désordres.

L'affaire Öcalan, enjeu de politique intérieure

Présentée à Ankara comme une « victoire », la capture d'Öcalan revêt une grande valeur symbolique sur le plan intérieur. Grâce à cette action, la Turquie, dont la candidature à l'Union européenne a été rejetée l'an dernier, a pu se targuer d'être devenue un « grand État » (2), un « État à vocation mondiale », capable d'exercer des pressions sur la Syrie, mais aussi sur deux de ses alliés au sein de l'OTAN, l'Italie et la Grèce. Elle a également

* Maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales. Auteur, entre autres publications, de: *La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po, 1997.

donné un sens à deux commémorations majeures de l'année 1998 et les a prolongées dans la durée : le 75^e anniversaire de la fondation de la République et le 60^e anniversaire de la mort d'Atatürk, l'une et l'autre constituant des moments forts d'allégeance à l'héritage du père de la République. En offrant à la population un ennemi en chair et en os, chargé de tous les péchés du pays depuis vingt ans, le pouvoir turc parvenait à escamoter un passé récent peu glorieux. La découverte, en 1996, des « bandes en uniformes », ces escadrons de la mort lâchés contre les sympathisants du PKK, avait en effet jeté un trouble profond dans l'opinion publique. Cette arrestation providentielle était l'occasion, pour la République, de se refaire une virginité.

L'affaire a également accéléré la fuite en avant dans l'affrontement qui oppose depuis trois ans l'armée aux islamistes. La double commémoration républicaine survenait au moment où l'armée et une partie de la classe politique tentaient d'empêcher l'organisation des élections anticipées d'avril ou, à défaut, de renforcer le camp anti-islamiste. La « traque Öcalan », commencée en septembre 1998, s'inscrivait dans cette stratégie de la tension.

Sur la scène politique turque, chacun avait intérêt à surenchérir dans le registre nationaliste : Hüseyin Kivrikoglu, le nouveau chef d'état-major, qui voulait inaugurer son règne par une prise de position musclée ; Süleyman Demirel, président de la République, partisan d'une réforme du mode de l'élection présidentielle afin d'obtenir un second mandat de sept ans ; Mesut Yilmaz, premier ministre au moment de la crise avec la Syrie et l'Italie, en butte à une motion de censure destinée à le renverser ; ou Bülent Ecevit, prêt à tout pour imposer son gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale et, une fois au pouvoir, accroître les chances de son parti lors des élections à venir. De même, la presse à sensation, redoutable machine de guerre, n'a cessé de jeter de l'huile sur le feu, appelant à la vengeance ou à la mobilisation nationaliste (contre la Syrie, la Russie, la Grèce ou l'Italie) et alimentant en permanence la haine « des familles des martyrs », morts dans la lutte contre le PKK. Quant à la droite radicale nationaliste turque, elle n'a pas hésité à transformer les manifestations anti-PKK en opérations de lynchage dirigées contre les militants kurdes. Lesquels militants ont eu la vie sauve grâce à l'intervention *in extremis* des forces de sécurité, présentées encore une fois comme des bienfaiteurs dont la « clémence infinie » s'exerce même à l'égard des « ennemis de la patrie »...

Le souci des principaux acteurs du pouvoir et des médias de tirer le plus grand parti de cette « rente émotionnelle » explique que l'arrestation d'Öcalan ait pu être célébrée en Turquie non seulement pour ce qu'elle signifie en elle-même (la capture de « l'ennemi public numéro un »), mais aussi comme un succès décisif, voire une revanche du nationalisme turc sur la « kurdicité » et le nationalisme kurde. Car dans l'euphorie générale et à travers la personne d'Öcalan, c'est bien la question kurde dans son ensemble qui, réduite à un simple « terrorisme », s'est vu refuser tout droit de cité. Les images du leader kurde menotté sur fond de deux gigantesques drapeaux turcs ont été diffusées par les médias dans un esprit de vengeance, agrémentées de sous-titres évocateurs : « C'est le seul drapeau digne de respect, Monsieur Öcalan ! » Est-il nécessaire de souligner que cette mise en scène a été perçue comme une humiliation par nombre de Kurdes ? Et qu'elle a provoqué des frustrations profondes, déchaîné de nouvelles bouffées de violence et, surtout, suscité des appels à la vengeance

afin de défendre l'honneur des Kurdes, souillé par Ocalan interposé ?

Le bilan d'une guérilla

Si cette arrestation marque un tournant dans l'histoire kurde de la Turquie, elle invite aussi à dresser le bilan de ce que l'on pourrait appeler l'« ère Öcalan ».

Le bilan en amont, d'abord. Depuis ses débuts en août 1984, la guérilla et la répression qui s'est ensuivie ont coûté la vie à plus de 30 000 personnes (dont 27 000 de 1992 à 1999). Quelque 2 500 assassinats ont été commis par des « auteurs non identifiés » (autrement dit, les escadrons de la mort) ; plus de 3 000 villages ont été détruits ; près de 3 millions de Kurdes ont été déplacés ou contraints à l'immigration. Il y a plus grave encore : une véritable culture de la violence s'est propagée au sein de la société. Ainsi, dans le sillage de la « lutte contre le terrorisme », l'État a armé et salarié plus de 75 000 hommes, pour l'essentiel originaires des tribus kurdes. Ces milices, dites des « protecteurs de villages », ont transformé la guerre en une rente sécuritaire, n'hésitant pas à déclarer qu'elles serviraient « d'autres maîtres » si l'État décidait de les abandonner. De même, au cours des dernières années, une dizaine de « bandes en uniformes » ont vu le jour. Recrutant au sein de la droite radicale, de la mafia et des forces de sécurité, elles se livrent une lutte sans merci pour le partage des profits de guerre et du marché de la drogue. Initialement utilisées par l'État comme escadrons de la mort, ces « bandes » se sont largement émancipées de sa tutelle et fonctionnent désormais en réseaux autonomes (3). Enfin, dernier signe inquiétant : l'armement massif de la population civile face à la montée de l'insécurité.

Bilan en aval, ensuite, sans lequel toute lecture de la guérilla du PKK ne saurait être que partielle : pourquoi le PKK, un groupe politique kurde parmi une dizaine d'autres présents à la fin des années 70 en Turquie, est-il parvenu à monopoliser l'espace politique ? Comment expliquer le succès d'une formation qui véhicule un tel discours de violence et dont le but avoué consiste à forger l'*homo kurdicus* à travers la lutte armée ? Comment un mouvement, dont la courte histoire est marquée par d'incessantes purges internes et un culte de la personnalité digne des régimes de parti unique, est-il devenu aussi populaire ? Comment ce parti, créé par quelques jeunes gens en 1977, a-t-il réussi à rallier à sa cause une bonne part de l'intelligentsia et des classes moyennes kurdes ? Comment, contournant les frontières étatiques, le PKK a-t-il pu se hisser au rang d'acteur à part entière de la scène moyen-orientale pour ne pas dire internationale ?

Les réponses à ces questions ne sauraient être univoques. Le PKK est avant tout un produit de la période dite de la « terreur » des années 70 où, en Turquie, la « critique des armes » avait remplacé « l'arme de la critique ». Il a remporté ses premières victoires contre ses rivaux de la mouvance kurde, en particulier les KUK (Libérateurs nationaux du Kurdistan), contre lesquels il a lancé de vastes campagnes d'intimidation. Il a su trouver des soutiens au Moyen-Orient, en Syrie notamment, et s'insérer dans les logiques conflictuelles de cette zone : il a fait ses premières armes non pas contre la Turquie, mais contre Israël lors de la guerre du Liban en 1982, ce qui lui a permis d'accroître ses moyens logistiques et de connaître son baptême du feu à balles réelles, à la dif-

férence des autres organisations kurdes de Turquie. A la faveur des conflits du Golfe, du Caucase, des Balkans et du différend gréco-turc, le PKK a élargi son champ de manœuvre, dans le sens militaire et politique du terme, et multiplié ses possibilités d'alliances avec nombre d'États.

D'emblée, le PKK s'est inscrit dans une tradition de lutte armée kurde au Moyen-Orient. Commencée après les guérillas kurdes d'Irak et d'Iran, la lutte armée d'Öcalan jouissait d'une légitimité « naturelle » qui lui a permis de s'imposer comme le « défenseur de la nation contre le pouvoir colonialiste turc ». Malgré des heurts fratricides avec ses frères irakiens, il a bénéficié dès le départ d'un important capital de sympathie dans l'espace kurde et auprès de la diaspora en Europe. Un capital de sympathie qui confinait parfois à la fascination et qui dépassait le cadre des populations kurdes : en administrant la preuve qu'il était possible de mener une guérilla contre le pouvoir, le PKK réussissait là où les divers groupes de gauche radicale avaient échoué par le passé. D'où l'intérêt de la jeunesse « révolutionnaire » turque pour cette organisation d'un genre inédit.

Aucune force de contestation armée, surtout lorsqu'elle attire à elle des dizaines de milliers de personnes, ne peut survivre et prospérer à travers ses seuls objectifs et prémisses idéologiques : elle crée nécessairement de nouveaux rapports de pouvoir, distribue des ressources politiques, symboliques, économiques à certaines catégories de la société et devient le lieu d'ascension de ses militants et combattants. Elle agit comme un État en puissance, travaillé par une tension constante entre logique centralisatrice et tendances centrifuges — tension qui finit par déboucher sur des initiatives autonomes, des conflits d'intérêts ou des surenchères dans le radicalisme... Autant de facteurs susceptibles de fragiliser la cohésion d'une lutte armée mais qui lui permettent, en même temps, d'élargir son champ d'action par la multitude des jeux d'alliances qu'ils autorisent.

On l'a dit, le PKK doit une large part de son succès à l'écho recueilli auprès de la jeunesse kurde, urbaine mais aussi rurale, qui s'est appropriée la stratégie de la lutte armée et l'a sacralisée. Au lendemain de la répression orchestrée par le régime militaire en 1980, cette jeunesse a interprété la violence que le PKK exerçait à l'encontre du pouvoir comme le rejet d'une « syntaxe de domination » (4). En défiant l'État les armes à la main, le PKK refusait un ordre politique, social et culturel qui véhiculait l'« insensé » et qui, dans la représentation des populations kurdes, était devenu « incroyable » (5). Cet ordre demandait, en effet, aux Kurdes d'adopter les représentations et le système symbolique de l'« autre », d'adhérer au culte du « chef éternel » Mustafa Kemal, à la devise « heureux celui qui se dit Turc », au serment quotidien dans les écoles (« Je suis turc, je suis droit, je suis appliqué ») et de se sentir fiers du « sang noble » qui coule « dans les veines de la nation turque » (Mustafa Kemal). Il impliquait de se projeter dans la grandeur de la turcité et du pouvoir républicain ainsi que dans leurs victoires passées contre les révoltes kurdes. L'acceptation de la turcité était le prix à payer pour éviter d'être rangés parmi les « menaces » ou les « ennemis intérieurs » et échapper à la coercition du pouvoir. Cette coercition particulièrement humiliante pouvait revêtir diverses formes : des manœuvres militaires pendant lesquelles les soldats jouaient à massacrer toute une tribu, habillée « autrement » et parlant « une autre langue » (6); des arrestations massives : des raids policiers ; l'exhibition d'hommes

et de femmes nus sur les places publiques. Autant de formes d'intimidation dont nul n'a mieux rendu compte qu'Ismail Cem, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste de Bülent Ecevit (7).

A cette symbolique et à cette réalité violentes, le PKK a adressé une double réponse, violente elle aussi. Une réponse externe qui consistait à exercer à son tour une violence contre « l'ennemi » tout en kurdifiant ses symboles. Il s'agissait d'opposer la figure d'Abdullah Öcalan, « soleil des Kurdes », à celle d'Atatürk, « créateur des Turcs », de brandir un drapeau, un hymne, une carte, des commémorations nationales kurdes en lieu et place de leurs homologues turcs. Et une réponse interne : les Kurdes furent « invités », parfois sous la contrainte, à troquer leur dignité individuelle contre une dignité collective, à se fondre dans un parti politico-militaire, à rejoindre une entité anonyme, massifiée : la kurdicité. Le PKK est parvenu à conjuguer la haine de l'autre (qui imposait un « statut d'esclave » aux Kurdes) et la haine de soi, coupable de s'être laissé « réduire en esclavage ». Ce message a été d'autant mieux « reçu » que, au lendemain du coup d'État de 1980, les militaires ont riposté aux velléités d'émancipation kurdes par une institutionnalisation du kémalisme en tant que religion d'État et par une politique de turcification tous azimuts, allant jusqu'à interdire l'usage oral de la langue kurde.

Le mouvement kurde à la croisée des chemins

A travers la lutte armée, le PKK s'est imposé comme un acteur majeur de la scène régionale et a contribué à faire connaître la question kurde sur le plan international. Mais son image a été ternie par de nombreuses atteintes aux droits de l'homme qu'Amnesty International n'a pas manqué de rappeler lors du séjour d'Öcalan en Italie (assassinat de civils à la fin des années 80, exécutions de dissidents, enrôlement des enfants). La lutte armée a, en outre, fourni à Ankara un alibi pour dévaster les campagnes kurdes. Elle a également compliqué la tâche des autorités politiques légales kurdes, qui se sont vu accuser par les procureurs des Cours de sûreté de l'État de collusion avec le PKK. En s'en prenant directement à l'armée, la guérilla a contribué à délégitimer les revendications kurdes au sein de l'opinion publique turque et à renforcer le nationalisme turc, en particulier au sein de la droite radicale devenue de nos jours le dernier grand acteur politique du pays (près de 20 % de l'électorat). La constitution, par le pouvoir, des brigades de « protecteurs de villages » et d'un corps de « confesseurs » (ex-militants « repentis » du PKK) a transformé une guerre contre l'État en une guerre intra-kurde. Enfin, la volonté du PKK de prendre pied, politiquement et militairement, au Kurdistan d'Irak n'a pas seulement provoqué des affrontements meurtriers avec les Kurdes irakiens : elle a également encouragé l'armée turque à exporter la guerre au Kurdistan d'Irak et, grâce à son alliance militaire avec le PDK (Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani), à infliger de lourdes pertes aux troupes d'Öcalan. Aux yeux du Département d'État, le PKK était devenu un obstacle à la politique irakienne des États-Unis — un obstacle qu'il s'agissait d'éliminer.

Le mouvement kurde de Turquie, et plus particulièrement le PKK, est aujourd'hui arrivé à un tournant : soit il persiste dans la voie de la radicalisation, avec toutes les conséquences que cela

implique ; soit il se reconvertit dans la lutte politique et la résistance pacifique. Il est vrai que la marge de manœuvre du PKK reste étroite, d'autant que sa base le pousse à des stratégies radicales. En effet, loin de conduire à une démobilisation comme l'escomptait Ankara, l'arrestation d'Öcalan n'a fait que renforcer l'exaspération de la jeunesse kurde qui voit en lui un symbole national retenu en « otage ».

Des tracts circulent qui invitent à répandre, dans un monde « où les Kurdes sont privés de tout droit », une violence de nature à « interdire à tout Turc de dormir tranquille dans son lit ». Dans tous les cas, Öcalan continuera de jouer un rôle de catalyseur. Au point que les dirigeants du PKK auront peut-être du mal à contrôler leurs partisans, dont certains pourraient être tentés de s'en prendre aux intérêts des deux pays tenus pour responsables de la capture de leur chef : États-Unis et Israël.

D'autres facteurs militent, cependant, en faveur d'un changement de cap. Grâce à l'arrestation d'Öcalan, la question kurde est redevenue d'actualité. Tout en qualifiant le chef du PKK de « terroriste », la plupart des pays occidentaux, à commencer par les États-Unis, semblent saisir que le problème kurde ne saurait se réduire à une simple question de « terrorisme ». Progressivement, l'idée de reconnaître un mouvement politique et diplomatique kurde qui renoncerait à la violence prend corps. Le « Conseil de présidence » du PKK, formé peu après l'arrestation d'Öcalan, sera-t-il l'instrument de cette mutation ? Il lui faudra, pour cela, éviter la guerre de succession ; imposer son autorité aux militants en Turquie, au Moyen-Orient et en Europe ; empêcher les débordements internes (8) ; et, surtout, promouvoir, une option politique non violente.

Au-delà de la question kurde : le statu quo comme instrument politique

Le pari de l'abandon de la lutte armée n'est pas gagné d'avance (9). Tout dépendra, en dernière analyse, des choix que les acteurs kurdes se verront offrir et des moyens dont ils disposeront pour s'intégrer pacifiquement dans le système politique turc. Autrement dit, la balle est désormais dans le camp d'Ankara.

Les autorités turques se détermineront, avant tout, en fonction de contraintes structurelles et de stratégies de pouvoir. Il est vrai que la question kurde n'est pas l'unique source d'instabilité et de violence en Turquie. Elle fait partie d'une équation dont les autres termes sont l'islam politique et l'alévisme. Face à ces défis, le système politique turc reste bloqué (les pôles de « droite » et de « gauche » sont divisés en plusieurs formations rivales) et continue de voir dans un catéchisme kémaliste figé l'unique remède aux problèmes sociaux dont souffre le pays (10).

Un rapide survol du système politique turc depuis la mort du président Özal en 1993 permet de saisir à quel point la rigidité et l'immobilisme lui tiennent lieu de principes régulateurs. La « crise politique » — quatre gouvernements en trois ans —, tout en posant un problème de gouvernabilité, constitue un instrument efficace de reproduction du pouvoir. En réalité, indépendamment des élections et des gouvernements qui se succèdent, c'est l'« État profond » (entité qui regroupe le Conseil national de sécurité dominé par les militaires, la présidence, l'establishment, la Cour constitutionnelle, les Cours de sûreté de l'État et une partie de

l'intelligentsia) qui définit les grandes orientations de la politique intérieure et extérieure. Depuis plusieurs années, le pays est dirigé au gré des ultimatums militaires, qu'il s'agisse de l'arrestation des députés kurdes du DEP en 1994 (11) ou du renversement du gouvernement islamiste d'Erbakan en 1997. L'«État profond» dispense ses directives par l'intermédiaire de «briefings» auxquels sont conviés journalistes, juges et fonctionnaires. Les crises politiques qui découlent de ce mode de fonctionnement sont utilisées pour légitimer la suprématie de l'«État profond» dans l'espace politique et dans la société. Ainsi, il n'est pas rare de lire dans la presse que «même si le système politique s'écroule», les institutions émanant du Conseil national de sécurité, Dieu merci, «restent intactes» (12).

Le cas de la Turquie permet de comprendre que, contrairement à ce qu'une vision par trop «étatiste» du monde peut laisser croire, les États ne sont pas uniquement les victimes des crises et des instabilités politiques auxquelles ils sont confrontés. Ils en sont également les acteurs, voire, dans un souci d'assurer leur pérennité, les initiateurs, n'hésitant pas à acculer certaines forces sociales à la violence afin de justifier *a posteriori* leur politique de répression. Quelques jours seulement après l'arrestation d'Öcalan, par exemple, le parti pro-kurde DKP (Parti démocratique de masse, fondé par le libéral Serafettin Elçi), pourtant foncièrement opposé au PKK, à la lutte armée et à toute forme de clandestinité, a été interdit par la Cour constitutionnelle. De même, après Necmeddin Erbakan, le chef modéré islamiste, qui s'est vu priver de la plupart de ses droits politiques — y compris l'éligibilité — en 1998, le très populaire maire islamiste d'Istanbul — encore plus modéré qu'Erbakan —, a été démis de ses fonctions et condamné à une peine de prison. Bref, le pouvoir se comporte exactement comme s'il voulait convaincre les islamistes — après les Kurdes — que la violence est la seule option qui leur est ouverte.

Les ambiguïtés de la «nation»

Le fonctionnement régulier des institutions de l'«État profond» (Conseil national de sécurité, présidence et justice, notamment) assure un semblant de cohésion au système. Mais, dans les faits, il perpétue une situation devenue intenable et accentue les contradictions qui séparent les différentes composantes identitaires de la «nation».

Ces composantes furent définies par Ziya Gökalp (13) dans les années 10 — donc bien avant Mustafa Kemal. Dans un Empire ottoman finissant mais néanmoins multiethnique et multiconfessionnel, Gökalp — ironie de l'histoire, un Kurde ! — proposait de bâtir une société nouvelle sur trois bases : la turcification, processus dont l'objectif avoué était de créer la nation turque ; l'islamisation, qui devait permettre de se doter d'un ordre moral et spirituel ; et l'occidentalisation, voie d'accès à la civilisation européenne. Malgré les politiques parfois ouvertement antireligieuses des années du kémalisme (1923-1946), ces trois objectifs ont toujours constitué les piliers, explicites ou implicites, de la doctrine officielle en Turquie.

Sur la longue durée, ces facteurs identitaires ont contribué à renforcer la cohésion sociale, chacun d'entre eux permettant d'associer une partie de la population au pouvoir. Mais ils ont également engendré des tensions et des fragmentations.

Ainsi, le cas kurde met à l'épreuve le premier de ces éléments : la « turcité ». Imposée comme dénominateur commun de la nation, elle constitue l'objectif ultime de chaque citoyen auquel elle est censée apporter le « bonheur ». Ce bonheur, autrement dit l'adhésion à la nation turque et à ses symboles, est présenté comme un droit gracieusement octroyé par l'État, conférant à tous, y compris aux Kurdes, une égalité juridique et économique et, au-delà, un « égal accès » à une histoire et à un « ancêtre » communs (14). Or, plus de sept décennies après la fondation de la République, il est évident que la plupart des Kurdes ne se reconnaissent pas dans ces schémas. Conçue par le pouvoir comme la condition de leur bonheur, la turcité représente à leurs yeux la principale cause de leur malheur.

L'« islamisation » qui, dans l'esprit de ses premiers concepteurs, devait faire contrepoids aux méfaits supposés de l'occidentalisation, s'est imposée comme un axe de l'identité turque. En créant un secrétariat d'État aux Affaires religieuses, le pouvoir kémaliste et ses successeurs ont institutionnalisé l'islam. Ce secrétariat, dont le budget dépasse actuellement celui de plusieurs ministères, dispense un service religieux exclusivement sunnite.

Mais si l'objectif d'« islamisation » lie indéniablement une partie des citoyens au pouvoir — qui fonde sa légitimité autant sur le « drapeau » que sur l'*ezan* (« appel à la prière ») —, il en exclut une autre : les Alévis, soit 20 % de la population (kurde et turque). Depuis plusieurs décennies, ce groupe confessionnel souffre d'une discrimination croissante. Derrière l'apparence d'un « conflit gauche-droite », la violence des années 70, qui avait mené la Turquie au bord de la guerre civile, cachait un malaise plus profond : le conflit communautaire sunnites-Alévis.

Ces années ont été marquées par des pogroms anti-Alévis — dont celui de Maras en 1978 qui a fait plus d'une centaine de morts. Le statut de « marginalité » imposé à l'alévisme et aux Alévis n'a guère évolué depuis lors. Tout en se faisant le chantre de la laïcité, le régime militaire issu du coup d'État de 1980 s'est lancé dans une vaste opération de « conversion » des Alévis au sunnisme, multipliant notamment la construction de mosquées dans leurs zones. L'incendie criminel d'un hôtel à Sivas, perpétré par des militants de la droite radicale et islamiste en 1993 (37 morts, pour la plupart des intellectuels alévis), puis les émeutes d'Istanbul en 1994 (une vingtaine de manifestants tués par les forces de l'ordre), ont convaincu les Alévis que les cauchemars du passé n'étaient pas révolus. Dans le cadre de la loi sur la « protection des villages » — celle-là même qui a permis la constitution des brigades de protecteurs de villages kurdes contre le PKK —, l'État a armé une partie de la population sunnite dans les régions dites « mixtes » et a implanté des « équipes spéciales » de police, qui recrutent essentiellement au sein de la droite radicale, profondément hostiles à l'alévisme.

Alors que les Alévis disparaissent peu à peu de la haute hiérarchie de l'État et que les organisations alévises, y compris les plus modérées, confessent ouvertement ne plus rien attendre du système politique, une guérilla de plus en plus meurtrière s'installe en Anatolie centrale et dans la région de la mer Noire. Elle est composée de plusieurs mouvements dont les appellations peuvent sembler anachroniques (ce qui a conduit le premier ministre turc à suggérer que leurs membres souffrent de troubles psychologiques nécessitant un traitement (15)) : Parti communiste de Turquie marxiste-léniniste, Parti révolutionnaire de libération

populaire, Union révolutionnaire du peuple. Mais leurs programmes surréalistes et leurs méthodes souvent musclées ne doivent pas faire oublier le message dont ils sont porteurs : à travers eux, c'est la contestation d'un segment de la jeunesse alévie qui prend corps.

L'« islamisation » va de pair avec l'« occidentalisation » (ou, mot à mot : « contemporanéisation »). Soucieux de monopoliser la référence religieuse, le pouvoir kémaliste, « positiviste » et « jacobin », n'en tenait pas moins à « imposer des cadres culturels » (16) à sa population, à la « faire entrer dans la civilisation », au besoin « par la force de l'épée » (17).

Nul doute que l'occidentalisation est désormais un processus irréversible. Les réformes religieuses du début du XIX^e siècle, fondées sur une séparation *de facto* de la religion et du pouvoir conforme à la tradition musulmane, ont porté leurs fruits (18). La société s'approprie d'elle-même la modernité. Mais, parallèlement, la tentative visant à imposer la « civilisation » par le haut provoque un rejet massif. Devenue un élément de la doctrine officielle et de la symbolique de domination des élites, cette « civilisation » est perçue par de nombreuses couches de la société comme une intervention du pouvoir dans la sphère privée et dans la vie des communautés locales. Elle est aussi interprétée comme un moyen de restreindre l'espace politique et de légitimer la répression. Au début de l'expérience kémaliste, le port du chapeau obligatoire (19), au nom de l'alignement de la Turquie sur la civilisation occidentale (voire la civilisation tout court) s'était soldé par une centaine d'exécutions. Aujourd'hui, du problème du foulard dans les universités à la fermeture des collèges religieux — souvent les seuls établissements scolaires dans les petites villes et dans les campagnes —, les mesures vexatoires ne se comptent plus.

La tension entre les « islamistes » (actuellement près de 16 % de l'électorat) et l'« État profond » n'a pas produit, pour le moment du moins, une violence comparable à celle que connaissent certains pays du Moyen-Orient. Mais depuis le renversement du gouvernement d'Erbakan en 1997, à l'initiative des militaires, ces rapports sont marqués par une violence symbolique qui dépasse de loin toutes les autres expériences régionales (20) et qui se traduit, dans les manuels scolaires de l'Académie militaire (21) ou dans la presse (22), par des appels à une « guerre totale » contre les islamistes.

Un nouveau contrat social pour sortir de la violence

Au-delà de l'affaire kurde, dont l'arrestation d'Öcalan a une nouvelle fois souligné la gravité, on est bien obligé de constater que la Turquie se trouve désormais dans une impasse. La désintégration de la société s'accompagne d'un éclatement du système politique en de multiples factions minoritaires tandis que les « bandes en uniformes » font voler en éclats « le monopole de l'État sur les instruments de la violence ».

Seule la négociation d'un contrat social qui prendrait en compte la spécificité des trois espaces « interdits » ou identifiés à la « menace » contre la nation (kurdicité, alévitité, islam politique) pourrait permettre de trouver une issue à la crise et éviterait l'exacerbation des conflits. Un tel contrat social ne peut voir le jour qu'à la condition d'abandonner le kémalisme en tant que doctrine

officielle quasi métaphysique et de réaliser un triple découplage constitutionnel et institutionnel. Il faudra :

- débarrasser la citoyenneté de toute référence ethnique (abandon de la turcité comme dénominateur commun du pays ; large autonomie culturelle reconnue aux Kurdes ; réformes administratives radicales incluant le transfert des pouvoirs du centre vers les régions ; légalisation des partis politiques kurdes, PKK inclus, et acceptation de leur participation au pouvoir local et national) ;

- séparer la sphère religieuse de la sphère étatique (abandon de l'islam sunnite comme religion par défaut de la nation ; suppression du secrétariat d'État aux Affaires religieuses ; retrait total de l'État du champ religieux, rendu ainsi aux fidèles des différentes confessions) ;

- disjoindre l'objectif de « civilisation contemporaine » de l'exercice du pouvoir (fin de la mission civilisatrice de l'État et de son intervention dans la vie privée, y compris dans les domaines éducatif ou vestimentaire).

A ces demandes sociales, le pouvoir continue d'opposer un discours rigide et des pratiques coercitives. Certes, jusqu'à présent, la fermeté s'est révélée payante. Elle a notamment permis à l'armée de s'imposer comme le principal acteur et l'arbitre de l'espace politique. Mais le pouvoir d'Ankara n'est pas à l'abri d'un retournement violent de l'opinion. Il aurait tort de considérer que les comportements émotionnels qui plongent leurs racines dans cette « doctrine » normative qu'est le kémalisme, dans le nationalisme turc (contre le PKK) ou dans le « laïcisme » (contre les islamistes) suffiront éternellement à effacer les antagonismes sociaux. Les purges bi-annuelles auxquelles l'armée procède en son sein contre les « officiers islamistes » montrent bien que même ce pilier de l'État n'est pas une « forteresse » inexpugnable qui tirerait sa force morale du *Discours* d'Atatürk. Quant à la stratégie de tension et de crise comme moyen d'assurer la pérennité du pouvoir, le simple bon sens voudrait que soit retenue la leçon des expériences vécues ailleurs : une crise est toujours un processus aux acteurs multiples, dont la maîtrise peut rapidement échapper à l'un d'entre eux. Ou à tous...

(1) Les Alévis, qui représentent 20 % de la population de la Turquie, forment une communauté musulmane « hétérodoxe » qui attribue un statut de quasi-divinité à Ali, gendre du Prophète. Ils disposent de leurs propres livres ésotériques et ont élaboré leur propre définition des piliers fondateurs de l'islam.

(2) Cf. le discours d'Ismail Cem, ministre des Affaires étrangères, à Kayseri, cité par *Cumhuriyet*, 9 mars 1999.

(3) Cf. H. Bozarlan, *Network-Building, Ethnicity and Violence in Turkey*, Abu Dhabi, ECSSR, 1999 ; K. Nezan, « La Turquie : plaque tournante du trafic de drogue », *Le Monde diplomatique*, juillet 1998.

(4) L'expression est de M. Billig, *Banal Nationalism*, Sage Publications, Londres, 1995.

(5) L'expression est de M. de Certeau, *La Culture au pluriel*, Seuil, 1993.

(6) Cf. pour la traduction du récit de ces « jeux de guerre » de 1978, H. Bozarlan, *La Question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po, 1997.

(7) Ismail Cem, journaliste turc réputé, avait violemment dénoncé les « opérations commando » menées par l'armée dans la région kurde au début de la décennie 70

- (I. Cem, *Türkiye Üzerine Arastirmalar*, Cem yayinevi, Istanbul, 1971). Cem est entré en politique dans les années 70 et est devenu ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements Yılmaz et Ecevit (formés respectivement en 1997 et 1999).
- (8) L'expression est de Ph. Braud, «La violence politique : repères et problèmes», *Cultures et Conflits*, n° 9/10, 1993.
- (9) De 1993 à 1998, le PKK a proclamé trois cessez-le-feu unilatéraux et a demandé l'ouverture d'un processus de négociation. Il a également souligné que dans l'hypothèse du refus de l'État de négocier directement avec lui, d'autres acteurs, comme les partis pro-kurdes de Turquie, pouvaient être admis comme interlocuteurs.
- (10) Ou plutôt un néo-kémalisme, symbolique extrêmement malléable, formée dans les années 60-90. Ce néo-kémalisme qui, dans les faits, a peu à voir avec le kémalisme comme doctrine du régime de parti unique des années 20-40, s'est imposé depuis comme l'*asabiyya* (esprit de corps) de l'armée et comme système de croyance d'une partie de l'intelligentsia.
- (11) Le DEP (Parti démocratique du peuple) est un parti pro-kurde fondé en 1993 à la suite de l'interdiction du HEP (Parti du travail du peuple). Accusés de collusion avec le PKK, ses députés ont vu leur immunité parlementaire levée en 1994. Trois de ces élus, dont M^{me} Leyla Zana (Prix Sakharov) sont toujours en prison. Après l'interdiction de ce parti, une nouvelle formation a vu le jour : le HADEP (près de 5 % de l'électorat, une dizaine de municipalités importantes).
- (12) Cf., par exemple, E. Özkök (rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*), «Alt Alta iki Haber», *Hürriyet*, 15 janvier 1999.
- (13) Ziya Gökalp (1876-1924). L'idéologue le plus important du pouvoir unioniste (1908-1918). Il est considéré comme l'un des fondateurs du nationalisme turc et de l'école positiviste de sociologie en Turquie.
- (14) Plusieurs centres de recherche sont spécialisés dans les études «académiques» destinées à prouver la turcité, depuis au moins cinq mille ans, de l'Anatolie, et l'origine ethniquement turque des Kurdes.
- (15) Dépêches de *Hürriyet (Son Daikika)*, 12 mars 1999 (<http://www.hurriyet.com.tr>).
- (16) L'expression est du sociologue Serif Mardin, *Jön Türklerin Siyasi Fikirleri, 1895-1908*, Türkiye Is Bankasi Yayinlari, Ankara, 1964.
- (17) Ainsi, un périodique de l'époque kémaliste écrivait : «Maintenant le monde entier sait que les Turcs, s'il est besoin, enseigneront aux autres nations la civilisation et la liberté, par la baïonnette et par la force de l'épée», K. Naci, «Türk Devletinde Halkçılık», *Ülkü*, 3 avril 1933.
- (18) Cf., sur ce sujet, O. Carré, *L'Islam laïque ou le retour à la grande tradition*, Armand Colin, 1993.
- (19) En 1925, la réforme dite «du chapeau» a banni le port des couvre-chef traditionnels et a imposé le chapeau comme «couvre-chef national turc». Cette mesure a provoqué de nombreuses manifestations qui se sont soldées par l'exécution d'une centaine de personnes qualifiées par les journalistes pro-kémalistes de l'époque d'«insectes parasites» (cf. S. Albayrak, *Mesrûtiyetten Cumhuriyet'e Mesihat, Seriat, Tarikat Kavgasi*, Istanbul, Mizan Yayinevi, v. III, 1994, p. 90).
- (20) Cf. le numéro 6 des *Annales de l'autre islam*, dirigé par G. Groc et le numéro 27 des *CEMOTI*, dirigé par S. Vaner, tous deux en cours de parution.
- (21) Military Document : «New War of Liberation Against Islamists», *Turkish Daily News*, 9 janvier 1999.
- (22) A. T. Kislali, «Bunun Adi : 'Topyekûn Savas' », *Hürriyet*, 18 juin 1997.
-

Kurdistan d'Irak : entre espoir et statu quo

Depuis un peu plus de deux ans, le Kurdistan d'Irak connaît une période de relative stabilité qui contraste singulièrement avec les années précédentes marquées par la guerre, les déportations et les luttes fratricides. Bénéficiant d'une part d'une couverture aérienne américano-britannique censée protéger la région d'une incursion armée irakienne, et d'autre part d'une assistance technique de la part des agences de développement des Nations Unies, le Kurdistan d'Irak se distingue par un niveau de vie en hausse par rapport à la situation dramatique qui prévaut dans les autres parties du centre et du sud de l'Irak.

Tout avait commencé en 1992, avec la tenue d'élections législatives débouchant sur la création d'un Parlement et d'un gouvernement kurde dans le nord de l'Irak. Mais c'était sans compter sur les querelles de chefs qui, sur fond de réflexes tribaux prémodernes, allaient mener, principalement de 1994 à 1996, le nord de l'Irak vers l'anarchie et le vide de pouvoir. Le tout sur fond d'attentats fomentés par les services de Saddam Hussein et d'incursions de l'armée turque venue chasser le PKK qui a fait de la région son sanctuaire. C'est ainsi que depuis 1994, le Kurdistan d'Irak est divisé en deux zones d'influence : au nord, Massoud Barzani – fils du légendaire Mustapha Barzani mort en 1979 et symbole de la lutte des Kurdes d'Irak – et le PDK (Parti du Kurdistan d'Irak) ; au sud, Djelal Talabani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), issu d'une scission du PDK à la fin des années 60. Cette lutte fratricide a culminé en 1996 avec la prise d'Erbil – capitale et siège du Parlement kurde irakien – par le PDK de Barzani qui, sans l'appui des chars irakiens, n'aurait jamais pu y déloger l'UPK de Talabani qui bénéficiait, quant à lui, d'un soutien iranien.

Cette instrumentalisation mouvante des et par les factions kurdes est une caractéristique générale du mouvement national kurde. Ainsi, actuellement, le PDK a pris ses distances avec Bagdad pour poursuivre une collaboration de longue date avec la Turquie dans une lutte commune contre le PKK. L'UPK collabore avec l'Iran, se fait à

nouveau courtiser par Bagdad et est accusée d'aider le PKK.

Les Etats-Unis, qui voyaient dans cette instabilité chronique une menace pour leur politique à l'égard de Saddam Hussein, ont forcé, après quelques tentatives avortées, Barzani et Talabani à se mettre autour de la table et à signer en septembre 1998 les accords de Washington. Ces accords prévoient la mise en commun des deux administrations – chaque partie disposant de son administration propre – et des gains issus des droits de douane du commerce transfrontalier avec la Turquie et l'Iran, un calendrier pour de nouvelles élections législatives et une politique commune à l'égard du PKK jugé indésirable dans la région. Les différences d'interprétation, le peu d'empressement à partager les bénéfices des droits de douane et les difficultés à dépasser des rivalités partiellement recoupées par des clivages ethnico-linguistiques, ont fait qu'aucune des mesures prévues par les accords de Washington n'a encore été appliquée. Néanmoins, des consultations entre les deux parties se sont systématisées et surtout, le Kurdistan d'Irak vit maintenant depuis plus de deux ans une période de calme sans précédent.

«Pétrole contre nourriture» et commerce transfrontalier

Cette stabilité s'explique par l'importance de la manne financière qui se déverse sur la région depuis que l'Irak

a accepté les termes de la résolution 986 des Nations Unies «Pétrole contre nourriture», censée alléger l'embargo qui frappe le pays depuis 1991. La clé de répartition de cet accord avantage la zone kurde «autonome» peuplée de trois millions de personnes, qui reçoit 13% des recettes de la vente de pétrole irakien, alors que le reste de l'Irak, c'est-à-dire dix-huit millions de personnes, ne reçoit que 53% de ces bénéfices. En résumé, un Kurde du nord reçoit environ 40% de plus qu'un habitant du centre et du sud du pays vivant sous la tutelle de Saddam Hussein. Mais la gestion de ces bénéfices diffère aussi en fonction de ces deux régions. Alors que cette aide est répartie au Kurdistan sous la supervision des Nations Unies, elle est en revanche répartie dans le reste de l'Irak par le gouvernement irakien, avec tout ce que cela suppose de détournements et surtout d'instrumentalisation politico-médiatique.

En outre, les Kurdes, et plus précisément ceux vivant dans la zone d'influence du PDK de Massoud Barzani, garantissent le passage de camions transportant du pétrole irakien – sur lesquels ils prélèvent d'importants droits de douane – vers la Turquie où il est commercialisé. Ce commerce en principe interdit en vertu de l'embargo qui frappe l'Irak est cependant toléré. Le même phénomène se produit entre la partie du Kurdistan qui dépend de l'UPK et l'Iran.



Une relative prospérité

La conjonction des bénéfiques issus de ces situations paradoxales et de la volonté qu'ont les Kurdes - malgré leurs divisions - d'enfin se prendre en main pour reconstruire une région dévastée depuis presque quarante ans, explique l'essor socio-économique du Kurdistan irakien. On assiste ainsi à une reconstruction des villages avec toutes les infrastructures nécessaires. Le taux de mortalité infantile est en baisse et l'agriculture kurde exporte même ses excédents vers le reste de l'Irak. Les routes et les ponts ont été réhabilités. Des professeurs d'université et des médecins de Bagdad viennent travailler au Kurdistan où leurs

salaires sont beaucoup plus intéressants. Des footballeurs de l'équipe nationale irakienne viennent jouer à Erbil ou Soulaymaniah. La ville de Douhok, en zone PDK, est inondée de produits turcs. Même des Kurdes de Turquie, originaires de Silopi, Cizre ou Nusaybin, viennent se faire soigner à bon marché à Douhok.

On assiste donc dans ces conditions à la création d'un embryon d'Etat, même si les leaders kurdes irakiens s'en défendent et affirment ne pas vouloir se détacher de l'Irak au sein duquel ils réclament le statut d'autonomie dans le cadre d'une fédération démocratique. Cette expérience unique pour les Kurdes inquiète les pays voisins et sin-

gulièrement la Turquie qui craint plus que tout qu'un Kurdistan prospère et autonome ne devienne un pôle d'attraction pour ses propres Kurdes.

Si les périls extérieurs ne manquent pas, cette «chance historique» des Kurdes d'Irak est surtout retardée par les querelles internes entre le PDK et l'UPK qui se partagent plus ou moins à parts égales le Kurdistan irakien. à l'exception de la tristement célèbre région d'Halabja - victime d'un bombardement chimique et bactériologique en mars 1988 - contrôlée par le Mouvement islamique kurde.

Pierre VANRIE

Ahmed Bamerni : «La force ne résoudra rien»

Ahmed Bamerni est le représentant à Bruxelles du gouvernement et de l'administration UPK dont le siège se trouve dans la ville de Soulaymaniah. Il est également l'auteur d'un récit autobiographique intitulé Le printemps kurde et publié en 1999, à Paris, aux éditions Ramsay.

Octobre 1999

A V A N C E E S

■ Il semblerait que les accords de Washington de septembre 1998 entre UPK et PDK tardent à se mettre en place...

A.B. : L'UPK entend appliquer cet accord. Néanmoins, celui-ci pose des problèmes d'interprétation, notamment sur la question du PKK. Ce parti est surtout implanté dans la région de M. Barzani alors qu'en zone UPK, il n'y a pas de bases du PKK. On nous demande de combattre le PKK sans conditions. Or, nous ne pouvons assumer notre responsabilité en termes de sécurité que le jour où il y aura un gouvernement commun. Nous pensons par ailleurs que la force ne permettra pas de résoudre ce problème. L'expérience a montré que même avec une aide massive de l'armée turque, on ne pouvait pas se débarrasser du PKK par la force. Il faut essayer d'arriver à une solution pacifique. Ensuite, il est toujours possible de faire pression sur le PKK par la population ou par l'intermédiaire d'autres partis politiques. Néanmoins, le PDK persiste à refuser cette solution.

Bien sûr, il arrive que des membres du PKK venus d'Iran transitent par chez nous pour aller en zone PDK, mais c'est très difficile à contrôler. Le vrai problème, c'est que l'administration de M. Barzani perçoit tous les mois environ 300 millions de dollars de taxes douanières aux points de passage avec la Turquie et qu'il ne veut pas partager cet argent.

Il y avait des gens proches du PKK chez nous mais nous leur avons demandé de partir. Même les Turcs savent qu'il n'y a plus de membres du PKK chez nous.

■ Y a-t-il des contacts suivis entre l'UPK et le PDK depuis les accords de Washington ?

A.B. : Il y a des rencontres régulières sous l'égide d'un Haut comité de coordination des pourparlers. La dernière rencontre a eu lieu le 4 septembre à Shaqlawa.

■ Il y a donc une direction bicéphale au Kurdistan d'Irak ?

A.B. : Nous avons malheureusement deux gouvernements et deux administrations. Nos fonctionnaires reçoivent un salaire mensuel et notre région dispose des infrastructures classiques telles qu'écoles et hôpitaux.

■ D'où vient l'argent avec lequel vous payez vos fonctionnaires ?

A.B. : Des droits de douanes car il y a un commerce important depuis les zones contrôlées par le PDK vers l'Irak mais aussi entre l'Irak et l'Iran, et vice versa. Nous disposons également d'une infrastructure industrielle dans les secteurs du ciment, des cigarettes et du textile. Nous produisons aussi du pétrole, à raison d'environ 350.000 litres par jour.

■ Vous venez de rentrer du Kurdistan. Quelle est la situation au quotidien pour la population ?

A.B. : Il y a un problème majeur : cette année, il n'a pas plu. Or, l'électricité au

Kurdistan d'Irak dépend de deux barrages [Doukan et Derbandikhan situés en zone UPK], l'électricité a donc été rationnée à raison de trois heures par jour et de deux heures par nuit. Sinon, grâce à la résolution 986 des Nations

Unies, la situation s'est beaucoup améliorée. En outre, grâce à la production interne, le prix du pétrole, qui était à 5 dinars/litre, est passé à 700 fils/litre [1 dinar=1000 fils]. Cela a permis aux paysans de venir vendre leurs produits

en ville, ce qu'ils ne pouvaient faire auparavant à cause des prix trop élevés des transports.

Propos recueillis par P.V.

Burhan Jaff : « Nous ne sommes pas dans une situation de guerre »

Nous avons rencontré les représentants à Bruxelles des deux administrations kurdes d'Irak pour leur demander leur opinion sur la réalité politique d'un Kurdistan qui reste donc divisé en deux zones et deux administrations distinctes. Entretiens.

M Burhan Jaff est le représentant du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) - dont le siège est à Erbil - auprès de la Communauté européenne et des gouvernements du Bénélux. A ce titre, il représente les intérêts d'une zone du Kurdistan qui est sous l'administration du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. Le but de cette représentation est d'informer les instances européennes des activités du gouvernement et du Parlement kurde d'Erbil et d'améliorer les relations avec l'office humanitaire de la Commission européenne, ECHO, avec lequel il existe une collaboration sur des projets de réhabilitation au Kurdistan.

■ Quel est actuellement l'état des relations entre les deux partis, le PDK et l'UPK ?

B.J. : Depuis deux ans, la situation s'est améliorée et a culminé avec les accords de Washington en septembre 1998. Lors des accords de Washington, malgré des progrès sérieux sur bon nombre de points, les délégués de l'UPK ont refusé de signer, arguant du fait qu'ils n'avaient pas l'autorité pour le faire. Néanmoins, nous avons des contacts réguliers entre nous et même une représentation commune auprès des Nations Unies. Nous ne sommes pas dans une situation de guerre. Le problème c'est que l'UPK ne veut pas signer pour ne pas fâcher l'Irak qui la protège et qui voit d'un très mauvais

œil cet accord concocté par les Occidentaux et qui menace donc sa sphère d'influence dans la région.

■ Mais le gouvernement qui siège à Erbil peut-il imposer certaines directives à Soulaymaniah [zone UPK] ?

B.J. : Non, car l'UPK y a créé sa propre administration à l'image de celle créée par le PDK. Ils ont aussi un gouvernement et un Premier ministre, Kusret Ali, qui siégeait à Erbil avant la chute de la ville en 1996 [dans les mains du PDK] et qui s'est enfui en Iran. Cependant, ils n'ont pas de Parlement car il ne peut y en avoir qu'un qui se trouve donc à Erbil.

■ Barzani a pu reprendre Erbil à l'UPK en août 1996, grâce à l'intervention de l'armée irakienne. Quelles sont aujourd'hui vos relations avec Bagdad ?

B.J. : L'UPK était aidée par l'Irak, nous avons alors utilisé l'aide de Bagdad. Nous n'avons pas le choix. Mais les choses ne sont pas si simples, lorsque les Irakiens sont arrivés à Erbil en 1996, ils ont aussi arrêté des cadres de notre parti. En plus, ils ont détruit le Parlement que nous avons ensuite reconstruit en trois mois sans aucune aide extérieure. Vous voyez ce n'est pas noir et blanc.

L'UPK garde par contre de bonnes relations avec Bagdad. Il y a six mois, ils ont ouvert une route commerciale qui vient d'Amman et passe par Bagdad, Soulaymaniah, Penitwin [zone UPK],

pour aboutir en Iran. Soumise à de très faibles taxes de la part des Irakiens, cette route attire toutes sortes de commerçants. Dans ces conditions, l'UPK n'est pas pressée de signer les accords de Washington.

■ Mais le PDK fait aussi beaucoup de commerce avec la Turquie...

B.J. : Bien sûr, et aussi avec la Syrie et l'Irak. La différence c'est que l'Irak ne nous fait aucune concession. Bagdad refuse de commercer avec nous et empêche les marchandises venant d'Amman d'arriver jusqu'à chez nous. Selon les accords de Washington, les bénéfices de ce commerce doivent être placés sur un compte commun. Les revenus du gouvernement PDK sont rendus officiels depuis trois ans. Les chiffres du budget approuvés par le Parlement sont publiés et distribués.

■ Que pensez-vous de la théorie selon laquelle la division entre le PDK et l'UPK serait en fait le résultat d'une fracture socioculturelle entre les Kurdes du nord qui parlent le dialecte Kourmandji/Behdinani et ceux du sud qui parlent le dialecte Sorani ?

B.J. : Elle est fautive. Regardez, moi je suis Sorani et je suis au PDK. Le président du Parlement, le chef du gouvernement et huit ministres sont des Sorani, ils travaillent tous pour l'administration d'Erbil. La moitié de la population d'Erbil, la capitale, n'est pas Behdinani. Néanmoins, il est vrai que l'UPK dispose de très peu de partisans dans le Behdinan. Les cadres les plus importants du PDK ont, par contre, toujours été des Sorani. Lors des élections de 1992, 30% des habitants de Soulaymaniah - à majorité Sorani - ont voté pour le PDK. Il faut donc relativiser sérieusement cette théorie.

Propos recueillis par P.V.